



OBSERVATOIRE (DÉS)INFORMATION & GÉOPOLITIQUE AU TEMPS DU COVID-19

DOSSIER FINAL

AVRIL 2021

Observatoire sous la direction de
François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS,
et Anne Sénéquier, médecin, chercheuse à l'IRIS

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	3
Dossier #1 Le Virus du Faux : Qu'est-ce qu'une infodémie ? (Octobre 2020)	4
Dossier #2 Le Virus du Faux : Une crise de l'autorité scientifique ? (Novembre 2020)	15
Dossier #3 Le Virus du Faux : Des opérations d'influence géopolitique ? (Décembre 2020).....	28
Dossier #4 Le Virus du Faux : La responsabilité des réseaux sociaux ? (Janvier 2021)	42
Dossier #5 Le Virus du Faux : Méfiance et crédulité des foules ? (Février 2021)	59
Dossier #6 Le Virus du Faux : Comment lutter contre l'infodémie ? (Mars 2021)	73
Tribunes & Interviews	87
Conférences-débats	93
Revue de presse	95
Glossaire français et anglicismes.....	100

AVANT-PROPOS

Par Pascal Boniface, directeur de l'IRIS

La première victime dans une guerre est toujours la vérité. Comme dès le 16 mars 2020, le président de la République a déclaré que nous étions en guerre contre le Covid-19, il est légitime de s'inquiéter de savoir si au-delà des morts dues à la pandémie et des difficultés économiques sociales et psychologiques qu'elle a créées, la vérité n'a pas été la principale mise à mal. En période de trouble, alors que l'angoisse et l'anxiété augmentent chaque jour et que nous sommes confrontés à l'inconnu, rien n'apparaît plus normal à ce que la désinformation et les *fake news* occupent un espace central. Pour certains, il a même été prédominant. Le grand public était avide de réponses à des questions qu'il ne s'était jamais posées auparavant, mais dont il savait qu'elles pouvaient avoir un impact sur sa vie quotidienne et plus encore sur sa vie tout court. Ceci s'est produit dans une ambiance de rivalité intensifiée entre les deux géants géopolitiques chinois et américain, où le Covid-19 a été instrumentalisé dans chaque pays à des fins de combat de politique intérieure.

L'échelon européen a également été mis en cause de bonne foi par ceux qui ne savaient pas, mais qui voulaient quand même s'exprimer, de mauvaise foi par ceux qui avaient un agenda politique ou géopolitique particulier. Mais les autorités européennes ou nationales ne sont-elles pas au moins partiellement responsables de ce discrédit ? Comme l'écrit François-Bernard Huyghe, « tout vide appelle son plein de croyances de substitution ».

Les *fake news* se sont développées sur le terreau du sensationnalisme. Y a-t-il plus de fausses nouvelles sur le Covid-19 que sur d'autres sujets ? C'est peut-être le sentiment que l'on peut avoir, mais il est avant tout lié au fait que le Covid-19 a été l'alpha et l'oméga du traitement de l'information depuis un an. Le caractère anxiogène du sujet a certainement aidé à la diffusion de nouvelles alarmistes.

Je ne crois pas qu'il y ait plus de désinformation qu'auparavant, elle est plus visible, mais peut-être parce que notre esprit critique est plus développé. Elles se répandent plus vite du fait de la force virale des réseaux sociaux, mais elles peuvent également être démenties plus rapidement. Rendre coupables les réseaux sociaux de la désinformation n'est-il pas une désinformation en tant que telle ? Ils ont quand même permis de briser le monopole des gouvernements et des puissances en général sur l'information en permettant à chacun d'être non plus seulement récepteur, mais également émetteur d'opinion et d'information. Comme François-Bernard Huyghe le souligne avec pertinence « la faute des réseaux sociaux devient une explication pour les votes qui ne nous plaisent pas, les violences qui nous choquent ou les bêtises qui nous énervent ».

Au global, malgré les défauts qui sont les leurs, ils ont quand même contribué à une démocratisation de l'accès à la connaissance et au développement de l'esprit critique. Il faut faire attention que la lutte contre le complotisme ne revienne pas à venir combattre l'esprit critique. S'il faut être dur avec le crime, il faut également être dur avec les causes du crime. Les mensonges d'institutions ayant pignon sur rue viennent nourrir le complotisme qu'elles dénoncent par ailleurs.

L'apparition du Covid-19 n'est pas un complot du Big Pharma pour étendre son influence, mais l'attitude des grandes compagnies pharmaceutiques doit pouvoir être observée de près. De même qu'il faut constater que les gouvernements n'ont pas toujours fait preuve de la plus grande transparence vis-à-vis de la pandémie.

François-Bernard Huyghe a piloté les dossiers « Le Virus du faux » de manière méticuleuse avec la pointe d'ironie qui lui est propre, autant d'éléments indispensables pour un véritable traitement du sujet. Travaillant depuis de nombreuses années sur la médiologie et ayant une solide culture géopolitique, il était l'expert idoine pour les diriger.

C'est bien le rôle des think tanks tel que l'IRIS de sinon établir la vérité, du moins critiquer les risques de désinformation de façon indépendante. L'Observatoire (Dés)information & Géopolitique au temps du Covid-19 a été mené en poursuivant cet objectif.



QU'EST-CE QU'UNE INFODÉMIE ?

DOSSIER #1 : LE VIRUS DU FAUX

OCTOBRE 2020

Dossier dirigé par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS.

DU DOUTE À L'INFODÉMIE ?

Par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS

Il suffit d'allumer sa télévision pour voir les meilleurs spécialistes se déchirer sur l'ampleur (ou l'existence) d'une seconde vague de Covid-19 et les mesures à prendre. Il suffit d'ouvrir son journal pour lire des thèses contradictoires de prix Nobel relatives à la pandémie. Les 67 millions d'infectiologues que nous sommes devenus malgré nous (« *je ne suis pas médecin, mais vous ne me direz pas que...* ») débattent avec une bonne panoplie d'arguments contradictoires fournis par les réseaux sociaux et les médias classiques. Et comme les mesures gouvernementales censées s'appuyer sur la Science se contredisent dans le temps (sur le port du masque, pour prendre l'exemple le plus connu) ou d'une démocratie à l'autre (comparer la Suède et l'Italie par exemple), le citoyen ne sait plus à quelle autorité se vouer. S'il veut accomplir son devoir civique - accepter les sacrifices nécessaires, défendre ses libertés, choisir les bons gouvernants en temps de crise -, ce citoyen doit s'appuyer sur des évidences partagées. Hannah Arendt rappelait qu'il n'y a pas de démocratie possible si tout le monde ne convient pas que c'est l'Allemagne qui a envahi la Belgique en 1914, pas l'inverse. S'il n'y a pas consensus pour dire que l'ARN du Covid-19 est produit d'une mutation naturelle ou que les masques servent à quelque chose (même si très peu d'entre nous peuvent vérifier expérimentalement ces deux assertions), le débat ne sert guère.

On objectera que la démarche scientifique consiste précisément à poser des questions et à contredire des hypothèses, à tâtonner et à avouer souvent que l'on ne sait pas vraiment ce qui résultera demain de la conjonction de déterminants présents mal mesurés. Et on aura raison.

En revanche, le faux délibéré, le *fake* ou l'*infox*, se prouve : on a truqué une photo ou on l'a mal légendée, attribué à une personne ou une organisation des déclarations imaginaires, emprunté une fausse identité ou on s'est réclamé d'une autorité fallacieuse, on a monté une opération de piratage informatique ou lancé une rumeur amplifiée par tous les réseaux sociaux.

Or ces faux - images de cadavres, émeutes fictives, manipulations sataniques, documents secrets compromettants, révélations sensationnelles - pullulent. Les divers dispositifs de *fact-checking* de grands médias ou des associations en ont décelé. Dans un registre plus prévisible, il y a les affabulations sur les mécanismes de la pandémie, l'inefficacité, voire la nocivité des mesures préconisées par les autorités, les facteurs aggravants inconnus de contagion, les méthodes pour s'en préserver ou les médicaments miracles... Tout cela a fleuri sur les réseaux sociaux au point que les GAFAM ont dû mobiliser leurs meilleurs algorithmes (notamment pour réfuter des tweets de Donald Trump) afin que des gens ne risquent pas leur santé pour des conseils absurdes. À un degré de sophistication supérieure, naissent de véritables théories : ce qu'est ou n'est pas le virus, qui l'a fabriqué et pourquoi, comment tout ce que l'on nous raconte est faux et en quoi cela dissimule une opération planétaire, et pourquoi seule une poignée de rebelles conteste la version officielle et démasque les manipulateurs. Cette version complotiste conclura suivant le cas à la responsabilité de Bill Gates ou du grand capital, de la Chine ou des États-Unis, de l'industrie de la 5G ou de l'État Big Brother.

Simple délire ? Vieux mécanismes de la rumeur stimulés par la technologie ? Imaginations débordantes ? Il y a d'autres pistes. Celle de manipulateurs intéressés, pirates ou escrocs en ligne, celles de groupes aux motivations idéologiques diverses en quête de coupables à tous les malheurs du monde. Dans la mesure où la pandémie représente un énorme enjeu géopolitique - qui en portera la responsabilité ? Quel modèle politique semblera le mieux en préserver ? Qui gagnera des marchés, de la puissance, de l'influence et des alliés dans l'après-Covid ? Les grandes puissances se soupçonnent mutuellement de se déstabiliser, de se désinformer, afin de tirer les bénéfices politiques et idéologiques de la catastrophe. Tout cela dans une époque obsédée par les interférences politiques, les *fake news* qui fausseraient les votes, une époque que certains nomment de la post-vérité. Et sur fond de crise de l'autorité de la science. Qu'il s'agisse de glyphosate, de pesticides ou de vaccins, de facteurs cancérigènes ou d'effets des nouvelles technologies sur la santé (5G par exemple), d'ondes et de réchauffement climatique, de surveillance des citoyens ou d'effondrement de la planète, nous serions en peine de citer un domaine où « la » Science fasse unanimité. Et où la « thèse officielle » ne soit pas contestée par des centaines de contre-théories qui fleurissent sur Internet, et pas seulement.

Ni les intérêts étatiques ni les passions idéologiques ne favorisent la production de discours fiables. Ni les mécanismes censés accréditer les certitudes scientifiques ni les facteurs qui devraient diriger l'attention du public vers des sources ou des réseaux crédibles ne freinent la diffusion des croyances fausses et douteuses. En ce sens, l'infodémie (nom par lequel l'OMS désigne l'épidémie de fausses informations parallèle à l'épidémie sanitaire) est elle-même un symptôme de nos rapports difficiles avec la vérité et la fausseté. Raison de plus pour se tourner vers la cible ultime de la désinformation : le cerveau humain. Ce sont nos capacités de comprendre l'ampleur et les formes du mécanisme de falsification qui seules nous en protègent. Chaque démontage, chaque analyse critique est une arme de défense légitime. Commencer à mesurer et à nommer est la première étape, et, en tout cas, l'ambition de ce dossier.

NINE WAVES OF INFODEMICS

By Cristina Tardáguila

Associate Director of the International Fact-Checking Network,
Founder of Agência Lupa, the largest fact-checking organization in Brazil

It's been eight months since the International Fact-Checking Network launched the largest collaborative project ever seen in its field: the [CoronaVirusFacts Alliance](#). Since January 2020, ninety-nine fact-checking organizations in seventy-seven countries have been working together and sharing content to fight falsehoods related to COVID-19. So far, the Alliance has debunked more than 9,000 pieces of misinformation, among them hundreds of claims, photos, videos and audio recordings that went viral in no less than forty-three languages.

It's also been eight months since I started to coordinate the [CoronaVirusFacts Alliance Database](#), a position that gave me the opportunity to clearly detect what types of misinformation were crossing the planet during the pandemic. And now I can say that I've seen at least nine.

The first big trend of hoaxes related to COVID-19 had to do with the origin of the new coronavirus, and was rapidly fueled by the total lack of scientific information. Back in February and March, millions shared on social media that bat soup was the source of COVID-19. Others blamed labs in Russia, China and in the United States. Bill Gates, the philanthropist, popped up in the fact-checkers database for the first time on January 27.

The second wave of misinformation was clearly connected to the first one. Since people didn't know the causes COVID-19, we saw a panic around hoaxes about how fast it can kill. Videos showing Asian-looking men and women fainting on streets, subways and supermarkets became famous. All false. As fact-checkers later revealed, those people were either having a heart attack or were simply drunk.

The third wave has been, as of today, the most dangerous and persistent one. False cures and false preventative measures keep fact-checkers very busy. Vitamin C, garlic, wine, fruits, tea, ancient medicines, herbs, alcohol, untested drugs. The list is much longer and can take on a local flavour depending on where these types of hoaxes pop up. For example, messages suggesting that people drink cow urine only went viral in India - for religious and cultural reasons.

After that, the waves of misinformation became a bit different. Fact-checkers saw the anti-China movement grow, supported by false claims that China was burning thousands of bodies or seeking authorization to execute ill citizens.

Then, the CoronaVirusFacts database registered hundreds of falsehoods that connected the new coronavirus with race and/or religion. Videos suggesting that Chinese were converting to Islam and getting cured and posts claiming the black community in Africa is better equipped against COVID-19 trended.

In March, April and May, many countries declared lockdowns, and people were taken to use e-commerce. Phishing became popular, putting personal data at risk. False requests for donations spread worldwide too.

The seventh and the eighth waves of COVID-19 misinformation were related to politicians. Fact-checkers spend hours and hours assessing content that had been not only spread by presidents, prime ministers, governors and mayors but also by their supporters. And when some cities decided to reopen... politicians and their followers stretched statistics to either prove going "back to normal" was a good idea or not.

As far as I can see, the latest wave is related to the COVID-19 vaccine, which doesn't even exist. Rumours connecting it to abortion, infertility, body deformation and other diseases are becoming really common. But there are also conspiracy theories suggesting that a chip will be inserted into the body of those who take the vaccine so some government or company will be able to track them.

During these eight months as the CoronaVirusFacts Alliance coordinator, I have learned a couple of lessons. The first one is that fact-checkers (and media outlets) must stop competing between themselves and must fight as a team against the infodemic. The second is a bit more disturbing. Fact-checkers have worked a lot but are still alone on the frontline of this war. If tech companies and governments don't start collaborating too, the waves of misinformation will become an ever more pernicious tide. ■

INFORMATION ET CRÉDULITÉ AU TEMPS DU COVID-19

Par Gérald Bronner

Professeur à l'Université de Paris,

Au début des années 2000, on espérait qu'Internet représenterait un nouvel âge pour les démocraties. Mais l'on n'avait pas imaginé que ce nouvel âge serait caractérisé par une forme de nouvelle vitalité de la crédulité. Que cette crédulité s'incarne dans les urnes pour des propositions populistes un peu partout ou qu'elle prenne la forme des théories du complot, de la défiance face à l'expertise de la science (notamment sur la question des vaccins par exemple) ou d'une méfiance forte vis-à-vis des médias traditionnels, elle est aujourd'hui une des données fortes du monde contemporain. Les théories du complot en particulier ont particulièrement profité du phénomène de dérégulation du marché de l'information que représente Internet. En effet, si elles n'ont pas attendu l'apparition du web pour exister, elles étaient auparavant souvent confinées dans des espaces de radicalité. Cette dérégulation leur a permis d'essaimer dans l'espace public d'autant que leurs défenseurs sont souvent plus motivés que les citoyens moyens à faire valoir leur point de vue. Cette asymétrie de motivation est déterminante pour comprendre cette diffusion de la crédulité. Toutes ces études soulignent qu'Internet est une drôle de démocratie : certains y votent mille fois, tandis que d'autres jamais. Or, les croyants et les militants « votent » beaucoup. Il se trouve que la crédulité a d'excellents VRP sur ce marché dérégulé.

Par ailleurs, le marché de l'information tel qu'il s'est constitué est caractérisé par la possibilité pour tous de verser une information dans l'espace public. Cette situation a beaucoup accru la pression concurrentielle sur ce marché. Mécaniquement, cette pression a augmenté la vitesse de diffusion des informations non sélectionnées et ceci est favorable à la vitalité des croyances. La crédulité contemporaine a su par ailleurs maximiser les possibilités offertes par les nouvelles technologies de l'information pour augmenter leur audience en permettant notamment d'agréger les différents arguments venant en renfort des théories les plus loufoques. Ce que j'ai proposé d'appeler les mille-feuilles argumentatifs dans mon livre *La démocratie des crédules* (Puf, 2013) dont chaque élément peut être très fragile, mais donne au tout une impression de solidité. Cette forme d'argumentation est aisée à trouver dans toutes les expressions du conspirationnisme contemporain. Ainsi, pour reprendre l'exemple des attentats de *Charlie Hebdo*, quatre jours après ces attentats, il y avait plus de cent arguments disponibles pour défendre la théorie d'une interprétation « alternative » des faits !

Que ce soit pour les théories du complot, la diffusion de thèmes populistes ou encore la méfiance envers les vaccins (les Français par exemple déclarent à plus de 40% aujourd'hui se méfier des vaccins alors qu'ils n'étaient que 10% au début des années 2000), l'empire des croyances a su bénéficier à plein de la dérégulation du marché de l'information pour cette ultime raison qu'elle a tendance à favoriser la démagogie cognitive. Il se trouve que certaines idées fausses dominent, perdurent et ont parfois plus de succès que des idées plus raisonnables et équilibrées parce qu'elles capitaliseront sur des processus intellectuels douteux, mais attractifs pour l'esprit. C'est le cas notamment du biais de confirmation qui nous fait chercher des éléments cognitifs confirmant la représentation que nous avons du monde plutôt que des éléments la mettant en péril et dont les travaux des sciences sociales computationnelles ont montré qu'il était largement amplifié par les bulles de filtrage des réseaux sociaux.

La période pandémique a paru amplifier tous ces processus favorables à l'attractivité de la crédulité. Le confinement, en particulier, qui a été observé un peu partout dans le monde, a agi comme un incubateur de crédulité. La raison la plus évidente est que ce temps d'isolement spatial a coïncidé avec un recours plus massif à Internet en général et aux réseaux sociaux en particulier. Ainsi, le trafic Internet a augmenté globalement de 30% en France, et de 86% au mois d'avril concernant les réseaux de diffusion de contenu (par exemple YouTube). Quant aux réseaux sociaux, ils ont bénéficié d'une augmentation de fréquentation de 121% au mois de mars et de 155% en avril ! Ce confinement a servi d'expérience involontaire, mais à taille réelle, de la façon dont nous usons d'un temps de cerveau

massivement libéré. Aucun pays n'a été épargné par le déferlement de crédulité qui s'est abattu sur le monde. Le recours aux espaces numériques pour tenter de répondre aux questions angoissantes auxquelles une pandémie nous confronte a conduit une partie des internautes à fréquenter des formes de raisonnements faux, mais vraisemblables. Ainsi, pour n'en prendre qu'un exemple, une vidéo publiée à la mi-mars en langue française a totalisé des millions de vues et des dizaines de milliers de partages sur Facebook en quelques heures. L'auteur de la vidéo, se défendant d'être un complotiste, prétendait néanmoins que le virus SARS-CoV-2, responsable de l'épidémie de coronavirus de 2020, avait été conçu par l'Institut Pasteur ! Pour preuve, il exhibait un brevet datant de 2004 et qui était bien réel. On peut donc supposer que l'auteur de la vidéo était sincère et qu'il croyait vraiment détenir une information capitale. On sent d'ailleurs sa fébrilité au fur et à mesure de sa démonstration. Ce brevet existe bel et bien, et il a bien été déposé par l'Institut Pasteur. Cependant, il porte sur une souche de SARS-CoV (syndrome respiratoire aigu sévère) à l'origine d'une autre épidémie mortelle, survenue elle en 2003. Par conséquent, notre donneur d'alerte n'a pas compris que le terme coronavirus était générique et désignait une vaste famille de virus dont certains entraînent chez l'homme des infections respiratoires qui peuvent être plus ou moins graves. Le SARS-CoV-2 est simplement le dernier coronavirus qui a été découvert. Mais le fait de déposer un brevet concernant un coronavirus n'est-il pas au moins suspect ? Non, c'est une procédure tout à fait normale pour protéger le fait de l'avoir découvert et mettre éventuellement au point un vaccin. Bref c'est l'incompétence d'individus ayant l'impression de savoir, ce que l'on nomme un effet Dunning-Kruger, qui a conduit à cette rhétorique fautive, mais qui a paru vraisemblable à des millions de personnes en quelques heures. Et cette situation est évidemment inquiétante à plus d'un titre.

La diffusion de ce genre de discours est inquiétante parce que, d'une part, ils entretiennent des rapports avérés avec l'extrémisme politique ou religieux. D'autre part, ils peuvent être objectivement meurtriers comme en Iran où l'idée que l'alcool était un remède secret contre le Covid-19 a conduit des centaines de personnes à boire du méthanol et à en mourir.

D'une façon générale, un peu partout, la démocratie des crédules paraît avoir tissé sa toile et même, parfois, mis à la tête de puissants États certains de ses représentants les plus exotiques. L'un des événements les plus déconcertants de l'année 2016 aura été l'élection de Donald Trump. Comment le pays qui a la constitution démocratique la plus ancienne du monde a-t-il pu élire un individu tenant des propos conspirationnistes, établissant des liens imaginaires entre vaccin et autisme et proférant mensonge sur mensonge - le célèbre *Washington Post* a en a dénombré plus de 15 000 après mille jours de présidence ? S'il y a quelque chose qu'a compris Donald Trump, c'est qu'avant de remporter la bataille de la conviction, il fallait gagner celle de l'attention. Il n'était pas le favori des sondages en 2016, mais il était celui des réseaux sociaux. Lors de la campagne, il a dominé les échanges sur Facebook de façon écrasante : ses déclarations ont suscité douze fois plus d'intérêt que celles d'Hillary Clinton dans les États républicains et deux fois plus dans les États démocrates. Toute cette attention n'était pas une acclamation, mais elle a permis de rendre virales les propositions de Trump et de faire que son offre politique rencontre plus facilement une demande, aussi difficile fût-elle à atteindre. Les exemples se sont multipliés un peu partout - au Brésil ou en Italie - dessinant toujours le même périmètre idéologique : trahison du peuple, doute sur les vaccins, climatoscepticisme, rhétorique appelant au bon sens adoptant une posture anti-intellectualiste et bien souvent complotisme. La démocratie des crédules représente un des grands défis de notre temps et les solutions ne sont pas simples à trouver. Les aspects mentionnés dessinent en creux des pistes possibles, mais chacune dans le fond renvoie à une idée générale et simple : il est peut-être temps de réhabiliter la rationalité comme fondement de toute démocratie. ■

QUE FAIRE VIS-À-VIS DE L'INFODÉMIE ?

Par Xavier Desmaison

Président de Antidox, groupe de stratégie de communication et d'opinion
avec une forte dimension numérique, enseignant à Sciences Po,
auteur de plusieurs essais dont *Le Bûcher des vérités*.
Quelles stratégies dans un monde de fake news ? (éd. Hermann, 2019)

Lynchages en ligne, influences numériques étatiques sur les élections d'États étrangers, *flash crash*¹, *doxing*², diffusion massive de fausses informations, cyber malveillance : grâce à des technologies numériques et algorithmiques diffusées par des entrepreneurs surtout américains, maintenant chinois, l'espace public s'est ouvert à l'expression massive des citoyens, à un partage de l'information et du savoir sans précédent, mais il paraît aussi avoir perdu toute capacité de régulation. Ces nouvelles technologies sont un « pharmakon », selon la formule du philosophe Bernard Stiegler : à la fois poison, remède et bouc émissaire. Il est d'usage dans les questions de santé publique d'évaluer le rapport coût/bénéfice d'un traitement, pour éviter que le remède soit pire que le mal : quels médicaments et quelle prévention pour lutter contre cette maladie contemporaine de l'espace public qu'est l'infodémie sans perdre les bénéfices éventuels du numérique ? Les mots pour décrire ce phénomène, infodémie, « fake news », complotisme, haine en ligne, ou post-vérité sont piégés³ ; deux lignes de partage aident à comprendre pourquoi l'on peine encore à identifier des solutions.

La première est la tension entre la liberté et la régulation de l'information sur Internet. D'un côté, les promoteurs d'un espace public ouvert, transparent, voire l'utopie numérique d'une circulation sans frein de toutes les informations qui s'inspire de la libération des opinions du siècle des Lumières. De l'autre, ceux qui considèrent que des formes de contrôle des opinions sont nécessaires à la démocratie et à un ordre social protecteur des biens et des personnes. Au tournant du millénaire, notre espace public a connu un moment d'ouverture sans précédent, des radios libres aux télévisions numériques, des forums aux *weblogs*, avec l'essor de Wikipedia, de Facebook ou Twitter. Rapidement, ces technologies ont été perçues comme un levier de démocratisation globale et de menace pour les États autoritaires, aux Philippines⁴, en Biélorussie, en Iran, lors du printemps arabe, en Chine ou en Russie, sans que ce rôle ne soit en vérité réellement établi⁵.

Face à la propagande de Daech, les appareils d'États occidentaux découvrent que l'action conjointe du premier amendement américain, des mécanismes de l'engagement numérique et de l'optimisation des coûts conduisent les plateformes à refuser de supprimer les nombreuses vidéos de décapitation et incitations aux meurtres que l'on y trouve alors. Une course à l'armement s'engage entre les principales puissances, qui isolent leur espace de l'Internet mondial (Chine, Russie), y déclinent les méthodes de la propagande politique, déploient des systèmes d'écoute sans précédent (PRISM, Tempora...), piratent leurs opposants politiques (logiciel Pegasus de l'entreprise NSO Group), ou légifèrent pour observer, réguler ou censurer la conversation numérique (Pharos, loi Avia...). S'agit-il de protéger l'espace public d'intrusions extérieures et de phénomènes auxquels répondent mal les législations sur la diffamation ou l'escroquerie ? Ou les pouvoirs en place cherchent-ils simplement à accroître leur pouvoir de contrôle sur les sociétés et museler leurs oppositions ?

La deuxième ligne de partage oppose Socrate au sophiste, Habermas à Foucault : d'un côté la figure de l'Universel, qui cherche à adosser la politique sur la Vérité, de l'autre une forme de relativisme polémique qui privilégie l'action

¹ En 2010, l'indice boursier Dow Jones s'est effondré de près de 10% en quelques secondes en raison de ventes massives générées par des systèmes de trading fondés sur des algorithmes financiers, dits *high frequency trading*.

² Acte de piratage qui consiste à voler puis rendre publiques des données personnelles.

³ Voir le Glossaire

⁴ Clay Shirky, *The Political Power of Social Media*, ESSAY JAN/FEB 2011.

⁵ Malcolm Gladwell, *Small Change, Why the revolution will not be tweeted*, The New Yorker, September 27, 2010. <https://www.newyorker.com/magazine/2010/10/04/small-change-malcolm-gladwell>

concrète. À gros traits, cette ligne de partage traverse les controverses les plus récentes. Face à l'infodémie qui sévit autour du Covid-19, le gouvernement français s'est appuyé de façon argumentaire sur l'*evidence-based medicine* (médecine basée sur les faits) et sur l'avis d'un conseil scientifique ; ses opposants ont insisté sur un pragmatisme médical incarné par Didier Raoult (chercher à soigner immédiatement avec une molécule sans attendre les résultats d'études randomisées). La controverse du glyphosate oppose des tenants d'une forme de science à une écologie politique qui cherche à transformer les structures de production et consommation alimentaire. La querelle de l'homéopathie a confronté les prosciences aux partisans de la naturalité, de l'expérience individuelle et de l'effet perçu. Cette guerre de toutes les idées contre toutes ne peut que favoriser l'infodémie : comment identifier ce qui doit être censuré ou pas, la cause qui a le droit de s'exprimer de celle qui doit être tue, la position scientifique si la science est traversée de controverses et n'est pas admise comme une boussole ? D'autant que les plateformes numériques privilégient les émotions fortes (la colère en premier lieu, structure fondamentale de la viralité des contenus numériques⁶) sur les formes argumentatives et rationnelles. Pendant qu'Internet permet à chaque activiste de mener des combats d'opinion massifs à moindre coût.

L'espace public est donc tiraillé entre ouverture et protection, entre universel et relativisme polémique. D'où une impression de flottement et d'hésitation : la loi Avia a été censurée par le Conseil constitutionnel et nul n'a su à coup sûr qui de Raoult ou de Véran avait eu le dernier mot... De la confrontation de ces lignes de partage émergera avec le temps ce qui a été gagné ou perdu. Une chose est certaine : des choix qui seront faits dépendent l'avenir de la démocratie et des dictatures. ■

⁶ Par exemple : Berger, J., & Milkman, K.: Social transmission, emotion, and the virality of online content. Wharton research paper 106 (2010). Berger, J., & Milkman, K. L.: What makes online content viral?.Journal of marketing research 49(2), 192-205 (2012).



UNE CRISE DE L'AUTORITÉ SCIENTIFIQUE ?

DOSSIER #2 : LE VIRUS DU FAUX

NOVEMBRE 2020

Dossier dirigé par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS.

MESSAGE SCIENTIFIQUE : LES MÉCANISMES DU DOUTE ET DU FAUX ?

Par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS

Dans un monde parfait, les autorités parleraient d'une seule voix, les gouvernants appliqueraient une seule politique – celle avérée la plus efficace –, et il y aurait unanimité dans la communauté scientifique ; nourries de chiffres exacts, les prévisions se confirmeraient chaque jour et l'opinion, disciplinée et confiante, appliquerait des consignes. La parole scientifique, invariable, accréditée par la communauté des chercheurs et des experts se déploierait sans obstacle. Il est évident que nous ne vivons pas dans ce monde parfait.

D'une part, nous découvrons que la production de la science n'est nullement synonyme de certitudes immédiatement applicables. Comme nous le rappelle Anne Sénégrier, « je ne sais pas », « je ne sais pas encore », « je ne suis pas de l'avis de mon collègue », « il faudra vérifier », « l'avenir nous le dira » font aussi partie de ce discours et il n'y a là aucune honte : contradictions et hésitations (amplifiées par celles du politique qui voudrait se réfugier derrière la légitimité des experts) se révèlent chaque jour.

Le discours scientifique souffre aussi d'un problème que nous pourrions appeler de « distribution ». Le fait, par exemple, que les chaînes d'information se soient mises à produire 80% d'émissions scientifiques ou parascientifiques pendant huit semaines a produit un phénomène de surinformation : non seulement la qualité de la réponse des « experts » sollicités (et ne parlons pas de leurs prédictions) baisse mécaniquement, mais l'honnête citoyen qui veut faire usage de sa raison est submergé. Comme il ne va pas vérifier les données de *The Lancet* ou comparer des données génomiques, il va se ranger au principe de l'autorité la plus vraisemblable. Ou celle qui flatte le mieux ses préjugés. Comme le montre Philippe Guibert, une compétition pour la visibilité aboutit à des contradictions, voire à des écoles adverses (« rassuristes » contre « 2^e vague », par exemple), d'où confusion croissante dudit citoyen.

Enfin, il y a une question de « réception » de la science. Dès avant l'apparition du virus, nous savions que les réseaux sociaux étaient peuplés de gens qui doutaient de la rotondité de la terre ou de l'évolution, tandis que tout « discours officiel » sur les vaccins, le climat, l'homéopathie, la 5G, les compteurs Linky, le glyphosate ou toutes sortes d'ondes ou de produits chimiques suscitaient des tentatives de réfutations plus ou moins argumentées. Notamment dans des communautés qui se développaient sur les réseaux sociaux. En provoquant une peur inédite avec un scénario difficile à comparer à des expériences passées (le Covid-19 né d'une mutation génétique est par définition un ennemi « innovant »), le virus a renforcé les méfiances. Les politiques sanitaires aux résultats contrastés et les enjeux géopolitiques (Qui est responsable de la pandémie ? Quel système se montre le plus efficace pour la combattre ?) n'ont guère rassuré l'opinion. Il en résulte une crise de scepticisme générale. Après les diverses autorités politiques, médiatiques, ou autres, l'autorité scientifique subit une crise de méfiance dont traite le général Kempf.

Mais tout vide du doute appelle son plein de croyances de substitution. Qu'il s'agisse de désigner des coupables (les Chinois, les Américains, Big Pharma, Big Brother, Bill Gates, un laboratoire secret...), d'imaginer des remèdes miracles ou des politiques alternatives, de présenter des thèses qui expliquent les coïncidences troublantes ou les intérêts cachés, l'imagination semble inépuisable. De la simple affirmation des vertus curatives de telle plante aux théories élaborées sur la conspiration des industriels de la 5G qui auraient inventé la pandémie pour implanter leurs antennes... Et dès qu'une décision gouvernementale (confinement, port du masque, etc.) se réclame d'avis savants, elle suscite une double réaction presque automatique : a/ c'est une forme de contrôle destinée à nous surveiller et nous soumettre et b/ elle repose sur des données truquées et des thèses falsifiées. Auxquelles s'opposeraient des discours alternatifs et des connaissances que l'on nous cache. Méfiance envers le pouvoir et méfiance envers le savoir « officiel » produisent par compensation des formes d'influence sociale et de pseudoscience. Il ne suffit pas de les mépriser comme ridicules ou complotistes. Encore faut-il en comprendre les mécanismes.

FAUSSES CROYANCES ET RÉELLES DÉFIANCES

Par Dr Anne Sénéquier

Médecin, chercheuse à l'IRIS, spécialisée sur les questions de santé

Le maillon faible d'une épidémie, et à plus juste titre d'une pandémie, est le facteur humain. On peut tout analyser, tout connaître, tout contrôler dans la transmission d'une maladie, tout sauf comment le patient et la population vont réagir.

Lorsque le pathogène est bien connu, il est aisé de communiquer sur les mesures de précautions, les bonnes pratiques, ce qui est pertinent et ce qui est à éviter. Les consignes sont partagées par tous, suivies, et *a priori* efficaces. Ce n'est pas ce qui s'est passé en ce début d'année. La particularité de la pandémie 2020 est l'émergence d'un nouveau pathogène : un coronavirus. La communauté scientifique connaît déjà les coronavirus, famille virale qui sévit chez les animaux et qui par le passé a déjà saisi l'opportunité de sauter du monde animal aux humains. Cela ayant donné l'épidémie du SARS-Co en 2002 en Asie et le MERS-Co en 2012 au Moyen-Orient. Le Coronavirus du Covid-19 n'est évidemment pas le même que les épidémies précédentes, pas plus qu'il n'est identique à d'autres pathogènes provoquant des maladies respiratoires.

C'est ce qui a favorisé la multiplicité des discours dès le début de l'épidémie. Devant l'arrivée du nouveau coronavirus, la communauté scientifique s'est basée sur ce qu'elle connaissait déjà en matière de virus respiratoires à la transmission interhumaine, c'est-à-dire la grippe. La mesure la plus rapide et efficace à mettre en place pour répondre à cela était alors la distance physique entre les personnes. Dans un second temps, on s'est rappelé avec effroi que la grippe utilisait les enfants comme vecteurs de transmission privilégiés. Ils se contaminent entre eux et contaminent les adultes. Dans notre société à la recherche du « risque zéro », il était inconcevable de laisser planer une quelconque menace sur nos enfants. En Europe, les écoles ont fermé en même temps que le confinement a été mis en place pour deux semaines... qui se sont transformées en huit semaines.

Au même moment, le monde se questionnait sur la pertinence du port du masque. De nombreux pays occidentaux paniquaient devant une rupture de stock, alors que l'Asie se cachait sous les masques depuis le début de l'épidémie avec un succès que l'on ne pouvait que reconnaître. En Europe, la communauté scientifique et l'OMS se questionnaient. Un virus respiratoire certes, mais qui ne semblait pas aéroporté. La transmission se faisant par projection de gouttelettes lors de la parole et des éternuements, la distanciation physique était censée faire barrière à cela. Les autorités sanitaires redoutaient un faux sentiment de sécurité par le masque alors non recommandé de manière systématique pour la population générale. Le masque faisait débat, commençant par alimenter le doute de certains et d'entamer la crédibilité des autres.

Afin d'augmenter les connaissances, le monde scientifique a multiplié les recherches, les angles d'approches et les hypothèses à tester. Le processus usuel de la recherche qui s'inscrit dans un temps long dans lequel se succède l'écriture, le financement, la recherche, le résultat, la présentation, la validation et enfin la publication. L'étape de la validation par les pairs est cruciale. C'est le moment où l'étude est littéralement disséquée. On évalue la méthodologie, le protocole, l'absence de biais dans les résultats, les conflits d'intérêts, le caractère reproductible des résultats... pour finalement accepter ou infirmer les conclusions après plusieurs allers-retours de questions entre l'équipe de recherche et la revue. Le tout ayant pour but d'éviter la publication de résultats qui pourraient se révéler faux ultérieurement...

Cette année, cette étape de confrontation avec le monde scientifique a été sacrifiée sur l'autel de l'urgence sanitaire. Certaines équipes ont publié leurs résultats sur internet avant même que ceux-ci soient validés. Repris très rapidement sur les réseaux sociaux, ils se sont inscrits dans la pensée collective. Pensée collective nourrie jusqu'à

l'overdose de résultats parfois contradictoire, sans qu'à aucun moment ne soient donnés les outils pour faire la part des choses. Lorsque, quelques semaines plus tard, certains résultats se trouvent invalidés, on a vu tous les médias affirmer le contraire de ce qu'ils proclamaient à la Une moins d'un mois plus tôt. Qui croire et à quel moment ?

Au cours de l'année, on s'est notamment rendu compte que si elle était similaire à la grippe, le Covid-19 ne privilégiait pas les enfants comme vecteurs de transmission et que le masque était bien un outil supplémentaire nécessaire dans la majorité des contextes. Alors que ce discours ne fait que suivre la temporalité scientifique et médicale, sa discontinuité implique une perte de confiance. Comment croire et se saisir des messages de prévention lorsque ceux-ci changent au gré des semaines ? Aucune autorité sanitaire n'a été épargnée dans cette problématique, de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) qui s'est retrouvée mise en cause au niveau international, aux ministères de la Santé mis en cause au niveau national.

L'OMS a été décriée tant pour son incapacité à obtenir des informations de la part de la Chine en début d'épidémie, que par son inaction et ses positions par rapport au masque. Mais souvenons-nous que l'organisation internationale n'a que le pouvoir que les États membres veulent bien lui donner - c'est-à-dire quasi aucun -, personne n'ayant envie d'abandonner sa souveraineté nationale au profit d'une organisation internationale soupçonnée d'être à la solde de « l'ennemi ». Peu importe dans cette histoire qui est l'ennemi, la Chine, l'industrie pharmaceutique, Bill Gates ou un autre. Le départ des États-Unis (premier financeur) de l'OMS, même s'il a été atténué par la prise en compte de la personnalité de son président l'ayant décidé, a été un coup supplémentaire dans son capital crédibilité.

En France, le ministère de la Santé a accumulé les erreurs dont la première aura été de ne pas avoir eu de réelle stratégie. Alors que l'urgence de santé internationale venait d'être déclarée par l'OMS, l'exécutif français décidait de changer la tête du ministère de la Santé pour l'orienter vers une course à l'investissement parisienne perdue d'avance. La suite n'aura été qu'une accumulation de réactions subites, une accumulation de contraintes imposées sur la population sans aucune perspective. La décision française et majoritairement européenne d'évoquer l'épidémie de Covid-19 sur une temporalité de l'immédiateté n'a pas inscrit les mesures de prévention dans un temps long. En mars, le confinement a été annoncé pour deux semaines, alors que toutes les études prévoient déjà les huit semaines nécessaires. Cette accumulation de jours et de « semaines » n'a pas permis aux Français de se projeter dans la « nouvelle normalité » qu'impose aujourd'hui l'endémie de Covid-19. Les Français sont las de n'avoir aucune visibilité sur leur avenir proche ou lointain. S'il y a bien sûr eu consensus auprès de la population pour protéger ses vulnérables, au fil du temps, ceux-ci ont pris une nouvelle définition : alors qu'au printemps on protégeait nos enfants et nos anciens, aujourd'hui la vulnérabilité n'est plus seulement sanitaire, mais aussi économique. Ainsi, une part très importante de la population se retrouve aujourd'hui dans la dialectique se résumant à « je travaille ou mon activité fait faillite ». Il est alors très complexe de demander à certains de se sacrifier économiquement sur les dires d'une autorité à laquelle on ne croit plus. D'autant plus que le temps d'incubation du Covid-19, associé au temps de déclaration d'une forme grave, impose un délai de latence de quasi un mois entre une mesure appliquée et ses potentiels résultats. Il est ainsi demandé de faire un effort maintenant, pour un éventuel mieux le mois prochain...

Les critiques se déchaînent ainsi sur les réseaux sociaux dénués de toute analyse concrète, véritable « prêt-à-penser » qui s'immisce dans la pensée collective, d'autant plus lorsqu'elle émane d'un utilisateur aux nombres de followers faisant pâlir d'envie le ministère de la Santé.

Au milieu de cette cacophonie médiatique, circule toute une myriade de fausses rumeurs, qui, parfois traités de la même manière par les médias sous couvert de « neutralité de la presse », ne permettent plus de faire la différence

entre le vrai et le faux... La problématique de la définition du lien de causalité est essentielle. Non, boire de la javel n'est pas une bonne mesure de prévention contre ce virus (c'est même très dangereux), pas plus que prendre des bains chauds ou mettre du poivre dans ses repas ! L'efficacité des mesures de prévention préconisées est multifactorielle, ce qui rend l'analyse plus complexe et favorise les controverses.

Le résultat de tout cela est aujourd'hui une perte de confiance de la population envers son exécutif... qui pousse celui-ci vers la voie des mesures contraignantes. Ce sont ainsi des mesures barrières que l'on questionne et que l'on n'applique plus, et un nombre de nouveaux cas qui augmente et un cercle vicieux qui s'installe.

Aujourd'hui, il est urgent pour l'exécutif, au niveau local, régional, national et international de regagner la confiance de la population. Communiquer sur le temps scientifique, sur la dualité de l'approche : d'un côté, elle est prospective avec un ajustement des politiques basé sur la constatation de ce qui fonctionne ou pas ; de l'autre, elle est dans la prévention en se basant sur les connaissances actuelles (mises à jour quotidiennement) pour émettre des mesures. Communiquer sur la temporalité du Covid-19, sur la nécessaire coopération au niveau international bien sûr, mais aussi au niveau individuel. Communiquer sur l'importance de la prévention dans une épidémie où il n'y a à ce jour ni traitement ni vaccin spécifique validé à ce jour. Communiquer sur le fait que la prévention est notre seul outil actuel nous permettant d'espérer atteindre les 28 jours consécutifs sans aucun cas au niveau mondial pour déclarer la fin de la pandémie... Sans confiance, il n'y a aucune chance de l'atteindre.

De Martigues à Gao, en passant par Melbourne et Culiacan, tout le monde connaît aujourd'hui les mesures barrières. Il est important de donner à la population les outils pour pouvoir les utiliser correctement et prendre les bonnes décisions. Pour que le plus rapidement possible, nous puissions parler du Covid-19 au passé. ■

LE « MAL SANITAIRE » EST VENU DE LA SCIENCE

Par Philippe Guibert

Enseignant et consultant,

ancien directeur du Service d'information du gouvernement,

auteur de « La tyrannie de la visibilité » (VA Éditions, 2020)

Les rebouteux et autres colporteurs de fausses nouvelles n'ont pas attendu Internet pour proposer de faux remèdes ou bien accuser au Moyen-Âge les juifs d'empoisonner les puits. La « santé publique » est de longue date un terreau privilégié pour les rumeurs, le complotisme et la diffusion des « fake news » - ce que l'on appelait en bon français, avant que Donald Trump installe ce nouveau mot obsédant dans notre *globish* courant, des manipulations ou de la désinformation.

Mais l'importance cruciale que la science médicale a prise dans nos vies, couplée au pouvoir de diffusion d'Internet d'abord, puis des réseaux sociaux, leur a donné si on ose dire une nouvelle jeunesse, et plus encore une nouvelle force. On se souvient des effets catastrophiques d'une étude, sciemment manipulée par le docteur Wakefield, sur la dangerosité supposée du vaccin contre la rougeole, étude pourtant publiée en 1998 dans la « prestigieuse » revue *The Lancet*. Cette dernière attendit d'ailleurs 2010 pour se rétracter... Entre temps, la « rumeur » avait provoqué la reprise de cette maladie dans nombre de pays, jusqu'à ces dernières années. La grippe H1N1 en 2009 fut aussi l'occasion d'un beau « complotisme sanitaire », par un « récit » viral dénonçant la collusion de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et des labos pharmaceutiques pour diffuser, sinon créer, ce virus et en tirer profit. Qu'en est-il du Covid-19, pandémie mondiale qui arrive en plein triomphe de la post-vérité de l'ère numérique, où le pouvoir généralisé de s'exprimer permet souvent d'asséner « sa » vérité, contre celle des autorités, notamment scientifiques ? En France, c'est la « mal information » et la confusion qui l'ont emporté, plutôt que la désinformation.

Bien entendu, cette pandémie a vite provoqué son lot de rumeurs, de récits douteux ou franchement complotistes, sur l'origine artificielle du virus comme sur les intérêts en jeu des labos et d'autres acteurs. Mais là n'est pas, selon nous, le phénomène le plus marquant du moment que nous vivons – lequel n'est pas clos, loin de là, au vu de la force de sa deuxième vague, en Europe... L'adhésion à de grossières *fake news* ou à des histoires à dormir debout, ou encore à un mouvement anti-masques plus que groupusculaire, a été en France recouverte par une bataille rangée entre scientifiques qui a influencé l'opinion.

La brèche dans la crédibilité de l'autorité scientifique s'est ouverte dès le printemps dernier avec la dissidence du professeur Raoult, à l'occasion de la controverse autour du traitement qu'il proposait avec la désormais fameuse chloroquine. Le premier, il a compris que l'influence passait désormais bien moins par la publication d'études dans des revues scientifiques à comité de lecture, avec jugement par les pairs, que par l'expression directe sur internet, notamment par des vidéos YouTube, puis par la présence sur les plateaux des chaînes d'info. Notre professeur a emprunté ainsi le chemin que d'autres contestataires des autorités, y compris sanitaires, avaient déjà utilisé avec un certain succès, par exemple les tenants de la « médecine naturelle » hostiles à la médecine scientifique et à l'usage des médicaments, tels qu'ils se pratiquent dans les cabinets médicaux et les hôpitaux. Mais notons que ces derniers étaient restés dans la clandestinité relative des réseaux sociaux, sans avoir accès à la respectabilité des plateaux télé. Didier Raoult, par l'écho de ses propos dissonants et sa réputation de scientifique mondiale, est devenu un interlocuteur quasi obligé, jusqu'à l'été, des médias les plus respectés.

Si aujourd'hui, ses oracles sont moins écoutés et recherchés, par perte de crédibilité de son traitement suivi nulle part dans le monde occidental, il est clair qu'il a donné envie à nombre de scientifiques ou de médecins en recherche de visibilité de répondre aux invitations des plateaux télé et de s'exprimer sur les réseaux sociaux. La France a ainsi

connu cet été une interminable polémique numérique et médiatique sur l'existence et la portée de la reprise de l'épidémie et donc sur l'existence ou non d'une deuxième vague. À tel point qu'au moment même où le pays est reconfiné, où le taux de positivité des tests approche des 20% et où les hôpitaux commencent à être débordés, pas moins de 400 scientifiques ont signé une tribune contestant l'existence d'une deuxième vague et la nécessité d'un reconfinement... La France semble le seul pays européen à connaître une telle absence de consensus minimum des milieux académiques. Ce qui n'est pas sans conséquence, bien sûr, sur l'esprit public et le comportement sanitaire des citoyens.

À la sortie du premier confinement, en mai dernier, la plupart des Français étaient convaincus qu'une deuxième vague épidémique allait arriver sous brefs délais, or elle n'eut pas eu lieu. À partir de ce moment-là, les « pessimistes » ont eu beaucoup de mal à se faire entendre et ont été bientôt battus en brèches par ces scientifiques qu'on appelle les « rassuristes », ceux qui ont relativisé ou nié le danger et la gravité d'une rechute épidémique. « Rassuristes » d'autant mieux entendus que leurs discours ne pouvaient en effet que conforter dans l'idée que l'épidémie était, pour l'essentiel, derrière nous, sinon qu'elle était terminée. Pourquoi dès lors s'inquiéter et respecter à la lettre les consignes sanitaires, surtout quand on se sent peu vulnérable ? Les pouvoirs publics sanitaires eux-mêmes avaient mal préparé la rentrée en négligeant la logistique de la chaîne test/traçage/dépistage... Cette fois, ce sont les « rassuristes » qui ont eu tort !

Le long déni de réalité de cette seconde vague a laissé des traces. La parole scientifique est désormais moins crédible, qu'elle soit d'ailleurs optimiste ou pessimiste. C'est le scepticisme qui semble dominer, au moment où l'État demande aux Français de se cloîtrer chez eux à nouveau.

La France a perdu de vue la réalité sanitaire dans une profusion d'avis divergents sur une épidémie par nature mal connue, puisque très récente, où nombre de scientifiques et de médecins ont voulu jouer à qui prévoirait le premier ce qui allait se passer. Dans ce concours à la visibilité, tout le monde ou presque aura perdu, et l'autorité scientifique en tout premier lieu. ■

UNE AUTORITÉ SCIENTIFIQUE DISPARUE ?

Par Olivier Kempf

Directeur associé du cabinet de synthèse stratégique La Vigie,
chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

La crise de Covid-19 affecte en profondeur l'année 2020. Cependant, si les conséquences géopolitiques sont relatives, si les conséquences économiques sont énormes, la pandémie a accéléré un autre mouvement, plus discret et moins évident : celui de la perte de confiance envers l'autorité scientifique.

Permanences et accélérations

D'une part, les tendances lourdes du monde d'avant ont persisté. Certes, quelques-uns ont saisi des opportunités, comme la Chine qui en a profité pour accélérer sa maîtrise de Hong-Kong ou l'Arabie saoudite qui a tenté de s'exfiltrer du Yémen. Le bilan médical de la pandémie sera lourd, mais sans constituer par lui-même un choc démographique déstabilisant, à l'image de la grande peste ou des ravages microbiens lors de l'invasion des Conquistadors. En revanche, les conséquences économiques de l'arrêt de la production mondiale pendant deux mois seront très sensibles et nous mettrons deux ou trois ans à les surmonter.

D'autre part et hormis la question économique, la crise a accéléré des phénomènes qui prévalaient. Mentionnons ici la prégnance accélérée des outils numériques, la radicalisation de la crise intérieure américaine ou encore une radicalisation politique mondiale au profit d'une lecture systématique de communautés séparées sur la base de la couleur de peau, du genre ou de la position victimaire.

Débat scientifique

Au chapitre des accélérations, le débat scientifique est arrivé sur la place publique. Il a pris des détours surprenants pour se concentrer sur les questions de médecine. Il est vrai que le confinement nous y forçait, puisque nous avons tous essayé de comprendre ce virus qui suscitait une réaction aussi radicale que la mise à l'abri de populations entières.

Ainsi, les virus ne sont pas des microbes, la transmission de virus d'animaux à l'homme est chose courante, notre patrimoine génétique s'améliore au fur et à mesure des résistances acquises par la rencontre préalable d'autres virus et maladies, etc. Accessoirement, ces virus se répandent plus facilement grâce à la mondialisation puisque celle-ci passe par des échanges beaucoup plus nombreux que par le passé.

Mais ces explications n'ont pas suffi. Il nous a fallu comprendre comment nous en étions arrivés là : passons sur l'impréparation et la faiblesse des moyens (de lits, de respirateurs, de masques, de tests, ces derniers n'étant toujours pas opérés en assez grand nombre) qui ont suscité leur lot de polémiques. Rapidement, la question a tourné autour des moyens de traiter ce virus, aujourd'hui et demain. Les autorités nous ont promu des tests cliniques de traitements qui étaient faits au niveau européen et dont nous devons avoir les premiers résultats en avril. Constatons que les résultats sont décevants, non seulement parce que les solutions n'ont pas été trouvées, mais aussi parce que l'ampleur des tests a déçu.

L'affaire de la chloroquine

Alors est intervenu un personnage haut en couleur, le professeur Raoult, initialement présenté comme un des grands spécialistes mondiaux d'infectiologie. Il prônait un traitement précoce à base de chloroquine et expliquait qu'il obtenait de bons résultats. La planète médiatique prit alors feu. Avec son air de Panoramix, on avait l'impression du

druide du village gaulois résistant à l'envahisseur, tandis que les élites poussaient des cris d'orfraie face à cet hérétique qui suivait sa propre voie. Dans cette nouvelle bataille d'Hernani, chacun pouvait avoir son avis d'autant plus que le « Conseil scientifique » mis en place par le gouvernement avait des avis qui semblaient évoluer au gré des circonstances.

Un peu plus tard, une étude tout aussi fracassante était publiée par une revue médicale de renom, *The Lancet*. Elle s'appuyait sur du *Big data* et concluait à l'ineptie des traitements par chloroquine. Le Conseil sanitaire décidait aussitôt qu'il fallait l'interdire (médicament utilisé depuis trois quarts de siècle contre le paludisme en Afrique et dont on ne savait pas qu'il présentait jusqu'alors de si grands dangers). Comme dans tout bon vaudeville, on apprenait une semaine plus tard que l'étude avait été « bidonnée » et que les statistiques avaient été inventées par une société plus mercantile que médicale : *The Lancet* retirait la publication et l'OMS son avis contre la chloroquine.

Précisons ici que nous n'avons aucune idée du bien ou du mal fondé de ce médicament, mais qu'il est révélateur de bien des choses.

Autorité scientifique

Allons au fait : ces affaires, aussi bien celle de la pandémie que de la chloroquine, révèlent la fin de l'autorité scientifique. Voilà une nouveauté dont on discernait pourtant les signes, mais qui est désormais établie.

Elle n'est pas surprenante tant les « autorités » traditionnelles se sont affaiblies : ce fut le cas des religions (relisez Marcel Gauchet sur le désenchantement du monde), des idéologies, des syndicats, des partis politiques ; il y eut le déclin de la presse, celui de l'école, celui de l'hôpital. Toutes ces institutions, toutes ces autorités morales se sont peu à peu affaïssées. Voici d'ailleurs une des causes de la fin de l'universalisme.

La dernière autorité restait l'autorité scientifique. Les savants, du fait de leurs longues années d'études, de leur rare prise de parole publique, de leur rigueur, mais aussi du reliquat d'un certain positivisme, hérité d'Auguste Comte, gardaient leur crédit. Nous croyions tous encore un peu au progrès, avec une part de raison.

Le progrès, toujours le progrès

En effet, nous avons évolué à propos du progrès. Nous avons compris que le progrès scientifique n'entraînait pas, contrairement aux illusions des siècles passés, un progrès social. Pour autant, nous savons bien que le progrès scientifique continue (même s'il est de moins en moins compréhensible) et surtout, nous observons dans notre vie quotidienne l'irruption du progrès technologique. Cela passe bien sûr par les technologies numériques (nous ne parlons pas bien sûr de l'ultime version de votre ordiphone qui appartient plus au domaine du marketing que de la technologie), mais pas uniquement : nos avions, nos voitures, nos outils, nos soins se sont améliorés. Nous attribuons ce progrès technologique au progrès scientifique. Et il est vrai que la science continue son œuvre et que la réponse scientifique à la pandémie a été remarquable, puisqu'on a isolé l'ADN du virus en quelques semaines et que les prototypes de vaccin sont testés partout. Jamais dans l'histoire de l'humanité une maladie nouvelle n'aura été traitée aussi rapidement. Et pourtant...

Impatience et défiance

Par impatience, nous comprenons mal que nous n'y soyons pas arrivés plus vite. Rappelons qu'on n'a toujours pas de vaccin contre le Sida, apparu il y a quarante ans, et qu'on traite difficilement les cancers et Alzheimer...

Surtout, nous avons une certaine défiance envers l'aristocratie scientifique. Les premiers signes sont anciens : sans même évoquer les platistes (persuadés que la terre est plate), pensez à la controverse sur le changement climatique ou celle des *antivax* (anti-vaccins). Des parts toujours plus importantes de la population tiennent des discours (et adaptent parfois leurs comportements) sur la base de conceptions scientifiques manifestement erronées. Encore ne s'agit-il là que d'opinions, considérées comme marginales même si elles ont pris de l'ampleur grâce aux réseaux sociaux.

Avec la chloroquine (dans un contexte de confinement), c'est la population entière qui a pris parti, sachant que les démonstrations des uns et des autres ne convainquaient pas. De plus, la parole des « experts », qu'il s'agisse des membres des différents conseils scientifiques ou académies, laboratoires ou universités, a semblé être altérée par des intérêts externes, politiques ou pécuniers ou tout simplement d'ego. Les déclarations flamboyantes de l'un, condescendantes des autres ont toutes contribué au malaise.

Au fond, la science bénéficiait encore d'une image de neutralité qui lui donnait son autorité. Personne ne lui reproche son incertitude, car son objet consiste justement à dissiper, lentement et à tâtons, mais avec méthode, cette incertitude. Mais on reproche à ceux qui s'en prévalent de ne pas toujours respecter cette neutralité qui fonde le bien commun, de verser dans l'émotion, d'en faire l'objet de parti, donc de partition, donc de division. Ils ont abîmé l'autorité, une des dernières qui nous restait. C'est dommage, car le mal fait ne pourra être réparé.

Pour conclure

Ce propos n'est-il pas un peu sévère ? La science ne continue-t-elle pas, vaille que vaille, obtenant des résultats sans cesse plus étonnants ? Si, bien sûr, et l'attribution récente du prix Nobel de chimie à une chercheuse française nous le rappelle, elle qui mit au point la technique du CRISPR/Cas9 qui permet de réaliser du génie génétique. Observons que ce travail scientifique se fait dans l'ombre, entre experts qui ne sont pas contestés. Au fond, l'autorité scientifique pâtit d'être propulsée au-devant de la scène publique, que ce soit par le politique, par les médias, par l'émotion. La science poursuit son chemin, elle ne tolère plus en revanche d'être confrontée au débat public qui tourne souvent à la polémique (car voici au fond un des grands défauts de l'époque : celui de ne plus avoir de débat, mais seulement des polémistes qui ne s'écoutent pas réciproquement).

Pour autant, peut-elle s'en abstraire ? Car des débats récents se font jour qui manquent visiblement de culture scientifique : par exemple celui sur l'alternative des énergies renouvelables par rapport à l'énergie nucléaire, ou la polémique entourant le déploiement de la 5G qui serait anti-écologique et mauvaise pour la santé (on connut un peu la même chose avec les éoliennes ou les compteurs Linky).

La science est donc placée au milieu d'une contradiction : celle de ne pouvoir trop interférer dans le débat public, mais de ne pas non plus le négliger complètement... ■



DES OPÉRATIONS D'INFLUENCE GÉOPOLITIQUE ?

DOSSIER #3 : LE VIRUS DU FAUX

DÉCEMBRE 2020

Dossier dirigé par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS.

DES MANŒUVRES GÉOPOLITIQUES D'INFLUENCE ?

Par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS

La pandémie, outre ses ravages sanitaires, a des conséquences économiques, sociales, institutionnelles, idéologiques qui modifient les rapports géopolitiques de puissance. Donc avec des gagnants et des perdants relatifs, comme nous le montre l'interview de Pascal Boniface.

Mais il se développe aussi des actions d'influence : la règle du jeu est de pointer les responsabilités dans la diffusion du virus, de présenter les performances des différents régimes politiques ou le rôle des institutions internationales, de changer la perception de grands pays, leur *soft power*, etc. Cela consiste pour certains à favoriser discrètement les thèses douteuses ou contradictoires sur le Covid-19 ou à renouveler la pratique de ce que l'on appelait « diplomatie publique » pendant la guerre froide : s'adresser aux populations des autres pays pour vanter l'excellence de son système et dénigrer ses rivaux.

Comme l'explique Barthélémy Courmont, dans le cadre d'une Asie plutôt résiliente face à la pandémie, la Chine, initialement mise en accusation pour avoir caché la gravité de l'épidémie à ses débuts, a vite pensé communication et lancé une opération d'image, où elle est présentée comme bienveillante et puissante à la fois. Quant aux États-Unis (cf. le texte de Marie-Cécile Naves), ils sont entrés, sinon dans un cycle de désinformation et contre-désinformation avec la Chine, du moins, dans une compétition rhétorique avec le grand rival. Le tout pendant que circulaient sur les réseaux sociaux internationaux des thèses complotistes, des accusations, des fausses nouvelles que ne parvenait plus à arbitrer un discours scientifique incontesté (voir les dossiers n°1 et 2). Et pendant que les grands du Net affirmaient leur volonté de combattre l'infodémie (épidémie de fausses nouvelles parallèles à la diffusion du virus).

Quant aux Russes, à qui l'on avait attribué un tel rôle déstabilisateur sur les réseaux sociaux (Brexit, élection de Trump, référendum catalan, etc.) surtout depuis 2016, Yannick Harrel nous montre qu'en dépit des accusations de cyberattaques et de propagande subversive, ils pourraient bien être remplacés par la Chine dans le rôle du suspect habituel des futures guerres de l'information.

À QUI PROFITERA LA PANDÉMIE ?

Entretien avec Pascal Boniface

Directeur de l'IRIS

Après le Covid-19 (s'il y a un après), quels pays gagneront en puissance, en influence ou en image ? Pascal Boniface, directeur de l'IRIS, répond aux questions de François-Bernard Huyghe, co-directeur de l'Observatoire (Dés)information & géopolitique au temps du Covid-19.

À l'échelon international, y a-t-il des gagnants ou des perdants en termes d'influence et de prestige presque un an après le début de la pandémie ?

Je distinguerais un grand gagnant, un grand perdant et un acteur qui, au final, après avoir été perdant, pourrait sortir gagnant.

Le grand gagnant, c'est indubitablement la Chine. Rappelons-nous ce que l'on entendait majoritairement en janvier 2020 : l'essor économique de la Chine allait être irrémédiablement brisé, cette pandémie prouvait la faiblesse réelle de ses structures au-delà des apparences et la nature dictatoriale du régime ressortait, car seul un régime de ce type pouvait enfermer chez eux des dizaines de millions de personnes. Au final, l'économie chinoise est repartie et sera une des rares cette année à connaître une croissance de son PIB (1,5% selon le FMI). Tous les pays ou presque ont adopté des mesures de confinement extrêmement sévères et la Chine est l'un des pays qui en termes sanitaires a le moins souffert, selon les chiffres, de la pandémie. Xi Jinping peut communiquer sur la réussite de son modèle. À cela s'ajoute la diplomatie du masque qui a été très critiquée en Occident, mais qui était populaire dans les pays qui ont reçu cette aide, notamment en Afrique et en Amérique latine.

Le grand perdant, ce sont les États-Unis ou plus exactement les États-Unis de Donald Trump. Crise sanitaire absolument pas maîtrisée, le plus grand nombre de morts en chiffre absolu et l'un des plus grands en proportion du nombre d'habitants, les images des fosses communes à New York, terribles par rapport à l'image de modernité des États-Unis... Bref, la première puissance mondiale a été prise au dépourvu et incapable de faire face. Cette impuissance nationale a été relayée en impuissance internationale. Pour la première fois depuis 1945, les États-Unis n'ont pas joué de rôle moteur dans une grave crise internationale. Ils se sont retirés de l'OMS et ont laissé un champ ouvert à la Chine qui est pourtant leur concurrent principal. Joe Biden aura beaucoup de pain sur la planche pour restaurer tout cela.

L'Union européenne a été initialement perdante, incapable d'envisager qu'une pandémie pouvait l'atteindre. Elle a payé le prix de son hubris (en pensant que les pandémies étaient le monopole de l'Asie ou de l'Afrique), mais aussi celui de sa division puisqu'initialement, chacun a cherché la solution dans des voies purement nationales. Mais elle s'est ressaisie à la fois pour elle-même, en brisant le tabou de la dette commune, et en mettant en place des plans de relance et de sauvegarde économiques audacieux et conséquents. Elle a également beaucoup insisté sur une solution multilatérale à cette pandémie, notamment concernant l'accès au vaccin, se distinguant de façon positive tant de la Chine de Xi Jinping, que des États-Unis de Donald Trump.

À tort ou à raison, beaucoup ont considéré la pandémie comme une sorte de « crash test » idéologique pour les systèmes politiques et idéologiques (orientaux contre occidentaux, autoritaires contre libéraux...). La Chine a beaucoup communiqué sur sa non-responsabilité, son efficacité, sa volonté d'aider d'autres pays... Face à cela, les

démocraties européennes ne semblent pas avoir grand-chose à dire à l'échelle internationale : faute d'arguments ou faute de volonté commune ?

Je serais moins sévère que vous. Il n'y a pas d'un côté des régimes autoritaires qui ont su faire face à la pandémie et des régimes démocratiques qui auraient échoué. Il est vrai que les pays occidentaux ont été le plus fortement atteints par la pandémie. Mais je pense que si les pays européens et les États-Unis ont payé un prix lourd (avec les pays latino-américains qui se considèrent d'une façon ou d'une autre comme des pays occidentaux). Ce n'est pas parce qu'ils sont des démocraties, mais parce qu'ils pensaient avoir des systèmes de santé supérieurs aux autres et être protégés par leur modernité et par leurs richesses. C'est plus le poids de l'orgueil, de la croyance absolue dans la supériorité du modèle occidental, que par le système démocratique. La Corée du Sud, Taïwan ou la Nouvelle-Zélande, de parfaites démocraties, ont payé un prix moins lourd parce qu'ils ont été vigilants dès le premier moment.

Si les États-Unis se sont retirés de l'OMS et n'ont pas fait preuve de solidarité avec les autres pays, ce n'est pas le cas de l'Europe qui a mis en place un plan d'aide pour l'Afrique de 15 milliards d'euros et qui a insisté pour que le vaccin soit considéré comme un bien public mondial.

La Chine a beaucoup communiqué sur la politique du masque, parfois de façon un peu trop insistante et visible d'ailleurs. Une politique de communication sur l'aide pour être efficace doit être plus discrète. La crise du Covid-19 est une manifestation de la crise du multilatéralisme. Or, c'est par le multilatéralisme qu'on en sortira et s'il y a bien un ensemble géopolitique - malgré ses divisions et ses faiblesses stratégiques - qui incarne le multilatéralisme, c'est bien l'Union européenne.

Même si l'élection présidentielle US s'est déroulée sans que l'on accuse trop la Russie ou d'autres d'ingérences et désinformation via le Net (contrairement à 2016), pensez-vous que l'administration Biden va relancer une politique de *soft power* vis-à-vis de l'opinion internationale et que cela amènera à une forme de guerre de l'information avec la Chine, la Russie ou d'autres ?

Il est certain que l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche va donner une tout autre tournure à la diplomatie américaine. On va passer d'un président brutal et qui n'hésite pas à insulter les nations et ses homologues, à un président courtois, maître de ses nerfs et ouvert au dialogue.

Une de ses priorités sera de restaurer l'image internationale des États-Unis qui, dans de nombreux pays – pas dans tous -, s'est dégradée au cours des quatre dernières années. On est un peu dans une situation comparable à celle de l'arrivée d'Obama qui devait alors réparer les dégâts des années George W. Bush. Biden comprend qu'il ne pourra pas remporter le duel, jugé vital à Washington, que les États-Unis livrent à la Chine sans avoir l'appui d'autres pays, et que cet appui sera plus facile à obtenir par la séduction que par l'injonction.

Bien sûr, les États-Unis ne vont pas devenir une puissance tout à fait multilatérale, bien sûr il y aura des négociations assez dures avec les alliés sur le plan commercial. Mais le climat international va changer et en bien. En effet, le *soft power* - qui est quand même une source de pouvoir dans laquelle les États-Unis excellent et qu'ils ont négligé au cours des dernières années - va être remis à la mode. Trump a obtenu certains succès par la menace, mais cela a été payé par le prix lourd d'une impopularité *king size* et la perspective d'un affaiblissement et d'un isolement à long terme. ■

LES PAYS ASIATIQUES EN PREMIÈRE LIGNE DE LA DIPLOMATIE DU COVID

Par Barthélémy Courmont

Directeur de recherche à l'IRIS, en charge du programme Asie/Pacifique

Entre héritage confucéen et mesures de confinement et de distanciation sociale dûment respectées, le « modèle asiatique » sort renforcé de la crise sanitaire. À l'exception notable de l'Inde qui reste confrontée à de graves défis, les économies asiatiques ont pu par ailleurs repartir à la hausse très rapidement, notamment la Chine, tandis que les pays occidentaux restaient à l'arrêt. Enfin, cette crise a modifié les rapports de force dans la région, et accentué la puissance chinoise. Tour d'horizon des évolutions politico-diplomatiques en Asie et des stratégies d'influence qui en découlent.

La Chine à l'offensive

L'offensive chinoise post-Covid-19 a trois visages. Elle est d'abord diplomatique. La « diplomatie du masque », qui s'inscrit dans la continuité de la stratégie de *soft power* chinois et de la *Belt and Road Initiative* (BRI), ne se limite pas à quelques acteurs, mais se veut globale. Les pays européens, sévèrement frappés par la crise à partir de février, bénéficièrent ainsi de cette offensive de charme chinoise, mais c'est également le cas du continent africain, du Moyen-Orient ou de l'Asie du Sud-Est et même de l'Amérique latine qui bénéficièrent de l'envoi de matériel. Souhaitant capitaliser sur son avance, Pékin a également engagé une vaste campagne de dissémination de ses vaccins anti-Covid-19 en direction des pays en développement, anticipant la concurrence, et Xi Jinping profitant d'une séance du G20 (en ligne) de novembre 2020 pour proposer le système de QR code chinois au reste du monde afin de relancer les déplacements internationaux.

L'offensive chinoise est également politique, avec une très grande fermeté à l'égard de toute critique de son système et de sa gestion de la crise. De plus en plus décomplexée sur la scène internationale, la Chine affirme sa puissance par le biais des instances internationales – l'OMS fut ainsi la cible de Washington pour ses liens jugés trop étroits avec Pékin – et par une rhétorique plus agressive contre ceux qui critiquent son système. En France, cette affirmation de puissance est incarnée par l'ambassade de la République populaire, qui a brutalement critiqué la gestion de la pandémie par le gouvernement français. De telles pratiques sont également observées dans d'autres pays, en particulier chez ceux qui dépendent le plus des investissements chinois. Amplifiée par la crise du coronavirus, cette attitude de Pékin est révélatrice des nouveaux rapports de forces géopolitiques, mais aussi de l'image que la Chine souhaite désormais projeter, à la fois plus impliquée dans les affaires internationales et plus conquérante.

Cette offensive est enfin géopolitique, avec une emprise plus ferme sur Hong Kong, notamment suite à l'adoption de la loi sur la sécurité nationale en juin 2020 et l'arrestation des principales figures du mouvement prodémocratie, malgré les critiques internationales. Pékin a continué d'avancer ses pions en mer de Chine méridionale, augmentant la fréquence des missions militaires, tandis que les pays riverains et les États-Unis étaient davantage préoccupés par les enjeux sanitaires. Enfin, la Chine a durci le ton à l'égard de Taïwan, en multipliant les déclarations faisant état de préparatifs d'une campagne d'invasion. C'est cependant dans la relation avec les États-Unis que l'offensive chinoise est la plus forte, d'autant qu'elle coïncide avec un changement d'équipe à la Maison-Blanche. Pékin a ainsi énoncé ses nouvelles ambitions économiques et réaffirmé sa volonté de jouer un rôle de leader de la croissance mondiale, tandis que Washington s'interroge encore sur l'ampleur de la crise économique qui accompagnera la pandémie. La transition de puissance n'est plus aujourd'hui un rêve pour les dirigeants chinois, qui se montrent ouvertement convaincus – à tort ou à raison – que les États-Unis sont en déclin.

Des rapports de force modifiés

Parmi les pays qui s'efforcent de renforcer leur influence sur la scène régionale et internationale, les bilans sont contrastés. Si le Japon présente un bilan honorable dans sa lutte contre la pandémie, la transition politique suite au départ d'Abe Shinzo et l'arrivée au poste de Premier ministre de Suga Yoshihide isole encore plus Tokyo à échelle régionale, tant dans sa relation avec la Chine qu'avec la péninsule coréenne. Las, les dirigeants japonais s'inquiètent par ailleurs d'une redéfinition de la politique asiatique de Washington dont ils pourraient être les grands perdants. Les succès de Séoul dans sa communication sur la sortie de crise et sa politique de main tendue à la Corée du Nord amplifient ce risque de mise à l'écart diplomatique.

Au niveau régional, la principale innovation de la sortie de la crise sanitaire est la signature, le 15 novembre 2020, du *Regional Comprehensive Economic Partnership* (RCEP), gigantesque accord de libre-échange qui rassemble les dix membres de l'Asean (à l'origine du projet), la Chine, la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, soit plus de 30% de l'activité économique mondiale. Si cet accord est le résultat de négociations étalées sur près de dix ans, la crise sanitaire en a accéléré la signature, les États membres choisissant d'unir leur destin pour faire face aux conséquences économiques de la pandémie. L'Inde, qui n'a pas rejoint ce partenariat, s'en trouve isolée, mais c'est surtout du côté des États-Unis que les conséquences sont importantes, car le RCEP vient concurrencer les souhaits de Washington de relancer ses partenariats stratégiques et économiques en Asie, en plus qu'il place la Chine en position de force (Pékin représente environ la moitié du poids économique du RCEP).

Les démocraties asiatiques en embuscade

Contrairement aux idées reçues concernant une « efficacité » propre aux régimes autoritaires face à la crise sanitaire, et contrairement à la fable nord-coréenne qui prétend que le Covid-19 n'est pas entré sur son territoire, les démocraties asiatiques présentent un bilan remarquable. Le cas de la Corée du Sud est ici le plus notable, ce pays ayant maintenu les élections législatives du 16 avril 2020, qui se sont soldées par une participation record (67 %) et une majorité absolue accordée au président Moon Jae in. Les Sud-Coréens ont plébiscité le chef de l'État pour sa gestion réussie d'une crise sanitaire pourtant particulièrement inquiétante en février, quand la Corée du Sud occupait le sinistre deuxième rang mondial des pays les plus touchés, derrière la Chine.

En marge de la réélection facile de Tsai Ing-wen pour un second mandat en janvier 2020, Taipei mettait de son côté en garde l'OMS contre les risques de propagation du coronavirus par transmission humaine, sans aucune réaction de l'organisation dont il n'est pas membre. Pour autant, et en dépit de la proximité géographique et de la fréquence des échanges avec la Chine continentale, Taiwan présente un bilan exceptionnel dans la gestion de la crise sanitaire (avec seulement sept morts enregistrés début décembre 2020, sur 23 millions d'habitants), sans confinement et en ayant recours à la technologie, notamment des applications de géolocalisation – comme en Corée du Sud, à Singapour, et même en Chine. Ce n'est pas le caractère autoritaire des mesures, mais leur efficacité qui a fait la différence, et fait de Taïwan l'un des « vainqueurs » de cette pandémie, tant dans son bilan sanitaire que dans sa légitimité politique. Ce succès vaut aujourd'hui à Taipei d'être soutenu par les puissances occidentales et le Japon dans sa demande d'adhésion à l'OMS, ce qui constitue en soi une immense victoire diplomatique (même si cette démarche est vouée à l'échec en raison du veto chinois). ■

FAKE NEWS ET COVID-19 : UN *SOFT POWER* COMME UN AUTRE

Par Marie-Cécile Naves

Directrice de recherche à l'IRIS, spécialiste des États-Unis

A

l'instar de la Chine, mais aussi du Brésil, de la Russie ou des pays européens, le Covid-19 a nourri la diplomatie d'influence, ou *soft power*, des États-Unis de Trump. D'une part, ce dernier a instrumentalisé la pandémie pour renforcer sa rhétorique nationaliste contre la Chine en parlant par exemple, de manière systématique, de « virus chinois » ou de « kung flu ». Sur la scène internationale, il s'en est servi pour justifier la fermeture des frontières et le repli sur soi, mais aussi le credo « America First » (en affirmant, par exemple, vouloir acheter toutes les doses disponibles du premier vaccin opérationnel pour les réserver à la population américaine). Cette stratégie et la rhétorique mensongère qui l'a accompagnée (les démocrates et les organes de presse qu'il qualifiait de « fake news media » auraient exagéré la gravité du virus, au sein d'un vaste « complot » fomenté pour lui nuire depuis son élection en 2016) ont séduit une grande partie de son électorat, mais isolé un peu plus la nation américaine sur la scène mondiale.

D'autre part, en effet, l'image et le rôle des États-Unis à l'international en matière de gestion des crises en ont été considérablement affaiblis. Par sa « diplomatie du masque », la Chine a, au contraire, renforcé sa position géopolitique, en matière commerciale (exportations massives de masques et de matériel médical et paramédical) comme sur le plan institutionnel, notamment au sein de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dont Trump a claqué la porte en 2020, estimant que... l'influence de la Chine y était trop forte.

Face au danger de la pandémie et aux peurs qu'elle a suscitées, l'enjeu était aussi, pour Washington comme pour Pékin, celui de la maîtrise du récit. Or, avec le Covid-19, la rivalité sino-américaine s'est beaucoup exprimée sur le terrain de la désinformation. De nombreuses contrevérités ont été largement diffusées par les pouvoirs en place. La guerre de l'information, l'obsession de vouloir incarner « la » vérité pour unir le pays derrière ses dirigeants passaient par la disqualification de l'adversaire. À titre d'exemple, selon un article publié en mars par un organe de presse du parti communiste chinois, le *People's Daily*, le patient zéro du Covid-19 serait un soldat américain ayant séjourné à Wuhan. Des messages similaires circulaient sur YouTube et des forums et chats en Chine. Pour eux, ce serait une guerre bactériologique – qui, nécessairement, fait peur et fait écho, dans les représentations collectives, à d'anciens conflits comme la guerre du Vietnam – fomentée par Washington. La même histoire s'est retrouvée dans les canaux diplomatiques. Ce récit visait à faire oublier que le virus est parti de Chine et que Pékin a tu son apparition, son ampleur et sa dangerosité pendant plusieurs semaines. Des sénateurs démocrates comme républicains, peu suspects de trumpisme, à l'instar de Mitt Romney ou Marco Rubio, ont appelé à contrecarrer la propagande chinoise et à fournir des outils aux ambassades américaines dans le monde pour y parvenir. Inversement, des journalistes américains ont perdu leur accréditation en Chine. Quant aux soutiens de Trump dans le champ politique et diplomatique (ses enfants, le département d'État, etc.), ils ont martelé en meeting et en conférence de presse les éléments de langage anti-chinois et anti-Biden pour vanter l'action du président en poste.

Mais l'objectif de ces vastes campagnes de désinformation entre les deux rivaux, sur le plan géopolitique, était aussi d'intimider l'autre en lui donnant à voir une capacité d'influence supérieure à la sienne en termes de moyens, d'effets sur la population et de gains financiers potentiels. L'effet se voulait dissuasif comme, autrefois, sur le terrain nucléaire. Ce n'est pas sans importance quand on connaît la personnalisation du pouvoir de Donald Trump comme de Xi Jinping, mais aussi quand on sait que Trump a cherché, et va encore chercher une fois qu'il aura quitté la

Maison-Blanche, à asseoir son pouvoir et ses affaires sur des « vérités alternatives » qui servent son image, son *branding*.

Par ailleurs, le « filon » du Covid-19 s'est aussi vu récupérer, aux États-Unis, en Chine et ailleurs, par des relais militants et médiatiques qui se sont mobilisés pour réactiver le complotisme à des fins lucratives : disqualifier des concurrents économiques et digitaux, promouvoir des produits ou des organisations, capter des clients en jouant des algorithmes des réseaux sociaux. Certains médias russes comme *RT* ont ainsi instrumentalisé la pandémie pour alimenter leurs critiques à l'égard de grandes fondations américaines : à titre d'illustration, le Covid-19 serait, disent-ils, une création de toutes pièces pour que la fondation Bill Gates puisse opérer une campagne de vaccination à grande échelle et donc asseoir... son influence et son image de bienfaiteur.

Finalement, ce sont toujours, comme dans beaucoup de théories du complot, les élites politiques, économiques et médiatiques qui sont visées, et un « peuple », imaginaire parce que jamais défini, mais toujours sollicité ou plébiscité, qu'il faut défendre en valorisant sa « sagesse », son bon sens. Une telle économie de l'attention, ici sur cette question sanitaire majeure, n'est néanmoins pas philanthrope. ■

PANDÉMIE DE CORONAVI-RUSSE ?

Par Yannick Harrel

Auteur, conférencier et chercheur en écosystème cyber et mobilités 3.0

Élections américaines et crise du coronavirus ont alimenté les rédactions papier et numérique du globe ces dernières semaines. La Russie, pourtant souvent pointée du doigt lors de crises géopolitiques, fut étonnamment absente des médias occidentaux lors de ces deux occurrences. Mais, moindre exposition médiatique ne signifie pas absence d'exposition.

Plusieurs occurrences ont cependant eu lieu avec la dose habituelle de scepticisme à l'égard des informations provenant de Russie.

La plus importante fut la déclaration officielle de la mise au point du vaccin Spoutnik V (de son vrai nom Gam-COVID-Vac) par le Centre Gamaleya le 11 août 2020, engendrant une méfiance par les entreprises médiatiques relayant et commentant l'information. Certes, la prudence doit toujours être de mise lorsque toutes les étapes de certification scientifique n'ont pas encore été accomplies, mais il y a une distinction entre prudence et méfiance ; d'autant que le laboratoire moscovite n'a jamais prétendu s'exonérer de la phase trois des tests (celle qui permet précisément de valider par les plus hautes instances l'efficacité ou l'inefficacité d'un vaccin). Circonspection qui n'est pas de mise chez plusieurs autres pays, dont l'Inde, qui par l'entremise de la compagnie nationale pharmaceutique, Dr. Reddy's, produira et distribuera les vaccins

Au plus fort de la campagne présidentielle, en octobre, une annonce a aussi été formulée par les médias américains, relayant et extrapolant une note conjointe du FBI (*Federal Bureau of Investigation*) et du CISA (*Cybersecurity & Infrastructure Security Agency*) : les hôpitaux américains, alors en pleine surcharge de gestion des patients atteints du Covid-19, étaient la cible d'un rançongiciel d'origine russe, Ryuk, par l'entremise du réseau informatique criminel Trickbot. Précisons que cette note ne mentionnait à aucun moment l'origine russe de cette cyberattaque, se focalisant plutôt sur ses modalités et sur les contre-mesures à adopter par les organisations victimes. Jusqu'à ce que les médias américains et étrangers évoquent crescendo un outil malveillant d'Europe de l'Est, puis de la Fédération de Russie, et enfin de pirates russes supportés par un gouvernement forcément complice, si ce n'est commanditaire principal. Une assertion faisant l'impasse de la possibilité d'une rétro-ingénierie couplée à une usurpation d'identité numérique dans le cadre de cette campagne malveillante.

Enfin, exemple datant de mi-novembre 2020, le géant Microsoft a clairement désigné Strontium - un groupe de hackers supposé bénéficier de l'appui du gouvernement russe (financièrement, techniquement, humainement ?) - comme étant à l'origine d'une campagne d'espionnage à l'encontre de plusieurs laboratoires de recherche internationaux sur la maladie Covid-19. Pour ne pas se sentir trop seule toutefois, la Russie est accompagnée par la Corée du Nord comme force cyberdéstabilisatrice. Difficile malgré tout de penser que seuls les pirates issus de ces deux États soient concernés tant l'on peut subodorer très aisément combien les groupes pharmaceutiques sont des cibles à haute valeur ajoutée pour tout cybercriminel en temps normal et *a fortiori* en temps de crise.

Quant à l'élection présidentielle américaine, de rares articles émergèrent dans la presse nationale à titre préventif, comme pour s'assurer d'un filet de sécurité en cas de défaite de Joe Biden, le champion des médias. Ce fut par exemple le relais d'une note du 6 octobre 2020 du DHS (*Department of Homeland Security*) prévenant du risque d'interférences étrangères durant le processus électoral, et notamment d'opérations d'influence russe. Pourquoi spécifiquement la Russie ? Parce que selon le DHS, celle-ci « possède certaines des cybercapacités les plus sophistiquées au monde - pouvant perturber ou endommager les réseaux d'infrastructures critiques américaines via des cyberattaques. Les acteurs affiliés à l'État russe continueront de cibler l'industrie américaine et tous les niveaux

de gouvernement avec un cyberespionnage intrusif pour accéder aux informations économiques, politiques et de sécurité nationale afin de promouvoir les intérêts stratégiques du Kremlin.»

Et les rédacteurs d'ajouter : « *Les cybercriminels et les cyberacteurs des États-nations - motivés par le profit, l'espionnage ou la perturbation - exploiteront la pandémie Covid-19 en ciblant le secteur américain de la santé et de la santé publique ; les entités d'intervention du gouvernement, telles que le département américain de la santé et des services sociaux et la Federal Emergency Management Agency ; et le secteur plus large des services d'urgence* ».

Le même document opère une transition vers un sujet de préoccupation à plus long terme pour l'administration américaine : les capacités chinoises de cyberespionnage, mais aussi d'influence politique sur l'échiquier international. Ainsi il est rappelé que « *Le ministère chinois des Affaires étrangères, les médias d'État et les comptes Twitter officiels promeuvent des récits manifestes affirmant que le coronavirus pourrait être originaire des États-Unis. Ils critiquent la réponse américaine à la pandémie et propagent l'assistance médicale de la Chine liée au Covid-19 à destination des villes et des États américains. La Chine a doublé le nombre de publications officielles du gouvernement diffusant de faux récits sur le Covid-19, et mène des opérations de désinformation et d'influence persistantes à grande échelle qui emprunte la voie diplomatique.*

Il est fortement probable qu'en raison de l'inertie de l'administration américaine, la Russie continue d'être perçue comme la principale menace pour le pays, mais la réalité est que les capacités cybernétiques chinoises sont devenues critiques ; elles ne sauraient être réduites au cyberespionnage puisqu'elles s'élargissent vers la maîtrise de l'intelligence artificielle et du calcul informatique quantique.

Un changement profond est en cours par la domination de l'économie de la donnée : la crise pandémique a accentué l'émergence de ce nouveau paradigme qui est l'apanage des majors des technologies de l'information, de la communication et du contrôle (fonctionnalité souvent ignorée, mais essentielle).

En ce sens, la pandémie aura été un accélérateur d'une tendance lourde de la guerre informationnelle, où les États n'y demeurent certes pas inertes, mais doivent dorénavant apprendre à composer avec des puissances tierces pas toujours disposées à partager leur magot (la datamasse) et leurs outils (les algorithmes). ■



LA RESPONSABILITÉ DES RÉSEAUX SOCIAUX ?

DOSSIER #4 : LE VIRUS DU FAUX

JANVIER 2021

Dossier dirigé par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS.

LA RESPONSABILITÉ DES RÉSEAUX SOCIAUX ?

Par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS

Dans les années 90, les plus audacieux parlaient d'un Internet sans frontières où s'échangeraient toutes les informations et où s'épanouiraient toutes les libertés, stimulant l'intelligence collective.

Dans les années 2010, avec le printemps arabe, beaucoup ont célébré les réseaux sociaux qui favorisaient les révoltes démocratiques et répandaient la vérité malgré la censure des régimes autoritaires. Vers 2016, retournement : il ne fut soudain plus question que d'interférences numériques dans les élections, de complotistes ou obscurantistes, de trolls et de faux comptes, de postvérité et de fake news, de manipulations internationales, d'extrémisme et de haine contagieuse (voir notre glossaire en ligne).

Il est désormais difficile de trouver un média « classique » qui ne s'inquiète des lynchages 2.0, du refus de la science, de l'infodémie numérique, des discours violents, des « phobies », de la méfiance envers les élites, de la dégradation du débat et des délires numériques. Ou *a minima* qui ne consacre une rubrique ou une émission à la vérification.

Le documentaire uniquement en ligne « Hold Up » – sorte de synthèse des pseudo explications les plus bizarres sur le Covid-19 (et sur ce que cacherait la pandémie) – a suscité, à mesure de son incroyable succès, des travaux de dénonciations et de réfutations d'à peu près tous les médias. Pendant que l'Union européenne prépare une législation qui contraindrait les grands du Net à signaler ou retirer plus vite des contenus trompeurs, dangereux, offensants, criminogènes, à supposer que les Gafam ne sachent déjà le faire par la puissance de leurs algorithmes et à l'échelle de leur action (6,6 milliards de faux comptes supprimés en 2019 par Facebook et Twitter)...

Bref, si l'infodémie traduit la prolifération du faux et du douteux, surtout en ligne, des forces considérables (législations, action des ONG, *fact checking* des médias, appels incessants à la pédagogie...) s'efforcent de les contrarier voire de les censurer.

Sans tomber dans la caricature (médias *mainstream*, pensée unique des élites contre réseaux sociaux écosystème de la méfiance et des affabulations populistes), il semble que la logique même des réseaux sociaux (des contenus produits sans contrôle et circulant hors de toute hiérarchie traditionnelle) nourrisse cette inquiétude très spécifique sur la mauvaise information qui chasserait la bonne.

Les pistes ne manquent pas pour dresser l'acte d'accusation : tout le monde peut s'exprimer à égalité, même le plus délirant, les réseaux sociaux isolent dans des « bulles de confirmation » où l'on ne rencontre que ceux qui pensent comme soi, l'anonymat pousse à l'extrémisme et au lynchage, le trucage (faux comptes, faux contenus, messages ciblés et attention captée) y est plus facile, les positions se radicalisent dans l'entre-soi idéologique, il y a un véritable marché de l'information fautive ou douteuse, et, en tout cas, attractive parce que choquante : le plus extrême bénéficie d'un effet multiplicateur que n'a pas la plate vérité ou le sérieux de l'affirmation scientifique...

La « faute des réseaux sociaux » devient une explication pour les votes qui ne nous plaisent pas, les violences qui nous choquent ou les bêtises qui nous énervent. Voire un mantra pour plateaux de télévision. Au risque de mélanger une cause (la mauvaise information en ligne) et symptôme, celui de la méfiance et de la crise de l'autorité. Ainsi, quand, comme on l'annonce le jour où nous écrivons, une majorité de Français refuse de se faire vacciner contre le Covid-19, la faute en revient-elle à une modération insuffisante sur Facebook et Twitter ? À l'exposition de malheureux cerveaux à des thèses complotistes, ou à des réflexes de méfiance populaire dans un contexte de crise de l'autorité ?

Ces interrogations prennent plus de poids au moment où l'épidémie nous révèle à quel point nous sommes divisés sur des vérités de fait (d'où vient, ce que fait le virus), sur des vérités de raison (le mécanisme de la vaccination par ARN par exemple), sur le vraisemblable (que faire) et même sur le souhaitable (la vie à tout prix ou la préservation de libertés ou de valeurs).

Après avoir traité de l'ampleur de l'infodémie (dossier 1), de la crise, puis de la parole scientifique (2) et de sa dimension géopolitique (3), nous abordons dans le présent dossier le rapport entre la désinformation (ou mésinformation) et la nature des médias.

Dans cette optique, Pierre-Emmanuel Guigo compare médias *mainstream* et réseaux sociaux dans le traitement d'une crise inédite. D. Liccia et J-B. Delhomme montrent que la crise de l'information a aussi et surtout été une compétition entre experts pour l'autorité et la visibilité. Olivier Kempf s'interroge sur les médias sociaux, certes médias de masse, à partir du sentiment particulier de connivence sur lequel ils fonctionnent. Et Paul Soriano montre bien leur ambiguïté : vecteurs de communication se prêtant à tous les excès, mais aussi révélateurs de vérités populaires.

RÉSEAUX SOCIAUX ET MÉDIA *MAINSTREAM* SUR LE COVID : MÊME COMBAT ?

Par Pierre-Emmanuel Guigo

La crise du Covid-19 a profondément bousculé le paysage médiatique français, accaparant l'attention pendant plusieurs mois et avec une intensité jusque-là jamais vue. À la télévision plus de 80% du temps d'antenne sur les chaînes d'information en continu s'est focalisé sur la crise sanitaire. Sur Twitter, les chiffres donnent le tournis, le hashtag #Covid a été utilisé 13 millions de fois, rien que pour le public français. Les réseaux sociaux qui ont vu leur fréquentation fortement augmenter avec le confinement ont connu un phénomène similaire. Leur impact dans la diffusion de rumeurs, de fausses informations, déjà connu, mais accru par le flou autour de ce virus, a d'ailleurs été montré du doigt. Voit-on ainsi un traitement de la crise sanitaire fondamentalement différent sur les médias de masse qui se caractérisent par un traitement journalistique de l'information, et sur les réseaux sociaux ?

Des médias de masse à la remorque des réseaux sociaux ?

Presse et médias audiovisuels ont d'abord dû s'adapter à cette crise sans précédent qui les a obligés à modifier leurs programmes. Les rendez-vous sportifs et une bonne partie des émissions traditionnelles comme les jeux étaient remis en cause par le confinement. Les chaînes de télévision ont ainsi opté pour une augmentation du temps d'antenne consacré à l'information pour nourrir un public de téléspectateurs angoissés par cette situation déroutante.

Alors que les fausses informations commencent à pulluler sur les réseaux sociaux concernant l'origine du virus ou les traitements efficaces, les chaînes de télévision et la presse recourent massivement aux experts médicaux pour alimenter leurs plateaux. *TF1, France 2, C8, BFM-TV* décident même d'avoir des chroniques ou des émissions centrées sur ces consultants, répondant aux questions des téléspectateurs. C'est ainsi que *Gérald Kierzek, Brigitte Milhau, Damien Mascret, Alain Ducardonnet* deviennent des habitués de nos écrans.

Sur les chaînes d'information, l'unanimité du corps médical semble s'effriter avec l'apparition de personnalités aux prises de position plus controversées, sur le port du masque ou plus récemment sur le vaccin. Certaines ont d'ailleurs d'abord percé sur les réseaux sociaux, à l'image de *Didier Raoult*, dont la vidéo « Coronavirus : fin de partie », diffusée le 22 février sur YouTube a été vue par 7 000 000 d'internautes. Si les médias se sont montrés sceptiques jusque-là⁷, ils vont lui accorder une attention accrue à partir du confinement. *Paris Match* lui a ainsi consacré trois articles et une couverture, et *BFM-TV* l'a interviewé à trois reprises pendant une heure. Fin mars, la chloroquine est devenue la nouvelle obsession des médias avec jusqu'à 35 mentions par heure sur une chaîne d'information comme *BFM-TV*⁸. Depuis, les études ne semblent pas avoir confirmé un effet positif du traitement et les médias s'en sont peu à peu détournés. Mais les prises de position discutables de médecins sur les chaînes d'information en continu se sont multipliées. *Christian Perronne* a pris ainsi violemment parti pour le traitement par la chloroquine, développant

⁷ Voir l'article d'Acrimed, Frédéric Lemaire et Patrick Michel, « Chloroquine : une saga médiatique » : <https://www.acrimed.org/Chloroquine-une-saga-mediatique>, 27 juillet 2020.

⁸ Antoine Bayet et Nicolas Hervé, « Comment Didier Raoult et la chloroquine ont surgi dans le traitement médiatique du coronavirus », *La Revue des médias*, 31 mars 2020 : <https://larevuedesmedias.ina.fr/etude-coronavirus-covid19-traitement-mediatique-raoult-chloroquine>

un réquisitoire contre la politique du gouvernement. Quant au professeur Luc Montagnier, prix Nobel de médecine pour la découverte du VIH, il a fait part sur les plateaux de télévision de son scepticisme sur l'origine du virus et sur l'efficacité des vaccins. Cette cacophonie a ainsi contribué à démonétiser une parole médicale jusque-là très respectée.

Certaines *fake news* diffusées sur les réseaux finissent même parfois sur les plateaux de télévision, aveuglés par la quête du scoop. Ainsi, Cyrille Hanouna a-t-il diffusé dans son émission sur C8, le 6 avril 2020, une carte du déconfinement par régions totalement fausse. Le 12 mars, BFM-TV s'était déjà fait piéger en diffusant l'annonce de la contamination au Covid-19 de Daniel Radcliffe, suite à un faux tweet.

Une confiance encore importante dans les médias par rapport aux réseaux sociaux

Mais force est de constater que cette tendance a été plus contenue sur les plateaux de télévision, qui ont peu à peu écarté les médecins aux prises de position controversées. Sur les réseaux sociaux, au contraire, les fausses informations et les théories conspirationnistes ont eu libre cours. Des organismes de médecin comme FakeMed tentent d'y répondre, mais sont clairement noyés par la masse. Si des médecins y participent, comme Louis Fouché par exemple sur les vaccins, l'anonymat des réseaux sociaux et l'absence de filtre journalistique égalisent la parole des experts, comme des internautes lambda.

Face à ce flot de fausses informations, les médias de masse ont aussi amplifié leurs chroniques ou pages de *fact-checking*. Les journaux télévisés de TF1, France 2 y consacrent quelques minutes tous les soirs depuis mars. *Le Monde* a mis en place une page internet intitulée « Désinfox Coronavirus ». Quant à *France Info*, sa page « Vrai ou Fake » est depuis mars largement consacrée à remettre en cause les rumeurs autour du Covid-19.

Sur ce plan, ce sont les réseaux sociaux qui se sont ainsi trouvés à la remorque des médias de masse. D'abord réticents à toute « censure », ils ont désormais pris des règles sévères sur la diffusion de fausses informations autour du Covid-19. Twitter demande ainsi à ses utilisateurs de supprimer les fausses informations diffusées sur le Covid-19, mais aussi sur les vaccins, au risque d'une suspension de leur compte. YouTube a pris, dès fin avril, des dispositions pour ajouter un encart de *fact-checking* sur sa plateforme.

Cette différence dans le traitement des fausses informations autour du virus a ainsi conforté la place des médias de masse et du travail journalistique dans la crédibilité des sources d'information. Plus que jamais les citoyens considèrent les médias traditionnels comme plus fiables que les réseaux sociaux pour s'informer. Un sondage Viavoice (Assises du journalisme, 4-8 septembre 2020) montre ainsi que 78% des sondés considèrent le travail de *fact-checking* comme nécessaire, près de 50% considèrent que le traitement de l'actualité autour du Covid-19 a été nécessaire et utile. Une étude Edelman (6-10 mars 2020) comparait la confiance dans les médias et les réseaux à propos du Covid-19. Les Français faisaient à 52% confiance dans les grands médias nationaux contre seulement 21% pour les réseaux sociaux. Preuve que les réseaux sociaux sont loin d'avoir enterrés les médias de masse comme principale source d'information crédible. ■

LES EXPERTS AUX ORIGINES DE LA CRISE DE CONFIANCE

Par Damien Liccia et Jean-Baptiste Delhomme

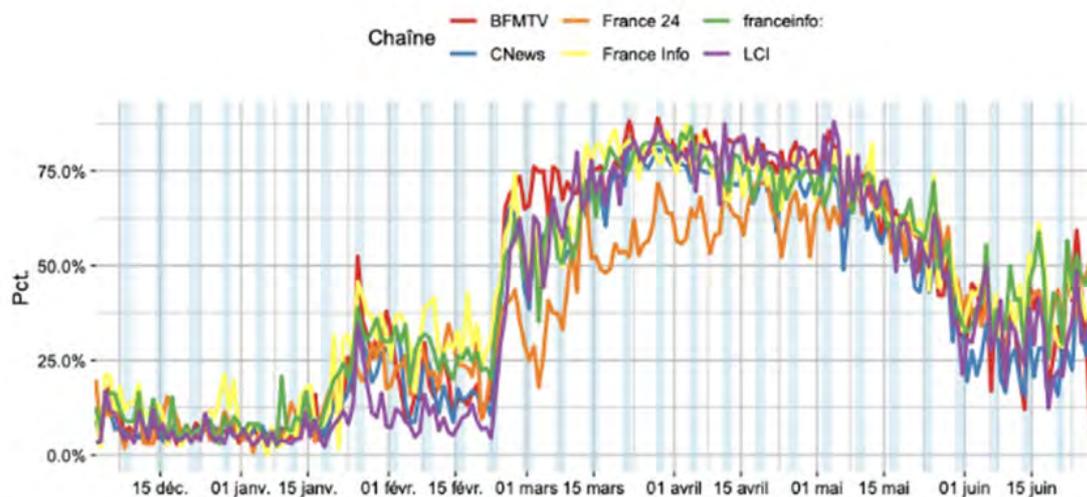
Chercheurs pour l'Observatoire stratégique de l'information (OSI)

De Didier Raoult au professeur Perronne en passant par le cortège de personnalités qui ont défilé en novembre devant les caméras des documentaristes d’Hold-Up, ce sont des élites qui ont conduit dans leurs errements de larges pans de l’opinion. Si l’année qui s’ouvre est d’ores et déjà celle de la défiance, encore faut-il questionner la responsabilité des clercs.

Une crise implique nécessairement l’arrivée d’un nouveau personnel, politique, économique ou encore scientifique, sur le devant de la scène. Le propre de la crise sanitaire aura été de faire passer des personnalités, jusque-là inconnues, du statut d’expert, à celui de personnalités publiques et politiques, au risque d’entraîner avec elles de larges pans de l’opinion. Il n’est, pour s’en convaincre, que de regarder les trajectoires de personnalités issues du monde scientifique pour constater que les pôles autour desquels le phénomène s’est structuré étaient inconnus il y a quelques mois encore. Pour cela, avant même les réseaux sociaux, ce sont les médias traditionnels qui ont fait leur office.

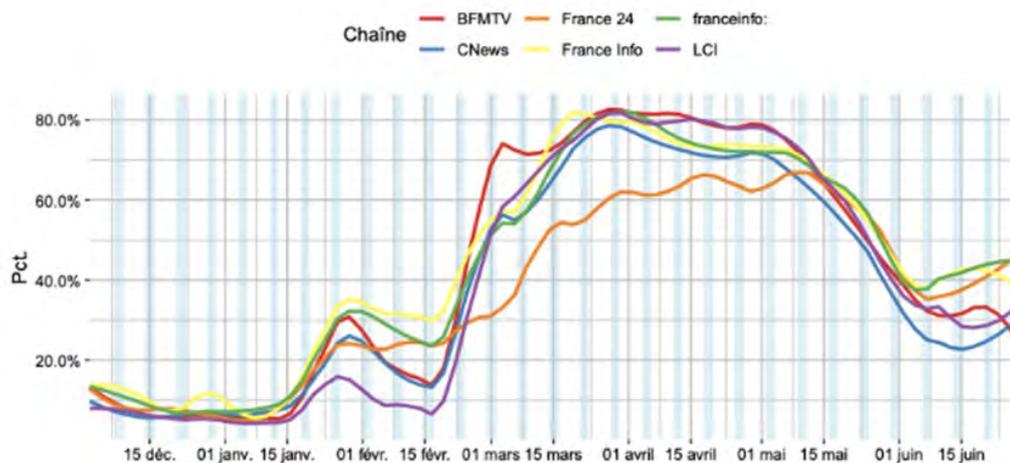
Création médiatique en continu

Nicolas Hervé, chercheur à l’INA, a étudié la couverture médiatique du coronavirus par les médias francophones sur le premier semestre 2020⁹. Il note que “les chaînes d’information en continu ont toutes un profil similaire sur cette période”, ce qui explique qu’à partir de mi-mars et jusqu’à début mai, la question du coronavirus occupe près de 80% du temps d’antenne sur ces espaces.



(a) Standard

⁹Nicolas Hervé, “Coronavirus - Étude l’intensité médiatique”, Version du 30 juin 2020. L’étude est accessible au lien suivant : <http://www.herve.name/pmwiki.php/Main/Etude-Coronavirus>



(b) Avec *smoothing*

Graphiques issus de l'étude réalisée par Nicolas Hervé

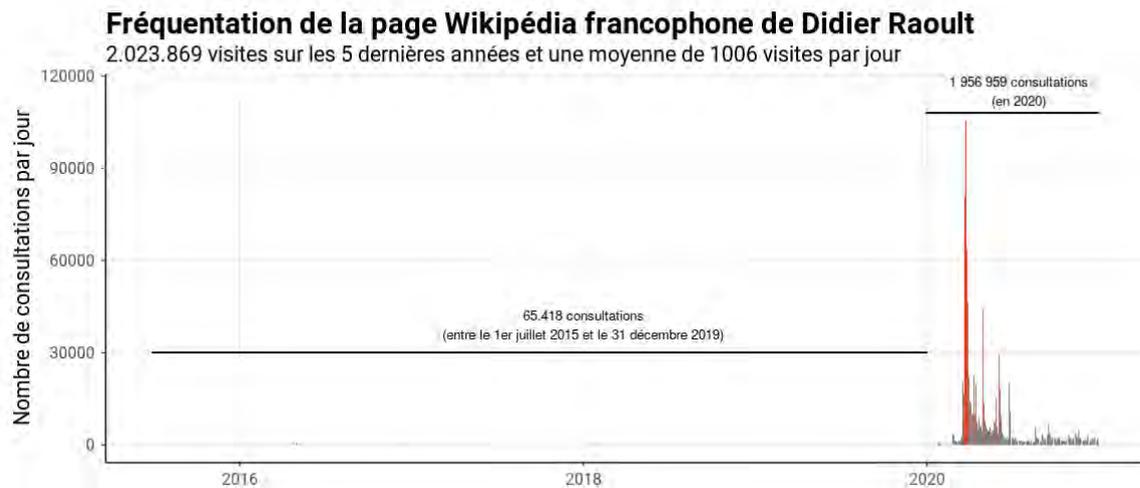
Si ces médias ont recyclé pour commenter la crise certains experts, ils ont surtout ouvert leurs antennes aux praticiens et chercheurs spécialisés en épidémiologie. Ointes de l'onction médiatique, ces personnalités ont, en l'espace de quelques semaines, proposé des discours qui seront les soubassements "idéologiques" des camps "rassuristes" et "alarmistes"¹⁰. En d'autres termes, pas de Didier Raoult sans chaînes d'information en continu, sans matinales et sans JT. Avant que ce dernier ne devienne la "superstar"¹¹ des réseaux sociaux et la coqueluche des tenants de discours alternatifs, il y eut cette épiphanie médiatique faisant passer un chercheur, jusque-là inconnu du grand public, au rang d'oracle.

"Vous êtes tous des médecins de néant"

Personne ne connaissait Didier Raoult, hors ses pairs, confrères et les personnalités de la région PACA. Il n'est qu'à consulter les statistiques Wikipédia de la page francophone du professeur marseillais pour s'en convaincre.

¹⁰ Luc Peillon et al., « Covid-19 : que deviennent les 'rassuristes' ? », *Libération.fr*, 23 décembre 2020, https://www.liberation.fr/checknews/2020/12/23/covid-19-que-deviennent-les-rassuristes_1809221

¹¹ Début juin, dans une vidéo mise en ligne sur YouTube, et dans laquelle il dénonçait une supposée "haine des vraies élites", dont il serait victime, Didier Raoult expliquait être "une star des maladies infectieuses". Un peu plus loin, il dénonçait un pays enclin, de manière épisodique, à "couper les têtes de son élite". Lien vers le passage en question repris par CNEWS : <https://www.youtube.com/watch?v=mjewl7BMKmA>



Sur l'ensemble des visites réalisées, seules 3,2% ont eu lieu avant le 1^{er} janvier 2020. « La spécificité du discours d'autorité (cours professoral, sermon, etc.) », faisait observer Bourdieu, « réside dans le fait qu'il ne suffit pas qu'il soit *compris* (il peut même en certains cas ne pas l'être sans perdre son pouvoir), et qu'il n'exerce son effet qu'à condition d'être *reconnu* comme tel », et le sociologue d'ajouter plus loin que la reconnaissance, en plus de ne pas être nécessairement accompagnée de la compréhension, n'est accordée que sous certaines conditions, celles qui définissent l'usage légitime. Pour bénéficier de cette reconnaissance se pose la question de la légitimité de la personne à prononcer un discours. Il doit être émis par « le détenteur du *skeptron*, connu et reconnu comme habilité et habile à produire cette classe particulière de discours, prêtre, professeur, poète, etc. »¹². La liturgie concourt à l'autorité. Cependant, « l'autorité advient au langage du dehors, comme le rappelle concrètement le *skeptron* que l'on tend, chez Homère, à l'orateur qui va prendre la parole »¹³. Dans notre cas, les médias ont donné le *skeptron* à Didier Raoult. Une fois la machine lancée, les réseaux sociaux ont fait le reste.

Comme une étincelle dans un dépôt de munitions

Sur Facebook, où le phénomène Didier Raoult s'est, en partie, développé, les chiffres sont tout aussi éloquentes. 506.748 membres sur le groupe Facebook "Didier Raoult Vs Coronavirus" et 309.957 membres dans le groupe "Soutien au professeur Didier Raoult". Plus de 21 millions d'engagements cumulés sur les publications du premier groupe et 9 millions pour le second¹⁴.

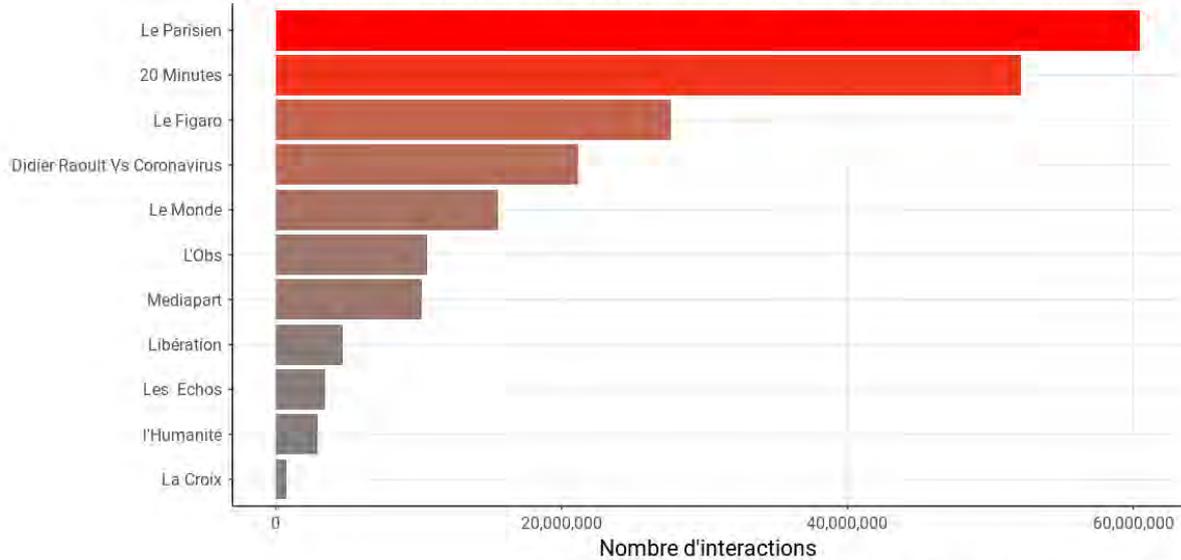
¹² Pierre Bourdieu, *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques (Essais)*, 1982, Fayard.

¹³ *ibid.*

¹⁴ Ces données sont issues de CrowdTangle, un service de Facebook, qui permet d'analyser les données sur des pages et groupes publics. Les exports ont été réalisés le samedi 2 janvier 2021. CrowdTangle Team (2020). CrowdTangle. Facebook, Menlo Park, California, United States.

Interactions sur le groupe Didier Raoult versus les principaux médias

Données sur l'ensemble de l'année 2020 (sachant que le groupe a été créé le 22 mars)

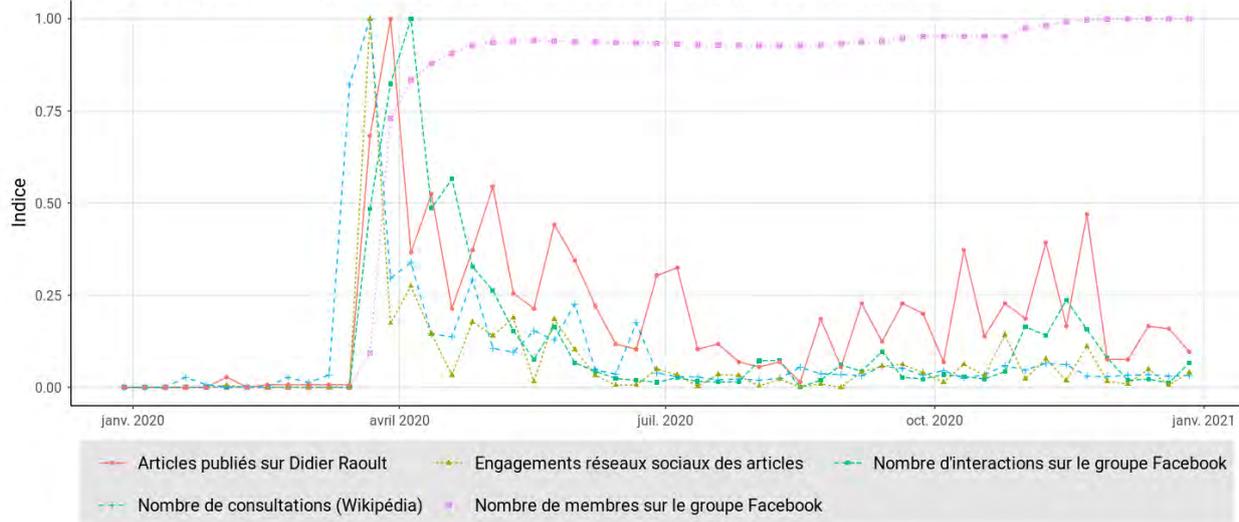


Données issues de CrowdTangle, un service de Facebook permettant d'analyser les pages et groupes publics

Les posts du groupe “Didier Raoult Vs Coronavirus” ont, en 2020, et alors que le groupe n’est actif que depuis le 22 mars, donné lieu à des engagements supérieurs à ceux de la page du *Monde* et légèrement inférieurs à ceux suscités par le *Figaro* toujours sur Facebook (publications ne traitant pas du Covid-19 comprises).

Analyse du phénomène Raoult sur les réseaux sociaux

Sur la base d'une analyse des données Wikipédia, presse et des statistiques du groupe Facebook de soutien



Par ailleurs, en agrégeant les données sociales et médiatiques mesurant le phénomène, il ressort que la pièce s’est nouée en un seul et unique acte, le premier. On s’étonne qu’un tel phénomène médiatique et d’opinion puisse se construire avec une telle puissance et une telle rapidité.

“Il n’y a rien de nouveau sous le soleil”

Si les phénomènes de “grande peur”, pour reprendre le titre d’un ouvrage de l’historien Georges Lefebvre¹⁵, sont propices à l’irrationnel, incitant les foules à se vouer corps et âme à des meneurs en tout genre, de tels mécanismes ne sont pas si nouveaux, pas plus que la “trahison des clercs”. La défiance à l’égard des vaccins vient, non pas du *vulgum pecus*, mais bel et bien de clercs et de pairs¹⁶. Avant de pointer du doigt les réseaux sociaux, il faut se questionner sur leur responsabilité et sur des médias qui semblent dotés d’un pouvoir de transfiguration presque alchimique. ■

¹⁵ Georges Lefebvre, *La grande peur de 1789*, Félix Alcan, 1932.

¹⁶ « Antivaccin, à l’origine du doute ». *France Culture*, <https://www.franceculture.fr/emissions/la-methode-scientifique/la-methode-scientifique-emission-du-jeudi-28-mars-2019>

DES RÉSEAUX DE CONNIVENCE

Par Olivier Kempf

Directeur associé du cabinet de synthèse stratégique La Vigie,
chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)

Les réseaux sociaux font l'objet de toutes les accusations : ils seraient antidémocratiques, propagateurs d'infox, prêcheraient la haine en ligne, au point que l'observateur se demande comment on peut encore les tolérer. Dès qu'un gouvernement fait face à un mouvement d'opinion, un mouvement d'humeur ou un mouvement de masse, aussitôt un responsable accuse les réseaux sociaux de toutes les turpitudes et appelle bien sûr à l'adoption d'une loi. Le même observateur se demande d'ailleurs pourquoi les textes régissant la liberté d'expression et donc la censure ne suffisent pas et pourquoi on délègue autant ces fonctions (en bon français on parle non de censure, mais de modération) aux sociétés qui gèrent ces réseaux sociaux. L'ultime argument consiste à dénoncer l'anonymat qu'ils permettraient, sachant que ledit anonymat est interdit par la loi et qu'on ne parle en fait que de pseudonymat. Or, nous apprenons que le préfet de Police de Paris, M. Lallement, peu suspect d'être léger avec le respect de l'ordre public aurait un compte « sous pseudo » sur Twitter qui lui permettrait de « suivre ce qui se dit ». Ainsi donc, les réseaux sociaux permettraient aussi de s'informer ? Les pseudonymes seraient utiles, même à des gens qui n'ont rien à se reprocher ? Voici donc bien des contradictions et des paradoxes.

Ils tiennent probablement à une confusion ou une compréhension imparfaite de ce que sont les réseaux sociaux. Cette confusion vient du fait qu'ils sont certes des médias de masse, et non des organes de presse dont le but principal serait d'informer leurs publics.

Les réseaux sont des médias de masse différents

Incontestablement, les réseaux sociaux sont à leur façon des *médias de masse*. Ils sont médiateurs en ce qu'ils transmettent des « informations » de tout ordre ; et ils sont massifs, plus encore que tous les autres prédécesseurs, qu'il s'agisse des journaux imprimés, de la TSF devenue radio, puis de la télévision. Toutefois, il faut se méfier de cette chronologie qui ressemble à une généalogie, comme si chaque média successif reprenait une partie des attributs du média précédent pour les élargir, mais sans vraiment en changer la logique. Or, tel n'est pas le cas avec les réseaux sociaux.

Selon Marshall McLuhan les médias de masse ont quatre caractéristiques : la communication d'un vers plusieurs ; le caractère unilatéral du message (le public n'interagit pas avec le vecteur du message) ; l'information est indifférenciée (tout le monde reçoit la même information au même moment) ; l'information est mosaïque et présentée selon des séquences prédéfinies.

Avec les réseaux sociaux, plusieurs de ces caractéristiques s'estompent et disparaissent : la communication se dirige de plusieurs vers plusieurs tandis que le public interagit avec le message, parfois de façon très simple (le bouton « j'aime » de vos réseaux sociaux favoris). L'information est évidemment différenciée et si elle reste mosaïque, elle ne suit aucune séquence prédéfinie. Si le web d'origine pouvait être assimilé à un média de masse, l'avènement des réseaux sociaux et l'expansion de leur audience a probablement changé la donne. Ils diffèrent des premiers médias de masse qui voulaient contrôler ce qu'ils diffusaient, qu'il s'agisse d'information ou de divertissement.

Une logique d'affinité

La logique des réseaux sociaux est différente. Avec un média traditionnel, le récepteur avait le choix entre deux attitudes : regarder ou ne pas regarder ledit média, selon ses goûts et ses affinités. Avec les réseaux sociaux, sa capacité de choix augmente de deux façons : il y a beaucoup plus de plateformes disponibles et il peut lui-même

produire du contenu. Au début, cela provoque un éparpillement de l'offre, chacun s'efforçant, plus ou moins, d'imiter les standards (et donc la qualité générale) des médias traditionnels. Mais plus le processus avance, plus cette tendance s'amenuise au point que les consommateurs vont se regrouper par affinité et tolérer de moins en moins les « informations » contradictoires avec leurs opinions d'origine.

Peu à peu, les réseaux sociaux entretiennent les gens dans leurs convictions qui sont peu à peu renforcées, au mépris parfois de la réalité. Tel est le processus psychologique qui aboutit aux dérives que l'on observe aujourd'hui. Cela peut consister à réfuter des vérités scientifiques¹⁷, ce qui explique le succès des antivax ou des platistes. Cela peut aussi conduire à refuser les faits, selon la théorie de l'*alt-right* ou « autre-vérité ».

De tels propos ont probablement toujours existé. La seule différence tient à ce qu'ils étaient cantonnés dans des cercles très restreints et n'atteignaient pas une audience générale et massive qui était réservée aux médias de masse. Avec les réseaux sociaux, cette massification s'est démocratisée et n'est plus l'apanage des médias traditionnels. Dès lors, les qualités d'une « information » ne suivent plus les standards d'autrefois. On recherchait une certaine vérité ou du moins la certification par des experts du domaine, qui servaient de garde-fous rationnels à l'information diffusée. Ce n'est plus le cas (ou plus exactement, les médias traditionnels ont perdu le monopole relatif dont ils disposaient).

Connivence et socialité

Les réseaux sociaux sont construits sur la connivence. Le lecteur pourra objecter que les médias avaient autrefois une certaine couleur et qu'on ne lisait pas *L'Aurore* comme on lisait *L'Humanité*. Cela est vrai, mais globalement, chacun tombait d'accord sur les faits racontés simultanément par la presse : les divergences n'apparaissaient qu'au moment de leur interprétation ce qui permettait le débat.

Désormais, même le fait est mis en cause par lui-même. Il ne s'agit plus vraiment de chercher un certain confort idéologique, mais de rejoindre un club restreint qui renforce, plus que jamais, le sentiment d'appartenance. En cela, les réseaux sociaux sont la démocratisation de ce qui avait été inventé avec les clubs sociaux de tout type (Jockey club, Automobile Club, dîners du Cercle ...) et qui étaient l'apanage de l'élite, désireuse de se trouver entre-soi. On ne cherche donc plus à obéir aux règles de la société en général, mais à celles du club. Le club favorise la connivence, au mépris du réel.

Dès lors, la connivence surpasse la vérité. Il importe moins que ce que nous disions ou lisions soit exact, mais que nous le partagions. Il convient ici de s'interroger sur la raison de ce succès. Peut-être est-il dû aux nouvelles conditions de notre vie sociale, où nous rencontrons de moins en moins de personnes et où nous nous trouvons plus seuls. Faisant moins société, étant moins inclus, chacun irait trouver dans les réseaux sociaux la socialité qui lui manque. Quitte pour cela à abandonner au passage la version « officielle » pour adopter celle du club, qui fournit un plus grand sentiment d'appartenance. Cette hypothèse reste à confirmer. ■

¹⁷ Voir O. Kempf, « Crise de l'autorité scientifique » in <https://www.iris-france.org/wp-content/uploads/2020/11/Dossier-2-Le-virus-du-faux.pdf>, IRIS, novembre 2020.

SENS COMMUN ET RÉSEAUX SOCIAUX

Par Paul Soriano

Directeur éditorial de la revue *Médium*

La pandémie a aggravé la défiance envers les autorités en exposant crûment des polémiques entre scientifiques. Mais si Dieu, les politiques, les intellectuels, les médias, etc., ne sont plus crédibles, et que les réseaux sociaux aggravent encore la confusion, à qui ou à quoi faire confiance désormais ?

Sauf à céder à un nihilisme radical (rien n'est vrai et si rien n'est vrai alors tout est permis, on peut même sortir sans masque...), on peut se demander ce qui va émerger de ce grand nettoyage. La même pandémie nous livre une première réponse : la *technique*, en l'occurrence le vaccin, s'il s'avère qu'un ou plusieurs d'entre eux parviennent à éradiquer le Covid-19 ; mais la technique ne *dit pas le vrai*, elle s'impose parce que *ça marche*...

Le sens commun contre les autorités défaillantes

Une source de vérité pourrait connaître un retour en grâce : non pas une autorité surplombante, charismatique ou rationnelle, plutôt une « compétence » universelle appelée *sens commun*. Que faisons-nous ici même, sinon essayer d'au moins comprendre *ce qui se passe* et *comment ça marche* (la désinformation, l'infodémie, les réseaux sociaux...), sans recourir à *l'argument d'autorité*, et en commençant par « travailler les définitions », à la manière socratique ? À titre d'exercice, on s'exercera sur cette simple et délicate question d'actualité : dois-je me faire vacciner ?

Le sens commun est une capacité de jugement, dans l'ordre de la vérité, mais aussi de la pratique, de la morale, du goût, de la politique, etc. Le « bon sens », si l'on veut, mais bien partagé (commun). Il se trouve récusé depuis près de trois siècles, précisément par les autorités aujourd'hui ébranlées : les philosophes, la science, les « intellectuels », les médias... Un faux savoir, synonyme de préjugés, opinion vulgaire, « doxa », et autres termes péjoratifs ? Peu fiable donc et de surcroît « conservateur », dans la mesure où il se nourrit de « vérités reçues » consolidées et transmises par la tradition ; bref, le sens commun fait de l'ombre aux Lumières.

Il serait en quelque sorte la version « populiste » de la vérité. Il suggère même une assez bonne définition dudit populisme : ce qui survient quand les élites perdent le sens commun. On lui redonnera un peu de lustre moderniste en parlant d'*ubérisation* du débat public...

De nos jours encore, la seule idée reçue admise est qu'il faut toutes les combattre. Ce qui peut être fâcheux, car elles désignent à tout le moins des « vérités statistiques » : un jugement vérifié des millions de fois par des millions de gens au cours des siècles, dans une région du monde et parfois universellement. Si bien que leur rejet nous vaut une prolifération de non-sens communs, *bullshit* pour parler le langage d'époque. Place aux « disruptifs » stériles, insignifiants ou dangereux.

« Le sens commun est trompeur », dit-on... À juste titre, mais ce « on », c'est encore lui, car sa vertu majeure est moins de dire la vérité que de questionner les vérités énoncées par des autorités, y compris la sienne, et sans exclure la science qui parfois s'égare hors de son champ de compétence et nous ferait prendre les vessies pour des lanternes sous prétexte que les unes et les autres sont composées d'atomes. Non pas « à chacun sa vérité », plutôt à chacun sa contribution à l'établissement de la (ou d'une) vérité...

Sa régression est préoccupante, pour l'« intelligence collective », mais aussi pour les mœurs, la paix civile, et tant d'autres biens publics, à commencer par la démocratie. Car le sens commun est la capacité démocratique par excellence, celle du citoyen ordinaire : l'habit vert, le costard bleu et le gilet jaune sont également compétents pour

délibérer, sinon, seuls les puissants, les experts (et les jobards) auraient voix au chapitre. Concrètement : ma concierge n'est plus ni moins compétente que Nicolas Hulot pour répondre à la question du prochain référendum d'initiative présidentielle.

Sollicité contre le vice, le sens commun l'est davantage encore contre la vertu devenue folle. En période de troubles, de délire et de violence, il est souverain contre le fanatisme, dernier modérateur connu, dernier recours quand les autorités n'ont plus cours ; le « Paris vaut bien une messe » du bon roi Henri en est une trouvaille exemplaire (elle met fin à une guerre civile) d'autant plus remarquable qu'elle est le fait de... l'autorité politique souveraine, justement. N'en déplaise à nos amis républicains, c'est un monarque d'Ancien régime qui a inventé la laïcité intelligente.

Un Café du commerce à l'échelle planétaire

Cette compétence détenue par tout un chacun rencontre celle des autres dans le débat public, sur *l'agora* ou en d'autres lieux et institutions, dont le fameux *Café du commerce*. Marc Zuckerberg, lointain descendant de l'ingénieur patron de bistrot qui le premier aménagea sur la place du village, à des fins commerciales (pour lui), la terrasse de cet établissement devenu *espace public de discussion* (pour ses clients) ? À ceci près que ce village-là est « global » et que tout un chacun est susceptible d'y intervenir « à distance », voire anonymement. Si bien que la relation entre réseaux sociaux et le sens commun est affectée d'ambivalence : ils pourraient en être le véhicule, mais ils en sont aussi, à l'évidence, l'ennemi.

À ce jour en tout cas, ils ne se prêtent guère au *débat public*, c'est le moins qu'on puisse dire. Vulnérables aux infodémies hystériques éphémères, ils le sont aussi aux « idéodémies » paranoïaques durables, consolidées dans des bulles d'opinion. Sans compter que l'addiction aux médias numériques nous prive du temps requis par la délibération.

Il n'empêche... Les réseaux sociaux sont un peu comme le bouffon du roi : moche, grossier, mal embouché, odieux... mais qui, à sa manière peu orthodoxe questionne la vérité officielle. Ils exercent assurément un contre-pouvoir comme le suggèrent assez les manœuvres des pouvoirs pour les disqualifier, les « réguler » (censurer), les détourner à leur profit... Les « bulles d'opinion » homéopathiques ne doivent pas cacher la mégabulle de l'idéodémie dominante qui sait aussi faire usage des réseaux sociaux : on l'a vue tout récemment mobiliser des... footballeurs (dernière « élite » encore populaire ?) au secours de la bien-pensance. Si bien que lesdites bulles d'opinion, ces *clusters* d'infection idéodémiques, peuvent aussi bien être vues comme des foyers de résistance immunitaire.

Cette pandémie a dynamité plus d'une imposture résiduelle, mais la Vérité était déjà un champ de ruines... que l'on peut voir aussi comme un *chantier* après le passage des démolisseurs. On a construit des villes, et de magnifiques, bien avant d'en confier l'édification à l'autorité des urbanistes. ■



MÉFIANCE ET CRÉDULITÉ DES FOULES ?

DOSSIER #5 : LE VIRUS DU FAUX

FÉVRIER 2021

Dossier dirigé par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS.

MÉFIANCE ET CRÉDULITÉ : REFUS DE LA SCIENCE, SUCCÈS DU COMLOTISME

Par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS

L'infodémie, prolifération d'informations fausses ou douteuses liées au Covid-19, nous l'avons souligné dans les dossiers précédents, touche tous les aspects de l'épidémie - ses causes, ses remèdes, sa probabilité, sa diffusion, son avenir. Elle prend une dimension géopolitique avec la compétition entre puissances cherchant à démontrer leur efficacité et leur *soft power* bienveillant (contrastant avec l'échec et la responsabilité des puissances rivales). Elle a aussi une dimension sociale et politique : conflits et accusations portant sur le masque, le vaccin, le confinement, la détection... suscitent des théorisations souvent idéologisées mettant en cause le Big Pharma, les acteurs de la haute technologie, la surveillance planétaire... Le tout facilité par les réseaux sociaux, où tout est disponible depuis l'affirmation facilement réfutable (du type « Mauricette, la première vaccinée française est morte peu après l'injection » ou « il y a des puces électroniques fabriquées par Bill Gates dans les vaccins ») jusqu'à des théories sophistiquées démontrant que le grand capital veut faire « repartir » (*big reset*) le système via le Covid-19.

Bref, sur fond de surinformation médiatique et de contradictions dans le discours politique ou scientifique (sur les masques, le confinement, la fermeture des frontières...), nous avons été exposés à une confusion qui justifie le doute en un cercle vicieux. Pour ne prendre qu'un exemple du jour où nous écrivons, un sondage Kantar Public pour *La Croix* montre que 66% des Français pensent que les médias ont exagéré et dramatisé en couvrant l'épidémie, 59% qu'ils résistent mal aux pressions de l'argent et 35% qu'ils ont répandu de fausses informations sur le sujet. Encore, parlons-nous là que des médias classiques (28% seulement des sondés déclarant croire aux informations sur Internet qui, pourtant, se révèlent ravageuses).

Traversons l'Atlantique : dans son discours d'investiture, Joe Biden dit vouloir guérir l'Amérique du virus du Covid-19, mais aussi de celui de la haine, de l'extrémisme et du mensonge. Sur ce dernier point, il fait allusion non seulement aux contre-vérités proférées Trump, mais aussi à l'idée que nous vivons une ère de la « post-vérité », où un nombre croissant de citoyens seront de plus en plus indifférents à la réalité de ce qu'ils énoncent et qui correspond à leurs fantasmes ou préjugés. L'homme le plus puissant de la planète semble donc craindre autant le virus du faux que le virus biologique.

Cela veut-il simplement dire que nos cerveaux sont exposés à de mauvaises influences de mauvaises gens, certaines délibérées dont il suffirait de les débarrasser par de bonnes lois ou une bonne pédagogie ? Ces contenus que cherchent à réguler des législations, les ONG spécialisées, les services de *fact checking* comme en développent la plupart des grands médias, les algorithmes et les modérateurs des plateformes du Net, des internautes cherchant à « *débunker* » (repérer) le faux, des pédagogues et toutes sortes d'institutions (dont notre propre observatoire)...

Ces contenus prolifèrent. Comme s'il y avait un système de vases communicants entre le soupçon qui touche la « parole officielle » descendante (et accessoirement les médias, les experts, les acteurs publics) et la capacité d'élaborer des versions ou des explications alternatives, en quelque sorte au choix de chacun, un riche marché des dénonciations et explications alternatives.

Sans tomber dans un problème d'œuf et de poule – sommes-nous plus réceptifs aux fausses informations ou bien notre exposition à une masse croissante de mésinformation nous rend-elle naïfs ? – l'ampleur du phénomène tient aussi à des facteurs culturels ou psychologiques, à un mélange de scepticisme envers la parole autorisée et de prédisposition aux raisonnements alternatifs ou un appétit pour les énoncés improbables (mais souvent sensationnels). Il y a comme une demande cérébrale pour la mauvaise information.

Pour expliquer cette poussée d'irrationalité derrière les *fake news* (notion qui connaît une extraordinaire popularité depuis cinq ans) ou derrière la désinformation délibérée (concept de guerre froide également relancé récemment), on a aussi cherché des dysfonctionnements ou des prédispositions chez le simple citoyen... Les mécanismes dits du complotisme ne sont certes pas nouveaux : on retrouve déjà des rumeurs de complot rapportées par Thucydide lors de la peste d'Athènes en 430 avant notre ère. Et le concept, déjà analysé par le philosophe Popper dès les années 40, s'est popularisé après le 11 septembre 2001. Une explication impliquant l'action délibérée (et occulte) d'un groupe humain, surtout pour expliquer des événements catastrophiques, semble attirer par sa radicalité, sa simplicité et peut-être par le sentiment de supériorité qu'elle confère à celui « qui a tout compris ». Derrière le besoin de croire « que » (croire, par exemple, que le virus n'existe pas et que c'est une conséquence de l'installation de la 5G), il y a aussi un besoin de croire « contre » (contre la parole officielle, contre les puissants qui nous manipulent, tout ce qu'on nous montre est faux...), et peut-être un besoin de croire « avec » (avec sa communauté, les plus lucides, avec les opprimés).

Dans ce cinquième dossier, Nicolas Mazzucchi nous montre combien, dans une époque qui est censée être dominée par la promesse de la science et l'efficacité de la technique, se développent des mécanismes de défiance et de refus de l'autorité. Antoine Bristielle s'interroge sur la perméabilité de la population française aux théories du complot. Enfin, Olivier Klein, Camilla Arnal et Kenzo Nera, définissant ces théories du complot qui tiennent une place obsédante dans le débat, en rappellent à la fois l'attraction et le danger politique.

AUTORITÉ, SAVOIR ET TECHNIQUE : LA GRANDE MÉFIANCE

Par Nicolas Mazzucchi

Chercheur à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS),

Parmi les éléments les plus frappants de la crise du Covid-19, la défiance croissante d'une large part de la population, envers les élites politiques – rien de bien nouveau ici – mais aussi envers l'expertise, même ou surtout scientifique. Les étapes de la crise ont été marquées par le refus chez beaucoup d'éléments protecteurs comme les masques chirurgicaux ou FFP-2, voire – et c'est le cas depuis quelques semaines – du vaccin contre le Covid-19. Alors que les autorités sanitaires se voient tantôt accusées d'amateurisme, tantôt d'être inféodées au « Big pharma »¹⁸, cette méfiance semble contredire d'autres demandes : ainsi, d'un côté l'exigence d'un accès rapide et facile à l'hydroxychloroquine pour les malades en 2020 (au nom de l'impératif de sauvegarde) puis, en 2021, la défiance vis-à-vis d'un vaccin par ce que trop peu testé (principe de précaution). Cette perte de repères reflète une chute de confiance dans l'expertise et dans la technologie, ici médicale, voire une dévalorisation de l'autorité scientifique, la dernière qui semblait ferme dans nos sociétés.

La manière dont les médecins, des professeurs aux généralistes de quartier, se sont écharpés dans les médias, chacun clamant sa vérité et décrivant ses confrères comme incapables ou téléguidés par de puissants intérêts politiques ou économiques, a fait voler en éclat l'idée même du consensus scientifique, le médecin étant, pour la plupart des Français le « scientifique de proximité », rassurant et sachant. Ces querelles se sont exacerbées – avec l'irruption d'une figure totémique contestataire en la personne de Didier Raoult – brisant certaines certitudes pourtant bien ancrées dans la population. Certes, l'épisode de l'année 2020 n'a au fond été que la médiatisation exacerbée de débats dans le monde médical, comme dans la totalité des sciences. L'analyse contradictoire, la vérification des résultats, le questionnement des méthodologies participent de la manière dont les sciences progressent et sans cela, il n'y a guère le progrès.

C'est ici que doivent se séparer la science et la technique, cette dernière étant la traduction dans le quotidien des résultats de la première. L'histoire des sciences les distingue, avec des approches et finalités différentes, même si la seconde procède de la première, le XIX^e et le XX^e siècle ont eu tendance à les fusionner, du moins dans l'esprit du grand public.

Dans cette vision d'une « science malade de la technique » pour reprendre l'analyse d'Heidegger¹⁹, il importe de replacer l'enseignement des sciences en France comme élément central participant – involontairement – à cette défiance actuelle. L'enseignement, scolaire notamment, se fonde à propos des sciences, sur une approche naturaliste héritée de la philosophie des Lumières. Elles tendaient à ériger la croyance scientifique en forme de nouvelle religion, opposée – justement – aux religions traditionnelles, considérées comme obscurantistes. Cette vision qui s'est prolongée au XIX^e siècle – donnant naissance en particulier à la légende noire du Moyen-âge, pourtant période de foisonnement scientifique – a forgé des oppositions fortes : la science contre la foi – de croyance à croyance – et la marche en avant infinie contre l'eschatologie. La science – au XVIII^e siècle on parlait plus volontiers de « Nature » - a été mise en avant comme un objet immanent dont il s'agissait de découvrir des lois immuables et « exactes ». Or, ce concept même de l'exactitude de la science est rassurant par essence, créant une nouvelle transcendance si le

¹⁸ Le concept de « Big pharma » est en soi intéressant puisqu'il tend à cristalliser une crainte dystopique de la perte de démocratie au profit d'une élite technocapitaliste, présentée à la fois comme cosmopolite, sans affects et avide d'argent. En ce sens le « Big pharma » est un hybride monstrueux entre le « Big brother » traditionnel, dans son côté dirigiste de masses abêties (« nous seuls savons ce qui est bon pour le peuple ») et le « gouvernement mondial secret » type Illuminati ou Bilderberg (« le gouvernement du monde est guidé par notre appétit de profit »).

¹⁹ M. Heidegger, *Pensées directrices*, Paris, Seuil, 2019.

contrat du progrès infini est respecté. Naît ici une nouvelle forme d'autorité – reconnue et acceptée donc -, le scientifique comme le médiateur entre les Hommes et la Nature.

En outre, la seconde moitié du XX^e siècle a été celle du triomphe – durable pour l'un et temporaire pour l'autre – de régimes technopositivistes que sont le capitalisme libéral des États-Unis et le communisme soviétique, comme « règne des choses », application de la connaissance. Ce passé pas si lointain est une époque bénie de la technologie, avec la croyance dans ses bienfaits dans tous les domaines, en dépit de l'ombre de la destruction par l'atome. Au fond, jusqu'aux années 2000, la science était objet de fierté, de fascination et de crainte. Aujourd'hui, seule reste la dernière de ces caractéristiques²⁰.

Cette mécanique de l'effondrement de l'acceptation de l'autorité scientifique a bien entendu procédé par étapes et la crise du Covid-19 n'est que la manifestation la plus récente de celle-ci. Avec les régimes totalitaires du XX^e siècle – y compris le communisme soviétique –, la crainte de la dérive scientifique de masse est devenue patente. Toutefois, il faut attendre la conjonction entre l'idéologie libérale politique d'une part et les outils de désintermédiation communicationnelle d'autre part, pour voir se cristalliser la contestation de l'autorité, générale, mais aussi particulière dans le cas de la science. À ce titre, le cyberspace, image du *village planétaire* ouvert, a été le bélier contre les murs de la forteresse de l'autorité. En instituant une communication horizontale où tout un chacun peut disposer d'une influence équivalente pour peu qu'il intériorise les codes de communication de ces nouveaux médias, la notion – très française – du discours « ès qualités » s'affaiblit au profit de celle du « ès résonance ». L'activiste a – pour le moment du moins – triomphé.

L'effondrement de la croyance dans la science ouvre probablement une nouvelle crise de la conscience occidentale, à rapprocher de la radicalisation religieuse ou politique, en particulier en Europe, d'une frange jeune de la population, à la recherche d'une transcendance. En symétrie, la montée des phénomènes décroissants, de retour vers la nature, de critique d'une technique aggravant les grands problèmes du moment, à commencer par les changements climatiques, est également un marqueur de ce besoin de transcendance au travers d'autres valeurs que celles de la seconde moitié du XX^e siècle. La seconde a vu en Occident successivement la perte de pouvoir des religions chrétiennes, la perte de croyance en la politique ; le début du XXI^e siècle achève-t-il le cycle avec la perte de confiance en la science et la technique ? ■

²⁰ Les appréhensions d'une partie très importante de la population vis-à-vis de l'électronucléaire manifestent cette même perte de confiance ; selon un sondage récent, 79% des sondés considèrent ainsi – à tort – que les centrales nucléaires sont des émetteurs importants de gaz à effet de serre.

L'ÉROSION DE LA DÉMOCRATIE PAR LE COMLOTISME

Par Olivier Klein

Professeur de psychologie sociale à l'Université libre de Bruxelles

Kenzo Nera et Camilla Arnal

Chercheurs au sein du centre de psychologie sociale et interculturelle
de l'Université libre de Bruxelles



n a rarement autant évoqué les théories du complot qu'en 2020. Celles-ci se sont retrouvées au-devant de la scène à l'occasion de la pandémie de Covid-19. En guise d'illustration, on peut mentionner la théorie que l'historien Timothy Snyder qualifie de « Big Lie »²¹ (grand mensonge) - à savoir l'idée que Trump serait le véritable vainqueur de l'élection présidentielle étatsunienne, ce qui ne serait possible que si de larges pans de l'appareil d'État ont conspiré pour dissimuler sa victoire.

Nous entendons par « théorie du complot » une explication d'évènement(s) historique(s) où la cause principale est l'action cachée et coordonnée d'un groupe malfaisant²². En psychologie, on envisage le complotisme comme dépassant la croyance à l'existence d'un complot bien spécifique – après tout, tout le monde croit à l'existence de l'un ou l'autre complot. Par complotisme (certains auteurs parlent de « mentalité conspirationniste »^{23 24}), nous entendons une tendance, déjà décrite par le philosophe Karl Popper²⁵, à appréhender la société tout entière sous l'angle du complot. L'existence d'une telle tendance est attestée par le fait que l'on observe des corrélations très marquées entre la croyance en toute une série de complots souvent sans rapport direct entre eux. Autrement dit, croire à une théorie du complot semble fortement prédisposer à croire à d'autres^{26 27}.

On peut identifier différents points communs à toutes les théories du complot²⁸:

- Premièrement, l'idée que « les choses ne se produisent pas par hasard » (et sont le produit d'intentions malveillantes).
- Deuxièmement, l'idée que les apparences sont trompeuses.
- Troisièmement, l'idée que des événements qui ont l'air indépendants sont en fait reliés entre eux de façon occulte.

Du point de vue de la personne complotiste, l'existence du complot est supposée a priori, car l'idéologie complotiste se caractérise par une défiance fondamentale et généralisée envers celles et ceux qui sont catégorisés comme « élites ». Il s'agira alors d'interpréter les faits, épars, pour confirmer l'existence du complot. Durant cette étape du raisonnement, on pourra faire usage d'inférences, où toutes les ressources de la raison seront mobilisées, parfois de façon extrêmement poussée. Mais il s'agit d'une démarche profondément biaisée dès lors qu'elle est guidée par une

²¹ Snyder, T. (2021). The American Abyss. *New York Times*, 9 janvier 2021.

Source: <https://www.nytimes.com/2021/01/09/magazine/trump-coup.html>

²² Keeley, B. L. (1999). Of conspiracy theories. *The Journal of Philosophy*, 96(3), 109-126.

²³ Moscovici, S. (2020). Reflections on the Popularity of 'Conspiracy Mentalities'. *International Review of Social Psychology*, 33(1).

²⁴ Imhoff, R., & Bruder, M. (2014). Speaking (un-) truth to power: Conspiracy mentality as a generalised political attitude. *European Journal of Personality*, 28(1), 25-43.

²⁵ Popper, K. (2006). The conspiracy theory of society. *Conspiracy theories: The philosophical debate*, 13-16.

²⁶ Goertzel, T. (1994). Belief in conspiracy theories. *Political psychology*, 731-742.

²⁷ Sutton, R. M., & Douglas, K. M. (2014). 14 Examining the monological nature of conspiracy theories. *Power Polit. Paranoia Why People Are Suspicious Their Lead*, 29, 254-272.

²⁸ Taguieff, P. A. (2005). *La foire aux illuminés*. Fayard/Mille et une nuits.

prémisse incontestable qu'on cherche à valider à tout prix²⁹. Les complotistes n'utilisent pas le doute méthodique, ils tombent dans le piège de s'éloigner de tout argument qui contredit leur récit. Des travaux récents montrent du reste que les personnes complotistes ont des compétences inférieures à la moyenne de la population en compétences d'esprit critique³⁰.

Ce mode de raisonnement permet aussi d'identifier la rhétorique complotiste. Celle-ci se caractérise par la mise en évidence de supposées « anomalies » dans le compte-rendu communément accepté d'un événement, ces anomalies étant reliées par un récit qui permet de faire sens de la totalité à la lumière de la prémisse incontestable du complot³¹. Ces théories se caractérisent en outre par des pseudo-démonstrations par adjonction d'arguments dont l'accumulation donne impression de solidité, mais qui sont individuellement faibles³². Le succès des théories du complot réside également dans leur imperméabilité à la réfutation. Dès lors que « tout est caché » et que les « apparences nous trompent », toute information à leur encontre apparaîtra comme une preuve supplémentaire de la dissimulation ou de la corruption des sources qui dévoilent ces informations.

Le concept de théorie du complot est souvent décrié, car on y voit la manifestation légitime d'une défiance vis-à-vis des élites³³. Après tout, n'existe-t-il pas de véritables complots, qu'il importe de dévoiler ?

Une telle approche bienveillante du complotisme nous semble contestable. Premièrement parce que le complotisme est rarement porteur d'un projet politique positif. Le plus souvent, il ne vise qu'à la neutralisation des élites sans proposer d'alternative³⁴. On constate du reste une corrélation entre le complotisme et l'adhésion à des actions collectives violentes³⁵. De même, les analyses à chaud des motivations³⁶ qui ont animé les insurgés du Capitole américain suggèrent que, pour la plupart, ceux-ci n'avaient d'autre projet que de maintenir Trump au pouvoir au nom du « Big Lie » et d'éliminer (politiquement ou physiquement) leurs ennemis.

Deuxièmement, il importe de se départir de l'idée que les « complotistes » sont des détectives en herbe qui parviennent à débusquer, par leur entreprise collective, les manigances des puissants. En vérité, on a de la peine à identifier des complots de grande ampleur qui auraient été précédés de théories du complot largement diffusées

²⁹ Van Prooijen, J. W., Klein, O., & Milošević Đorđević, J. (2020). Social-cognitive processes underlying belief in conspiracy theories. *Handbook of Conspiracy Theories*, 168-180.

³⁰ Lantian, A., Bagneux, V., Delouée, S., & Gauvrit, N. (sous presse). Maybe a Free Thinker but not a Critical One: High Conspiracy Belief is Associated With low Critical Thinking Ability. *Applied Cognitive Psychology*. <https://doi.org/10.31234/osf.io/8qhx4>

³¹ Guillon, J. B. (2018). Les théories du complot et le paradoxe de l'individualisme épistémique. *Diogene*, (1), 54-87.

³² Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Presses universitaires de France.

³³ Lordon F. (juin 2015), « Vous avez dit "complot" ? Le symptôme d'une dépossession », *Le Monde diplomatique*, p. 17.

³⁴ Jolley, D., & Paterson, J. L. (2020). Pylons ablaze: Examining the role of 5G Covid-19 conspiracy beliefs and support for violence. *British journal of social psychology*, 59(3), 628-640.

³⁵ Jolley, D., & Paterson, J. L. (2020). Pylons ablaze: Examining the role of 5G Covid-19 conspiracy beliefs and support for violence. *British journal of so*

³⁶ Snyder, T. (21/01/2021). The anatomy of autocracy [podcast]. <https://www.npr.org/2021/01/20/958828047/the-anatomy-of-autocracy-timothy-snyder?t=1611650469983>

dans le grand public ^{37 38}. Au contraire, ceux-ci sont généralement mis à jour par le biais d'enquêtes journalistiques ou judiciaires.

Il est particulièrement compliqué d'établir une « sociologie du complotiste »³⁹. Néanmoins, il semble que les théories du complot exercent un attrait particulier pour ceux qui se perçoivent comme des « perdants », celles et ceux qui ont l'impression qu'ils ont été abandonnés ou délaissés par ces « élites »⁴⁰. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de complotistes au sein des « élites » (on peut même trouver d'anciens prix Nobel, comme Luc Montagnier, basculer dans le complotisme) ou qu'ils sont objectivement les plus démunis ou les plus opprimés. À cet égard, la croyance au complot caresse quelque peu cet égo menacé. Elle offre l'espoir d'un contrôle sur ce destin qui nous échappe⁴¹ (en identifiant ceux qui l'orchestrent, pour pouvoir ainsi espérer s'en débarrasser). Elles offrent également une opportunité de se distinguer d'autrui, de ces « moutons » qui se laisseraient manipuler par les élites malfaisantes⁴²⁴³. Enfin, et c'est fondamental, le complotisme s'inscrit généralement dans des communautés d'appartenance, qui structurent non seulement la vision du monde, mais également la vie quotidienne. Par exemple, pour certaines mères « anti-vaccins », l'adhésion au complot des « big pharma » s'inscrit dans un mode de vie « proche de la nature », perçu comme éloigné de la société de consommation, etc.⁴⁴

Par ailleurs, d'un point de vue politique, il nous semble que, dans les sociétés démocratiques, le complotisme constitue un péril pour au moins trois raisons.

Premièrement, en sapant les contre-pouvoirs que sont la presse et la justice (toutes deux fragilisées aujourd'hui par l'éclatement des médias et un manque de financement chronique), ils contribuent paradoxalement à rendre plus aisé le succès de véritables complots tout en pouvant servir de bouc émissaire commode pour le pouvoir exécutif toujours avide d'étendre son emprise. En effet, si l'expression « théorie du complot » peut être instrumentalisée pour discréditer des allégations légitimes⁴⁵, on peut imaginer également que le discours complotiste, par ses

³⁷ Wagner-Egger, P., Bronner, G., Delouée, S., Dieguez, S., & Gauvrit, N. (2019). Why 'Healthy Conspiracy Theories' Are (Oxy) morons: Statistical, Epistemological, and Psychological Reasons in Favor of the (Ir) Rational View. *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 8(3), 50-67.

³⁸ Wagner-Egger, P., Bronner, G., Delouée, S., Dieguez, S., & Gauvrit, N. (2019). Why 'Healthy Conspiracy Theories' Are (Oxy) morons: Statistical, Epistemological, and Psychological Reasons in Favor of the (Ir) Rational View. *Social Epistemology Review and Reply Collective*, 8(3), 50-67.

³⁹ Smallpage, S. M., Drochon, H., Uscinski, J. E., & Klofstad, C. (2020). *Demographics and conspiracy theories*.

⁴⁰ Uscinski, J. E., & Parent, J. M. (2014). *American conspiracy theories*. Oxford University Press.

⁴¹ Douglas, K. M., Sutton, R. M., & Cichocka, A. (2017). The psychology of conspiracy theories. *Current directions in psychological science*, 26(6), 538-542.

⁴² Lantian, A., Muller, D., Nurra, C., & Douglas, K. M. (2017). I know things they don't know!. *Social Psychology*.

⁴³ Imhoff, R., & Lamberty, P. (2018). How paranoid are conspiracy believers? Toward a more fine-grained understanding of the connect and disconnect between paranoia and belief in conspiracy theories. *European Journal of Social Psychology*, 48(7), 909-926.

⁴⁴ Attwell, K., Smith, D. T., & Ward, P. R. (2018). 'The unhealthy other': How vaccine rejecting parents construct the vaccinating mainstream. *Vaccine*, 36(12), 1621-1626.

⁴⁵ Husting, G., & Orr, M. (2007). Dangerous machinery: "Conspiracy theorist" as a transpersonal strategy of exclusion. *Symbolic Interaction*, 30(2), 127-150. <https://doi.org/10.1525/si.2007.30.2.127>

outrances et la faiblesse de ses argumentaires, facilite une telle instrumentalisation. En d'autres termes, l'équilibre des pouvoirs, fondement de la démocratie, est mis à mal par le complotisme.

Deuxièmement, et plus fondamentalement, le complotisme conduit à une remise en cause des fondements du débat démocratique. On peut envisager la démocratie comme un système politique visant à organiser les dissensions, et divergences d'intérêts, entre différents groupes au sein de la société. Toutefois, le fonctionnement démocratique implique l'existence d'un « socle » de faits sur lequel tout le monde s'accorde (la Constitution, la légitimité d'un scrutin, d'un vote parlementaire...). Le complotisme tend à saper ce socle, de telle sorte que des faits apparaissent comme contestables et comme équivalents à de simples opinions. Dans un entretien récent à la chaîne ABC⁴⁶, le sénateur républicain Rand Paul exprimait précisément cette idée en reprochant à la chaîne de ne pas laisser un temps de parole à ceux qui considèrent que Trump est le véritable gagnant de l'élection et ceux qui considèrent que la victoire de Biden est légitime. En d'autres termes, la distinction entre fait et opinion disparaît, ce qui mine la possibilité d'un débat démocratique.

Enfin, et ce point découle du précédent, le complotisme contribue à une polarisation de la société. Dans un entretien récent, Snyder ⁴⁷ suggère que les États-Unis sont en train de passer d'une société de la confiance à une société de la croyance. Dans une société de la confiance, tout le monde a accès aux mêmes informations et l'on peut faire confiance aux gens qui nous entourent (même s'ils ne partagent pas nos opinions) dans le contexte d'interactions quotidiennes nécessaires au fonctionnement social : par exemple, on sait que notre vote sera pris en compte ou qu'une transaction financière sera exécutée. Dans une société de la croyance, dit Snyder, les autres ne sont reconnus que s'ils pensent comme nous. Ceci favorise évidemment la polarisation des attitudes et des croyances. Aux États-Unis, certains politologues refusent même l'appellation « polarisation » au profit de celle de « sectarisme politique » pour caractériser l'opposition entre républicains et démocrates : le sectarisme n'est pas seulement une opposition d'idées, mais une volonté de dominer le parti adverse⁴⁸. L'issue d'une telle opposition, en l'absence de possibilité d'un dialogue démocratique, pourrait bien être de nature violente (et l'insurrection du Capitole le 6 janvier 2021 en témoigne). Une telle issue est facilitée par la disparition de médias généralistes (on parle de « désert médiatique dans certaines régions ») en faveur d'« écosystèmes informationnels » beaucoup plus restreints (notamment *via* les réseaux sociaux). En d'autres termes, en sapant les médias, le complotisme contribue aussi à fissurer le socle sur lequel le débat démocratique peut s'organiser. Le récit complotiste augmente les risques de voir des événements violents se reproduire et ainsi ce discours érode l'équilibre démocratique. ■

⁴⁶ George Stephanopoulos interviews Sen. Rand Paul, R-Ky., on "This Week." (24/01/2021). [Youtube video]. <https://www.youtube.com/watch?v=gCoHYei0OeE>

⁴⁷ Snyder, T. (2021). The Anatomy of Tyranny. Podcast. <https://www.npr.org/2021/01/20/958828047/the-anatomy-of-autocracy-timothy-snyder?t=1611650469983>

⁴⁸ Finkel, E. J., Bail, C. A., Cikara, M., Ditto, P. H., Iyengar, S., Klar, S., ... & Druckman, J. N. (2020). Political sectarianism in America. *Science*, 370(6516), 533-536.

CRISE SANITAIRE ET COMPLICITÉ

Par Antoine Bristielle

Professeur agrégé en sciences sociales, chercheur au PACTE (Sciences Po Grenoble),
Expert associé à la Fondation Jean Jaurès

Depuis plusieurs années maintenant, de nombreuses études montrent la perméabilité de la population française aux différentes théories du complot, soit ces théories cherchant à expliquer tout un ensemble d'événements par une conspiration ourdie dans l'ombre par quelques individus puissants. Si l'utilisation tous azimuts de ce terme peut être problématique tant il assimile parfois largement toute forme de critique ou de scepticisme à du complotisme, il n'en demeure pas moins que l'appétence *réelle* de certains Français pour ce type de théories est bien un phénomène majeur. Ainsi, même avant le début de l'épidémie, 43% des Français étaient d'accord pour dire que le gouvernement était de mèche avec l'industrie pharmaceutique pour cacher la réalité sur la nocivité des vaccins, 25% croyaient que les élites politiques organisent sciemment le « grand remplacement » de la population européenne par une population immigrée, 22% pensaient toujours qu'un complot sioniste à l'échelle mondiale était une réalité⁴⁹. Si l'adhésion aux théories du complot n'est donc pas un phénomène nouveau, il n'en demeure pas moins que la pandémie de Covid-19 a constitué un véritable accélérateur pour les théories du complot. À titre d'exemple dans les mouvements anti-masques sur les réseaux sociaux, l'adhésion aux différentes théories complotistes était autour de 30 points supérieure à ce que l'on constatait dans le reste de la population française⁵⁰. De même, le documentaire « Hold-Up » rassemblant un assemblage hétéroclite de théories complotistes a été vu plusieurs millions de fois, au point de devenir un des faits marquants de la fin d'année 2020⁵¹.

Cette évolution de l'intérêt des Français pour les théories du complot, si elle a de quoi inquiéter, n'est pas non plus totalement étonnante. D'une part, l'adhésion à ce type d'explications du monde qui nous entoure prospère sur le besoin de réponses face à des phénomènes inexpliqués et traumatisants dans une époque où les grands récits explicatifs, qu'ils soient politiques ou religieux ont perdu en intensité⁵². Or, à ce niveau, la violence de la pandémie et des bouleversements sociaux et économiques qu'elle a engendrée a placé la population devant une demande d'explications globales que les institutions politiques et scientifiques avaient du mal à fournir. D'autre part, le manque de confiance dans les institutions politiques et scientifiques est un véritable facteur explicatif de l'adhésion au complotisme. Pour le dire autrement, moins les citoyens ont confiance dans les institutions et notamment dans les institutions politiques, plus ils vont avoir tendance à adhérer aux différentes théories du complot⁵³. Cette défiance envers les institutions prend en France un aspect structurel, tant la confiance dans nos institutions politiques baisse d'année en année au point d'atteindre aujourd'hui des niveaux abyssaux. Mais la crise sanitaire que nous traversons a également apporté une dimension conjoncturelle au phénomène de défiance. D'un côté, les injonctions contradictoires du gouvernement concernant la gestion de l'épidémie et notamment sur la question des masques n'ont fait que renforcer le scepticisme des Français. D'un autre côté, alors que les scientifiques conservaient au début de l'épidémie une forte confiance des Français, le taux de confiance a largement chuté en l'espace de quelques mois, passant de 90% de confiance en début d'année 2020 à 70% à l'automne. À coup sûr, la mise en scène de controverses scientifiques parfois artificiellement construites dans certains médias a largement contribué à ce phénomène.

⁴⁹ <https://jean-jaures.org/nos-productions/enquete-complotisme-2019-les-grands-enseignements>

⁵⁰ <https://jean-jaures.org/nos-productions/bas-les-masques-sociologie-des-militants-anti-masques>

⁵¹ https://www.liberation.fr/france/2020/11/23/six-millions-de-vues-pour-hold-up-itineraire-du-documentaire-phenomene_1806292

⁵² TAGUIEFF, Pierre-André. *Court traité de complotologie*. Fayard/Mille et une nuits, 2013.

⁵³ BROUARD, Sylvain. « Respect des consignes sanitaires : évolutions et déterminants », Note Attitudes towards COVID-19 - A comparative study, Sciences Po CEVIPOF, note 12, novembre 2020, 8 p.

Il n'en demeure pas moins que sans traitement des causes de fond du phénomène complotiste – la défiance envers les institutions – toutes les autres actions auront de grandes chances de demeurer vaines. Entendons-nous bien, il ne s'agit pas de dire que la critique des gouvernements et des politiques menées par ces derniers n'a plus de place dans nos systèmes politiques, au contraire, la controverse est l'essence même de la démocratie. Il s'agit seulement de renouer avec une plus grande légitimité des institutions qui organisent justement cette controverse démocratique, afin de ramener davantage de rationalité dans le débat public. ■



COMMENT LUTTER CONTRE L'INFODÉMIE ?

DOSSIER #6 : LE VIRUS DU FAUX

MARS 2021

Dossier dirigé par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS.

COMMENT LUTTER CONTRE L'INFODÉMIE ?

Par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS

Dans les précédents dossiers de l'Observatoire, nous avons rencontré trois phénomènes développés à une échelle inédite avec la pandémie :

- fake news ou *infox* au sens strict : contenus, texte ou images truquées,
- désinformation (attribuée à des puissances géopolitiques ou à des groupes organisés) introduisant dans le débat des éléments perturbateurs, des contradictions, de fausses accusations, des thèses douteuses, etc.
- théories dites complotistes qui postulent a) que la « parole officielle » des autorités et des médias nous trompe délibérément, et b) qu'il existe une explication cachée aux malheurs du temps, Covid en tête, et qu'elle implique l'action secrète d'un groupe d'hommes puissants, nullement le hasard.

Bien entendu, les trois se mêlent au quotidien et rencontrent des prédispositions de l'opinion, scepticisme envers les gouvernants et la science, méfiance envers les médias classiques, etc. Cette crise de la vérité - ou de l'autorité et de la vérification – est souvent décrite comme une menace pour nos démocraties. Et appelle immédiatement un : que faire ?

Faire la chasse au faux ? Certes. Personne ne souhaite que les photos truquées ou les légendes dangereuses pour la santé ne prolifèrent, notamment en ligne. Mais comment ? Trois types de solution viennent spontanément à l'esprit.

Les premières ressortent à l'interdit au sens large : empêcher lesdits messages d'arriver au cerveau des citoyens. Le schéma valable au temps des médias classiques - ou bien censure a priori (il faut demander une autorisation) ou bien censure a posteriori (punir ceux qui ont publié des messages répréhensibles) - fonctionne mal au temps des réseaux sociaux et de la circulation instantanée. Certes, la législation peut tenter de faire disparaître les contenus ou les sources (faux comptes, sites se présentant de façon trompeuse) ; du reste, la loi de 1881 prévoyait déjà de punir la production de pièces fabriquées, falsifiées, voire mensongères et basées sur la mauvaise foi, dans le but de perturber gravement l'ordre public.

Premier risque de cette méthode : faire de l'État le garant du vrai (ou le dénonciateur du faux) c'est lui conférer un contrôle inquiétant. Les autorités ou les élites peuvent vouloir expliquer l'opposition par l'intoxication, et la critique par les fausses nouvelles que croiraient de braves gens (qui autrement, bien entendu, ne songeraient pas à mal). Réduire le débat à la lutte des lucides et des intoxiqués ou conférer à une autorité, fût-elle judiciaire, le pouvoir de dire ce qui est réel implique des risques démocratiques. Dans son article, Charles Thibout analyse la « voie sinueuse » de la régulation européenne entre liberté et censure.

Mais quand bien même ce problème serait résolu de façon transparente, reste l'obstacle de la technique. Qui peut retirer un compte ou un contenu (ou le faire disparaître des moteurs de recherches, ou l'étiqueter comme trompeur) ?

Les opérateurs techniques, les grands du Net ! Le législateur ne peut que leur demander de faire disparaître plus vite ce qu'ils auraient souvent songé spontanément à supprimer. Et ce grâce à leurs algorithmes ou via leurs modérateurs - ne serait-ce que pour ne pas être accusés de mettre la santé publique en danger ou de permettre le trucage des élections. Voulons-nous transférer aux GAFAM le pouvoir de dire ce qui est réel et ce qui est illicite ? Mais surtout qui peut les en empêcher ? Dans le texte de Cécile Guérin, on verra comment les plateformes ont réagi au risque de devenir l'écosystème des fausses nouvelles et des délire.

Gérard Grizbec, lui, nous parle du rôle des journalistes comme vérificateurs professionnels. Une autre solution consiste, en effet, à signaler le faux comme tel et donc simplement à le dénoncer publiquement. C'est le principe du *fact-checking* pratiqué par les grands médias (la plupart ne seraient-ce que pour marquer leur différence avec les contenus en ligne, se sont dotés de services de vérification). Si cette démarche se borne aux seuls faits - à l'administration de la preuve, au retour aux sources primaires, à l'enquête, à la confrontation des versions, etc. - et ne devient pas prétexte à disqualifier certaines opinions comme délires ou désinformations, rien à redire. Mais même dans ce cas, la vérification est confrontée à l'ampleur de l'effort (loi dite de Brandolini « La quantité d'énergie nécessaire pour réfuter des idioties est très supérieure à celle nécessaire pour les produire »), d'autre part, la difficulté d'atteindre les publics concernés (qui peuvent même voir dans la dénonciation par les médias « *mainstream* » une preuve supplémentaire que les puissants leur mentent).

Un dernier type de solution a été énoncé environ quatre siècles avant notre ère : éduquer chacun à la pensée critique, apprendre à discerner le vrai du faux, le logique de l'illogique, le prouvé du douteux, et les sophismes ou les paralogismes du raisonnement correct. Former le citoyen à juger du certain et du vraisemblable est un vieil idéal. Lui donner les moyens de son autonomie et le protéger des errements de l'opinion seraient une seule et même chose. C'est certainement un noble objectif, mais qui demande un immense effort de refondation et qui touche aux fondements mêmes de nos démocraties. Nous n'avons décidément pas fini de tirer les leçons de l'infodémie.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET CENSURE PUBLIQUE-PRIVÉE : LA VOIE SINUEUSE DE LA RÉGULATION EUROPÉENNE

Par Charles Thibout

Chercheur associé à l'IRIS

Senior Researcher à la Joint European Disruptive Initiative

La lutte contre la désinformation est-elle affaire de normes ? C'est en tout cas la direction empruntée par la Commission européenne, avec le Digital Services Act (DSA), et la France, à travers le projet de loi « confortant le respect des principes républicains ».

Par-delà les circonlocutions d'usage – et légalement nécessaires, impartialité oblige –, ces deux textes visent précisément les grandes plateformes de médias sociaux états-uniennes : Facebook et Instagram, YouTube (Google), Twitter et Snapchat, principalement – et la plateforme chinoise TikTok dans une moindre mesure. Les autorités politiques leur reprochent d'être les vecteurs de *fake news*, les relais d'opérations de subversion à des fins géopolitiques, et de contribuer à l'efflorescence des théories complotistes, principalement parce que ce type de contenus, à la propagation fulgurante, est une source substantielle de revenus publicitaires. Le fait est que ces plateformes ne sont pas soumises (pour lors) au même contrôle que les médias traditionnels, censés montrer patte blanche à une agence de régulation – en France, le Conseil supérieur de l'audiovisuel. Ce diagnostic a directement présidé à la confection du projet de règlement européen DSA, présenté par les commissaires Breton et Vestager en décembre 2020.

Pourtant, Internet n'est pas le « *Far West* » tant décrié. Depuis 2000, la directive e-commerce pose les principes cardinaux de la régulation des contenus sur ces plateformes qui, en qualité d'hébergeur, sont tenues de retirer les contenus dès qu'ils leur sont notifiés et que leur illicéité est manifeste ; autrement, elles engagent leur responsabilité. Cette simple procédure semble toutefois peu satisfaire les juristes européens.

Entre alors en lice le DSA. La principale innovation tient à son application géographique : elle ne dépend pas du lieu d'établissement principal de l'entreprise gérant la plateforme, c'est le « pays de destination » qui s'impose, que la firme soit basée aux États-Unis, en Chine ou partout ailleurs. L'intérêt d'une telle disposition est de limiter la pratique dite du « *forum shopping* », qui consiste à établir son centre d'opérations légal dans un pays dont les juridictions et la législation concordent le plus avec ses intérêts. Le DSA promet d'y mettre un terme.

Si le projet de règlement entend s'appliquer à l'ensemble de l'Union européenne, sa mise en œuvre pourra être adaptée localement par les États membres. En témoigne la définition de « contenu illicite », proposée par la Commission (DSA art. 2), qui comprend « *toute information qui, en soi ou de par sa référence à une activité [...], n'est pas conforme au droit de l'Union ou au droit d'un État membre* ». Autrement dit, les contenus soumis à la censure d'État seront à géographie variable.

Les politiques de surveillance étatique ne devraient pas non plus pâtir outre mesure du nouveau règlement. Bien que l'article 7 interdise que des « *obligations générales de surveillance* » des contenus soient imposées aux « *fournisseurs de services intermédiaires* » (au premier rang desquels les plateformes) par les autorités, le texte ouvre la voie à quantité d'interprétations par les juridictions nationales et partant, à la mise en place de dispositifs de surveillance et de contrôle des contenus d'échelles variables. C'est donc avec circonspection qu'il conviendra

d'observer l'effort de « protection contre l'ingérence de l'État dans la liberté d'expression et d'information des citoyens » qu'affiche la Commission européenne.

Alors que le DSA aborde à peine le parcours législatif européen, le gouvernement français a décidé de prendre les devants et d'anticiper son application par le biais du projet de loi « confortant le respect des principes de la République », l'ex-projet de loi « contre le séparatisme ». Ce texte comprend, en effet, un volet numérique qui s'apparente à une transcription anticipée du règlement DSA, au demeurant superflue, puisqu'un règlement est directement applicable contrairement à une directive, et inopportune, car la base juridique du DSA n'est pas encore consolidée. Manifestement, il s'agit d'une manière de résurrection forcée de la proposition de loi « contre la haine en ligne », portée par la députée Laëtitia Avia et largement retoquée par le Conseil constitutionnel en 2020, en raison de ses multiples atteintes « à l'exercice de la liberté d'expression et de communication ».

Parmi les nouvelles dispositions introduites par le projet de loi « séparatisme », l'article 18 reprend et élargit considérablement le périmètre d'action prévu par l'article 24 du projet de loi « sécurité globale », en punissant de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende *« le fait de révéler, de diffuser ou de transmettre [...] des informations relatives à [...] une personne permettant de l'identifier ou de la localiser aux fins de l'exposer, elle ou les membres de sa famille, à un risque direct d'atteinte à la personne ou aux biens »* (cinq ans d'emprisonnement et 75 000 euros d'amende si la victime est *« dépositaire de l'autorité publique, chargée d'une mission de service public ou titulaire d'un mandat électif public »*). Cet article est fortement contesté, en raison des menaces qu'il fait peser sur la liberté d'expression et d'information.

Les grandes plateformes ne sont pas délogées, pour autant, de toute responsabilité, puisque leurs diligences dans la suppression des contenus illicites notifiés, voire la suppression de comptes, seront contrôlées par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA). Le CSA verra ainsi ses prérogatives élargies à Internet, ce qu'il souhaite en réalité depuis les années 1990. Désormais, si les plateformes ne se conforment pas aux mises en demeure de l'agence de régulation, le CSA pourra leur infliger une amende de *« 20 millions d'euros ou 6 % du chiffre d'affaires annuel mondial total de l'exercice précédent, le montant le plus élevé étant retenu »* (art. 19 bis, art. 42 du DSA).

Cela résout-il, pour autant, le problème de la « haine en ligne », ce monstre normatif d'importation américaine dont la traduction dans l'ordre juridique étatique français pose tant de difficultés ? L'une des avancées majeures introduites par le DSA et le projet de loi séparatisme, par rapport à la PPL Avia, tient à la suppression de toute précision quant aux délais impartis aux plateformes pour supprimer les contenus *« manifestement illicites »* et les comptes des utilisateurs qui les véhiculent (DSA, art. 14). En effet, le nombre de signalements effectués auprès des plateformes est trop élevé pour être traité en 24 heures, *a fortiori* en une heure, comme le préconisait la PPL Avia. Le manque de temps et la crainte des sanctions aboutiraient inéluctablement à ce que les plateformes censurent *a priori* les contenus signalés comme illicites.

En dépit de l'assouplissement de la procédure de retrait, les « garanties » apportées au respect de la liberté d'expression par la Commission européenne et la France sont-elles suffisantes ? Les projets législatifs reviennent, malgré tout, à octroyer un pouvoir censorial à des entreprises privées, de surcroît extraeuropéennes, quand il s'agit d'une prérogative traditionnellement dévolue à l'autorité judiciaire, « *gardienne de la liberté individuelle* », selon les termes de l'article 66 de la Constitution de la V^e République. D'autant qu'il est demandé à ces acteurs d'interpréter des règles de droit édictées par le législateur pour établir le caractère « *manifestement* » illicite des contenus signalés, ce qui est la fonction d'un juge.

L'approche régulatoire empruntée par l'Union européenne pourrait nourrir *in fine* le processus de privatisation et de dénationalisation de la justice et son corollaire, le pouvoir de censure, tandis que les garde-fous destinés à protéger la liberté d'expression paraissent s'évanouir devant la raison d'État. Tout en fustigeant leur hégémonie, le législateur européen risque donc de concourir au transfert de prérogatives régaliennes à des entreprises privées et étrangères. Ce choix pourrait étonner s'il ne reposait, précisément, sur l'instrument de prédilection des autorités politiques européennes en matière d'action publique : la régulation. Soit l'encadrement par des instruments normatifs plus ou moins contraignants d'un marché considéré comme défaillant. Réguler l'espace informationnel équivaut à le considérer comme un marché et à légitimer ses lois particulières. Par conséquent, rien de plus naturel que d'en confier les outils de réparation et de gestion à ceux qui en fixent les règles, au risque du paradoxe. ■

QUAND LES GRANDS DU NET SE MOBILISENT CONTRE L'INFODÉMIE

Par Cécile Guerin

Chercheuse à l'Institute for Strategic Dialogue (ISD) à Londres

La pandémie de COVID-19 offre une opportunité aux plateformes de réseaux sociaux de revoir leur stratégie de gestion de crise et d'aller au-delà d'une réponse réactive à la désinformation, basée sur la suppression de contenus isolés.

Pendant les cent premiers jours de la pandémie, nous avons assisté à une mobilisation accrue des grandes entreprises de réseaux sociaux pour répondre à « l'infodémie » identifiée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Cette activité a marqué un revirement notable par rapport aux politiques passées des plateformes. Pendant les années pré-COVID, celles-ci ont largement refusé de se poser en « censeurs » et arbitres de la vérité, laissant ainsi des réseaux conspirationnistes et de désinformation, notamment anti-vaccins, se développer.⁵⁴ La pandémie semble avoir changé la donne : les plateformes, auparavant anti-interventionnistes, ont mis en avant leurs efforts affichés pour lutter contre les « fake news ».

Parmi les mesures prises par Facebook, Twitter ou encore YouTube au début de la pandémie : la mise en place de partenariats avec des initiatives de *fact-checking* (dont Poynter IFCN), la labellisation et suppression à grande échelle de contenus signalés par des experts, la diffusion de messages officiels provenant de l'OMS ou encore l'interdiction de publicités visant à mettre à profit la pandémie. Facebook a créé son 'Centre d'Information COVID-19' doté d'informations médicales officielles⁵⁵ - une initiative répliquée sous divers formats par d'autres plateformes. Fin 2020, la lutte contre la désinformation s'est concentrée sur les contenus anti-vaccins : en octobre, Facebook a interdit les publicités anti-vaccins⁵⁶ tandis que Twitter a modifié ses règles de communautés pour élargir la notion de contenus 'néfastes' à un panel plus large de propos anti-vaccins.

Toutes ces mesures n'ont pas réussi à enrayer la prolifération de désinformation et théories du complot en ligne. Selon une étude de l'Oxford Internet Institute (OII), plus de 85% de la désinformation sur le COVID-19 trouve son origine sur les réseaux sociaux.⁵⁷ Une enquête de l'Institute for Strategic Dialogue (ISD) pour la BBC a montré qu'en l'espace de quelques mois, des pages connues pour leur partage régulier de théories du complot ont suscité plus de 80 millions d'interactions en ligne (à titre comparatif les sites de l'OMS et du *Center for Disease Control* aux États-Unis ont reçu environ 12 millions d'interactions prises ensemble⁵⁸), reflet de la capacité des « fake news » à atteindre des audiences plus larges que les institutions officielles.

Des contenus conspirationnistes demeurent sur les plateformes plusieurs semaines après leur signalement,⁵⁹ tandis que les acteurs propageant de la désinformation contournent les efforts de modération des plateformes. Ainsi, la

⁵⁴ [Les activistes antivaccin utilisent les réseaux sociaux pour propager leurs idées \(lemonde.fr\)](#)

⁵⁵ [\(20+\) COVID-19 Info Center | Facebook | Facebook](#)

⁵⁶ [Facebook interdit la publicité anti-vaccin | Les Echos](#)

⁵⁷ [Types, sources, and claims of COVID-19 misinformation | Reuters Institute for the Study of Journalism \(ox.ac.uk\)](#)

⁵⁸ [BBC iPlayer - Click - A Changing World](#)

⁵⁹ [20200515-ISDG-100-days-Briefing-V5.pdf \(isdglobal.org\)](#)

politique récente de suppression des « fake news » anti-vaccins par Facebook qui s’est attaquée aux « influenceurs » est-elle passée à côté à côté d’influenceurs à l’audience plus restreinte et qui continuent d’être actifs⁶⁰ Les propagateurs de désinformation adaptent également leur langage pour éviter les mécanismes de détection des plateformes. Enfin, comme l’a démontré une récente enquête du *Bureau of Investigative Journalism*, Facebook continue d’abriter des publicités interdites par les règles de la plateforme et permet à des auteurs de désinformation d’utiliser des fonctionnalités de levée de fonds.⁶¹

Si les réponses des plateformes se sont avérées largement insuffisantes, c’est qu’elles sont appliquées de manière isolée, chaque plateforme agissant en solo face à l’écosystème de la désinformation. La gestion de l’infodémie s’appuie également sur une approche court-termiste de suppression de contenus, et ignore les acteurs propageant la désinformation et les modes de diffusion de celle-ci. Enfin, les entreprises de réseaux sociaux ont vu leurs équipes de modération impactées par la crise sanitaire et font un usage accru de l’intelligence artificielle (IA) pour leur modération.

Une fois la pandémie sous contrôle, la crise de l’information continuera en l’absence d’une réponse multisectorielle ambitieuse, coordonnée et internationale. En attendant cette législation, des mesures peuvent être prises pour enrayer la désinformation. La COVID-19 peut informer la stratégie de gestion de crise à long terme des entreprises du web. À cet égard, d’autres crises offrent des enseignements précieux sur la meilleure façon de répondre à la crise présente et aux défis futurs. En témoigne notamment l’exemple de la gestion du risque terroriste par les plateformes.

En 2012, les Nations Unies ont alerté les entreprises du web de l’usage croissant de leurs plateformes par les acteurs terroristes.⁶² À la suite de la vague d’attentats commandités par Daesh en 2015, et celle inspirée par des idéologies d’extrême droite en 2019-2020, les appels se sont multipliés à une coopération accrue entre plateformes et services de sécurité, ainsi qu’à une réponse multisectorielle. La naissance du *Global Internet Forum to Counter Terrorism* (GIFCT),⁶³ une coalition composée d’entreprises du web, de gouvernements et d’organismes de recherche après les attentats de Christchurch, a permis de créer une plateforme de détection et de réponse coordonnée aux attentats terroristes et à leur exploitation en ligne. Un modèle de coalition alliant grandes plateformes, plateformes plus récentes ou émergentes (Snapchat, TikTok, etc.), gouvernements et chercheurs, peut servir d’inspiration à un effort international concerté pour lutter contre l’infodémie.

Au-delà de la question de la suppression des contenus et de la nécessité pour les plateformes de mieux mettre en œuvre leurs propres règles de la communauté, une stratégie efficace doit prendre en compte les acteurs et stratégies de diffusion de la désinformation et mettre en place des mécanismes qui freinent la propagation de contenus viraux.

⁶⁰ [Antivaxx microinfluencers are Facebook’s next big problem | WIRED UK](#)

⁶¹ [Facebook ‘still making money from anti-vax sites’ | Facebook | The Guardian](#)

⁶² [The use of the Internet for terrorist purposes \(unodc.org\)](#)

⁶³ [GIFCT | Global Internet Forum to Counter Terrorism](#)

Ce type d'approche est particulièrement utile face à la diffusion rapide de contenus – comme l'a illustré le cas du documentaire *Hold-Up* en France, qui a reçu plusieurs millions de vues en ligne en l'espace de quelques jours.⁶⁴

Enfin, en sus d'une réponse purement réactive, les entreprises technologiques peuvent jouer un rôle proactif dans la lutte contre la désinformation en travaillant avec les influenceurs actifs sur leurs plateformes pour diffuser des informations crédibles auprès des internautes. Si des recherches ont montré que les messages gouvernementaux ont parfois du mal à trouver un écho auprès de la population⁶⁵ notamment sur fond de défiance envers les élites politiques, des figures influentes auprès de différentes communautés en ligne peuvent jouer le rôle de messenger crédible pour le *fact-checking*. ■

⁶⁴ [Le documentaire "Hold-Up" a été vu \(au moins\) plus de deux millions et demi de fois sur Internet \(franceinter.fr\)](http://franceinter.fr)

⁶⁵ [A Failure to Communicate - Public Health Messaging and the Pandemic \(gsu.edu\)](http://gsu.edu)

LE FACT-CHECKING DES JOURNALISTES

Par Gérard Grizbec

Chercheur associé à l'IRIS

La pandémie a fait exploser le nombre de fake news. Jamais un tel nombre de fausses nouvelles n'étaient apparues sur les réseaux sociaux. Depuis un an, les rédactions ont renforcé les équipes de journalistes dédiés au fact-checking.

DE QUOI S'AGIT-IL ?

Le mot anglais *fact-checking* peut se traduire par la vérification des faits. Ce terme est apparu aux États-Unis dans les années 90. Il s'agit donc d'un journalisme de vérification. À l'origine, ce besoin ne se faisait qu'en interne. En effet, au siège du média, on vérifiait l'information donnée par le reporter sur le terrain. C'est ce que l'on appelle recouper ses sources. Puis l'habitude a été prise de vérifier les discours des personnalités politiques, surtout en période électorale où les arguments se fondent parfois sur des chiffres fantaisistes. Ainsi, le fact-checking joue un rôle essentiel dans la vie politique française depuis une vingtaine d'années, surtout depuis les élections présidentielles de 2012.

Grâce à Internet, des sites spécialisés dans l'analyse du travail des médias se sont vite imposés : « Arrêt sur images » fut un des premiers (1995). HoaxBuster est une plate-forme collaborative qui existe depuis l'an 2000. *Hoax* est un anglicisme informatique qui signifie bobard, rumeur, canular, intox que l'on retrouve sur Internet. Puis les médias eux-mêmes ont décidé de vérifier l'information fournie par les réseaux sociaux. En effet, depuis leur apparition au début des années 2000, chacun s'exprime sur les réseaux sociaux sur un pied d'égalité avec l'autre, quel que soit son statut. Trop souvent ce qui se disait au comptoir du bistro, une rumeur, un coup de gueule, est diffusé comme tel sans aucune vérification préalable. Le filtre journalistique avant diffusion n'est plus possible il se fait donc a posteriori. Aujourd'hui, en France, il existe des dizaines de sites de fact-checking. Libération a créé « désintox » dès 2008, Le Monde « les décodeurs » l'année suivante, France Info « le vrai du faux » en 2012, l'AFP « AFP factuel » en 2017. En Europe, 90 % des sites de fact-checking ont moins de 10 ans.

Très vite, la vérification s'est étendue bien au-delà du domaine politique, touchant tous les champs de la vie sociale. De plus, il a fallu vérifier au plus près de l'évènement, presque en même temps. D'où l'aide apportée par l'intelligence artificielle. Ainsi en 2013, le Washington Post a présenté un logiciel robot (truth teller) qui peut, par exemple, analyser en temps réel un discours politique et le comparer au stock de vérifications déjà effectuées par les journalistes.

COMMENT ÇA MARCHE ?

Pour savoir si une information trouvée sur les réseaux sociaux est vraie, il faut d'abord identifier l'auteur du message. S'agit-il d'un média connu, jugé fiable ? Il vaut toujours mieux se fier aux médias reconnus même si les journalistes et les experts peuvent bien sûr se tromper ! Si le site ou l'auteur est inconnu, il faut se méfier et donc vérifier. Quelle est la source ? La date ? Souvent, une information ancienne revient automatiquement au premier plan parce qu'elle a été beaucoup partagée. Dans ce cas, l'information ne peut pas être considérée comme nouvelle. Avec le robot de

l'IA, le nombre de clics remplace la hiérarchisation de l'information. Il ne faut donc pas se laisser impressionner par le nombre de partages. Tout cela est vérifiable sur Google.

Il y a le texte, mais aussi les photos et les vidéos. Et là, attention aux émotions ! La force de la fake news, c'est l'émotion, le message choc qui provoque compassion ou colère et fait perdre tout contrôle de soi, tout recul sur l'évènement. La photo n'est pas une preuve, la vidéo non plus. L'image peut toujours être retouchée. Il faut rechercher encore l'auteur et la date. Aujourd'hui, les grandes rédactions ont des sites sur lesquels ils publient textes, photos et vidéos. Leur service de fact-checking est souvent composé de jeunes journalistes très à l'aise avec les outils numériques. Pour autant, chacun d'entre nous peut faire son fact-checking. Par exemple, on peut recopier l'URL d'une image sur Google Images. L'URL est une adresse qui précise la localisation d'une ressource Internet. Sur son ordinateur, on peut aussi installer gratuitement l'extension Google Chrome : Invid extension et Riveye extension. Riveye permet d'inverser l'image et voir ainsi si elle a déjà été utilisée dans le passé puis inversée pour faire croire qu'elle est actuelle. L'outil permet aussi de vérifier si la taille de la photo a été modifiée pour être mieux maquillée. Grâce à une loupe, Invid nous aide à ausculter la photo dans le détail. On peut ainsi repérer les personnages, leur tenue, leur environnement pour pouvoir mieux observer l'image et faire des remarques de bon sens (l'habit ou la végétation correspondent-ils au lieu et à la saison du moment ? Quelle est la langue utilisée sur l'inscription dans un coin de l'image ?). Invid permet aussi d'identifier l'auteur de la photo, le nom de l'appareil utilisé, la date de la prise de vue, bref les métadonnées du cliché.

LES LIMITES DU FACT-CHECKING

Reste une difficulté et elle est de taille. Chercher à établir les faits est essentiel pour faire vivre un débat démocratique. Mais à quoi sert le fact-checking pour quelqu'un qui croit à « une vérité alternative » comme disait Kellyanne Conway, conseillère de Donald Trump en 2017 ? Comment convaincre un complotiste que la pandémie n'a pas été organisée par Bill Gates ? Que les vaccins ne contiennent pas de puces électroniques ? On l'a vu avec le documentaire « Hold-Up », dénoncé par toute la presse grand public pour son contenu complotiste. Le film a été patiemment décortiqué, fake news après fake news, et pourtant, il a été vu plus de 2 millions de fois sur Internet. Difficile de convaincre lorsque l'on s'écarte de toute rationalité, lorsque la conviction est du domaine de la foi, mais cela ne veut pas dire qu'il faut abandonner, le fact-checking est nécessaire, mais c'est un outil parmi d'autres. Enfin, ce travail de décryptage permanent a aussi permis de faire un inventaire des sites les plus malveillants, ceux qui ont été les champions de la fake news sur la pandémie. L'entreprise NewsGuard en a retenu une dizaine : *FL24.net*, *RiposteLaique.com*, *LesMoutonsRebelles.com*, *LeCourrier-du-Soir.com*, *FranceSoir.fr*, *NS2017.wordpress.com*, *NoSignalFound.fr*, *ReseauInternational.net*, *Breizh-Info.com*, *Medias-Presse.info*. ■



TRIBUNES & ENTRETIENS

La crise du Covid-19 en Iran

par Thierry Coville, chercheur à l'IRIS, spécialiste de l'Iran (05.10.20)

L'Iran a été particulièrement affecté par la crise du Covid-19, avec le plus grand nombre de décès dans la zone Moyen-Orient/Asie, après l'Inde. Il est donc très révélateur d'analyser l'impact de la pandémie sur l'environnement géopolitique et les relations entre la société et le pouvoir dans ce pays.

La relation Chine-Taïwan au révélateur de la pandémie mondiale

Entretien avec Barthélémy Courmont, directeur de recherche à l'IRIS, en charge du programme Asie-Pacifique (12.10.20)

La Chine et Taïwan se démarquent au cœur de cette crise sanitaire par leur gestion et leur diplomatie. Ces succès les mènent à entrer dans une concurrence économique et diplomatique à l'échelle internationale.

Existe-t-il un vaccin pour sauver l'OMS ?

par Anne Sénéquier, médecin, chercheuse à l'IRIS (19.10.20)

L'épidémie qui était observée d'un œil curieux, mais un peu désintéressé par un Occident non concerné, est venue chambouler de nombreuses croyances. Tant est si bien qu'au moment de passer à l'action, plus personne n'était à l'écoute, trop horrifié par ce qu'il se passait dans nos sociétés. L'Organisation mondiale de la santé (OMS), que l'on entendait d'ordinaire si peu, était sur le devant de la scène, se révélant être un piètre chef d'orchestre.

Covid-19 : une bataille stratégique entre la Chine et les États-Unis en Amérique latine

par Christophe Ventura, directeur de recherche à l'IRIS (26.10.20)

Plus tardivement touchée que l'Europe – les premiers cas de malades du coronavirus apparaissent en Amérique latine les 26 et 29 février 2020 au Brésil puis en Equateur, avant d'autres début mars au Chili, en Colombie et au Pérou -, la région n'en est pas moins devenue, avec les États-Unis, l'épicentre mondial de la pandémie de Covid-19 à partir de juin 2020.

Afrique : quelle géopolitique du Covid-19 ?

Entretien avec Caroline Roussy, chercheuse à l'IRIS, en charge du programme Afrique/s (02.11.20)

Si le Covid-19 semble avoir jusqu'alors davantage épargné le continent africain, la pandémie a toutefois pesé de manière différenciée sur les processus électoraux en cours et a été sujette à de multiples instrumentalizations.

Conséquences économiques de la pandémie de Covid-19 : au-delà de la crise, des déséquilibres qui se creusent

par Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'IRIS (09.11.20)

La pandémie de Covid-19 a conduit pour la première fois dans l'histoire contemporaine à confiner une grande partie de la population mondiale pour limiter autant que faire se peut la propagation du virus. Face au manque d'anticipation et l'impréparation de la plupart des États, ces derniers n'avaient pas d'autres choix pour faire face à une épidémie de ce type. Ils

devaient aussi composer avec la multiplication des mouvements sociaux en grande partie liés à l'amplification des inégalités, au déclassement d'une partie de la population et aux injustices sociales qui en découlent partout dans le monde.

De Donald Trump à Joe Biden, une approche différenciée de la pandémie de Covid-19 aux États-Unis

Entretien avec Marie-Cécile Naves, directrice de recherche à l'IRIS (16.11.20)

Telle une ombre sur les élections, le Covid-19 a été à la fois un sujet et un ressort de la guerre culturelle aux États-Unis. Le président sortant a été très critiqué sur sa gestion de la pandémie, qui devrait être abordée de toute autre manière par Joe Biden qui vient d'être élu à la tête du pays.

L'exacerbation des tensions sociales en Inde par le Covid-19

par Olivier Da Lage, journaliste et écrivain (23.11.20)

Dans une société indienne déjà très polarisée depuis la reconduction au pouvoir au printemps 2019 des nationalistes hindous du BJP conduits par le Premier ministre Narendra Modi, l'irruption de la crise sanitaire au printemps 2020 a profondément rebattu les cartes tant sur le plan social que sur le plan politique.

Les conséquences économiques du Covid-19 et ses enjeux géopolitiques

par Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'IRIS (29.11.20)

La pandémie de Covid-19 a, comme tout le monde le sait, des conséquences économiques, qui même un an après le début de la propagation du virus, restent difficiles à évaluer. La crise économique s'est déroulée en trois actes pour l'instant et deux autres pourraient suivre.

Course aux vaccins contre le Covid-19 : quels enjeux géopolitiques ?

Entretien avec Nathalie Ernoult, chercheuse à l'IRIS, co-directrice de l'Observatoire de la santé mondiale. (30.11.20)

Depuis le début de la pandémie, le vaccin apparaît comme la seule véritable solution pour endiguer le Covid-19. Il est alors devenu plus que jamais un enjeu géopolitique, mettant un peu plus en lumière les inégalités mondiales.

Cyberespaces et cyberattaque en temps de Covid-19

Entretien avec Charles Thibout, chercheur associé à l'IRIS (07.12.20)

Les cyberattaques sont devenues, depuis quelques années, l'objet d'une nouvelle lutte pour les États, au même titre que celles contre le terrorisme. À l'heure où la crise du Covid-19 pousse à utiliser encore plus le monde du numérique, les cyberattaques atteignent et opposent plus que jamais les États.

Le Maghreb à l'épreuve de la pandémie mondiale de Covid-19

Entretien avec Brahim Oumansour, chercheur associé à l'IRIS, spécialiste du Maghreb (14.12.20)

Le Maghreb, déjà ébranlé par des mouvements de contestations, n'a pas échappé à la pandémie du Covid-19. Cette crise sanitaire apparaît comme un nouvel obstacle pour les pouvoirs en place, les oppositions, mais surtout pour la situation économique des pays et ce sur fond de fake news.

Le business des vaccins contre le Covid-19 au centre des débats à l'OMC

par Sylvie Matelly, directrice adjointe de l'IRIS (21.02.20)

Alors que la vaccination contre le Covid-19 démarre en Europe et aux États-Unis, nombre de chefs d'État ont fait des déclarations pour souhaiter que l'ensemble de la population mondiale puisse y avoir accès. Cyniquement, nous pourrions en déduire que ces déclarations de bonnes intentions viennent en réalité habilement habiller une impérieuse nécessité : qu'une majorité de personnes soient vaccinées pour que la pandémie soit vaincue. Et pourtant, une vaccination universelle ne semble pas encore totalement acquise à l'heure qu'il est.

L'enjeu réel de la digitalisation monétaire face à l'exubérance des cryptomonnaies

Entretien avec Rémi Bourgeot, économiste, chercheur associé à l'IRIS (21.12.20)

La pandémie accélère le développement de solutions monétaires répondant à la digitalisation de l'économie. Au-delà des périlleuses montagnes russes des principales cryptomonnaies se joue aussi la mise au point d'un système monétaire efficace et stable pour l'ère digitale, impliquant des monnaies publiques et privées, aux degrés de centralisation très variés.

Quel positionnement international de la Chine dans la pandémie mondiale de Covid-19 ?

Entretien avec Emmanuel Lincot, chercheur associé de l'IRIS, professeur de la Faculté des lettres de l'Institut Catholique de Paris. (11.01.21)

Il y a plus d'un an déjà, le nouveau coronavirus apparaissait dans la région chinoise du Hubei, avant de se propager dans le reste du monde. La Chine, qui revendique d'en avoir fini avec la pandémie malgré un manque de transparence, semble vouloir utiliser cette dernière à son avantage sur la scène internationale.

Boris Johnson entre Covid-19 et Brexit

par Olivier de France, directeur de recherche à l'IRIS (18.01.21)

Les retombées du Brexit viendront-elles se noyer dans les vagues de l'épidémie de Covid-19 ? Ou les deux lames finiront-elles par se conjuguer pour doucher les espoirs du Parti conservateur aux prochaines échéances électorales ?

Pays du Golfe : leur gestion de la crise du Covid-19 en question

Entretien avec David Rigoulet-Roze, chercheur associé à l'IRIS (25.01.21)

Alors que la région du Moyen-Orient semblait avoir été épargnée lors des premiers mois de propagation du virus (hormis l'Irak et l'Irak), elle est aujourd'hui davantage touchée, mais de manière très inégale selon les pays. Comment les pays du Golfe, ont-ils géré la crise sanitaire ? En ont-ils profité pour l'instrumentaliser au profit d'un renforcement des pouvoirs ? Quid des conflits en cours dans ces conditions ?

Sport : comment le Covid-19 a-t-il impacté sa dimension géopolitique ?

Entretien avec Estelle E. Brun, chargée de recherche à l'IRIS (01.02.21)

Le monde du sport fait partie des nombreux domaines touchés de plein fouet par la crise du Covid-19. Au-delà des compétitions en elles-mêmes, nombreuses sont les conséquences aussi bien pour les États et leur diplomatie sportive, que pour l'égalité entre athlètes.

L'Europe face au Covid-19 : l'Union en quête d'une stratégie commune

par Edouard Simon, directeur de recherche à l'IRIS (08.02.21)

À la crise du Covid-19, l'Europe a dû apporter au moins trois types de réponses : sanitaire, économique et géopolitique. L'efficacité, la maturité et la cohérence de ces réponses varient largement, notamment en fonction des compétences de l'Union. Ce patchwork laisse à voir une Europe qui tente non sans mal d'articuler une réponse globale et cohérente à la crise du Covid-19 et à ses implications.

Covid-19 : quels impacts sur le climat ?

Entretien avec Julia Tasse et Sofia Kabbej, chercheuses à l'IRIS au sein du Programme Climat, énergie et sécurité (15.02.21)

La pandémie de Covid-19 a montré que la fragilité de nos modèles de société, et que quelques mois de confinement quasi planétaire n'étaient pas suffisants pour contrer des décennies de pollution. Elle a par ailleurs bouleversé les priorités politiques des gouvernements et leurs engagements en matière de climat.

Covid et credo. Comment l'infodémie révèle la crise de nos systèmes de croyances

par François-Bernard Huyghe, directeur de recherche à l'IRIS (16.02.21)

Que toute grande épidémie s'accompagne de rumeurs portant sur ses causes, ses mécanismes, ses responsables, ses remèdes... La peste de Camus décrit une ville bruissant de rumeurs et en quête de boucs émissaires. En période d'angoisse sur l'avenir et de restriction des libertés, il n'y a sans doute rien de surprenant à ce que nous soyons psychologiquement réceptifs à tout ce qui fait miroiter un espoir ou assigne une cause à nos malheurs.

La Russie et le Covid-19

Entretien avec Jean de Gliniasty, directeur de recherche à l'IRIS, ancien ambassadeur de France en Russie (22.02.21)

La gestion de l'épidémie de Covid-19 par Moscou semble avoir permis de limiter les contaminations et les décès, en comparaison avec les pays occidentaux, tout en assurant le maintien à flot de l'économie russe. Mais les chiffres des décès ont manifestement été sous-estimés par les autorités, le bilan global serait ainsi moins positif. Malgré cela, la Russie tire un bénéfice de la crise grâce à son vaccin Sputnik V. D'abord regardé avec méfiance, il est aujourd'hui convoité par de nombreux pays.

Industrie de défense : le Covid-19 oblige là aussi les Etats à réagir

Entretien avec Jean-Pierre Maulny, directeur adjoint de l'IRIS (01.03.21)

Le Covid-19 a impacté le monde dans son ensemble, le secteur de l'industrie de défense n'y faisant pas exception. Où en est ce secteur alors que les fonds d'investissement montraient un intérêt croissant pour les entreprises opérant dans ce domaine ? Le Brexit et la crise actuelle peuvent-ils jouer en faveur d'une autonomie stratégique européenne en matière d'industrie de défense ?

Quelle géopolitique du pétrole au temps du Covid-19 ?

Entretien avec Pierre Laboué, chercheur à l'IRIS, en charge de l'Observatoire de la sécurité des flux et des matières énergétiques (08.03.21)

Le maintien à bas niveau de la demande de pétrole, la fragilité des prix et le manque d'investissement à court et moyen terme pourraient bouleverser les rapports de force de la géopolitique de l'énergie. Cette nouvelle donne risque de fragiliser des pays très dépendants de la rente pétrolière. L'impact du Covid-19 sur la géopolitique du pétrole semble donc déterminé à durer.

Tempêtes à venir sur la sécurité alimentaire mondiale ?

par Sébastien Abis, chercheur associé à l'IRIS, directeur du Club DEMETER (15.03.21)

La pandémie de Covid-19 a dégradé depuis plusieurs mois la situation alimentaire des personnes les plus vulnérables de la planète. Cette tendance pourrait s'accroître avec la crise économique qui s'amplifie. À plus forte raison, si l'offre agricole dans le monde se contracte, risque potentiel en 2021. Plusieurs questions stratégiques se posent à court et moyen termes.

Quel impact du Covid-19 sur les activités criminelles internationales ?

par Antoine Diacre, coordinateur de la recherche à l'IRIS (22.03.21)

Si la crise du Covid-19 et la crise économique ont impacté les trafics internationaux, les groupes criminels s'appuient sur leurs réseaux et leur puissance financière pour limiter ces perturbations. Surtout, ces groupes profitent de la vulnérabilité accrue des populations pour faire prospérer leurs activités et s'implanter davantage dans les territoires les plus défavorisés.

Géopolitique du Covid-19 : quel bilan un an après ?

Entretien avec Anne Sénéquier, chercheuse à l'IRIS, co-directrice de l'Observatoire de la santé mondiale (29.03.21)

Un an après le début de cette pandémie qui a ébranlé la planète, un bilan s'impose. Situation sanitaire mondiale, campagnes de vaccination devenues une véritable diplomatie, et impacts sur la mondialisation, comment le Covid-19 a-t-il bouleversé les relations internationales ?



CONFÉRENCES-DÉBATS

Covid-19 et élections américaines : les effets de la pandémie sur la campagne présidentielle (28.10.20)

Conférence-débat en visioconférence, organisée dans le cadre de l'Observatoire (Dés)information et géopolitique au temps du Covid 19, autour de Jeff Hawkins, ancien ambassadeur américain et chercheur associé à l'IRIS, et Marie-Cécile Naves, directrice de recherche à l'IRIS. Animée par Julie Gacon, journaliste et productrice de l'émission "Les enjeux internationaux" sur France Culture.

Sources et fakenews : comment s'informer au temps du Covid-19 ? (16.11.20)

Dans le cadre de l'Observatoire (Dés)information et géopolitique au temps du Covid-19, Gérard GRIZBEC, journaliste et chercheur associé à l'IRIS, a animé cette visioconférence autour de Cécile GUÉRIN, chercheuse à l'Institute for Strategic Dialogue (ISD) et François-Bernard HUYGHE, directeur de recherche à l'IRIS.

Géopolitique de la course au vaccin : au-delà des annonces (14.12.20)

Visioconférence organisée dans le cadre de l'Observatoire (Dés)information et géopolitique au temps du Covid-19, autour de : Antoine BRISTIELLE, professeur agrégé en sciences sociales, chercheur au PACTE (Sciences Po Grenoble), expert associé à la Fondation Jean-Jaurès, Jean-François CORTY, médecin et ancien directeur des opérations de Médecins du monde et Nathalie ERNOULT, responsable des bureaux régionaux pour la campagne d'accès aux médicaments essentiels à Médecins sans frontières, chercheuse associée à l'IRIS. Animée par Anne SÉNÉQUIER, médecin et chercheuse à l'IRIS.

L'Asie face au Covid-19 : quels enseignements ? (14.01.21)

Visioconférence dans le cadre de l'Observatoire (Dés)information et géopolitique au temps du Covid-19 autour de Éric MOTTET, professeur et co-directeur de l'Observatoire de l'Asie de l'Est à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) et Marianne PERON-DOISE, chercheuse Asie du Nord à l'Institut de recherche stratégique de l'école militaire (IRSEM). Animée par Barthélémy COURMONT, directeur de recherche à l'IRIS.

Chine, GAFAM, Etats-Unis : quelle autonomie pour l'Europe après le Covid-19 ? (16.02.21)

Visioconférence organisée dans le cadre de l'Observatoire (Dés)information et géopolitique au temps du Covid-19, autour de Hélène CONWAY-MOURET, sénatrice représentant les Français établis hors de France, secrétaire de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, Edouard SIMON, dir. de recherche à l'IRIS, Ayşe Gizem YASAR, chercheuse au « Law and Economics Initiative » de Sciences Po. Animée par Olivier DE FRANCE, dir. de recherche à l'IRIS.

Genre et Covid-19 : mieux appréhender la pandémie pour mieux la gérer (17.03.21)

Visioconférence, organisée dans le cadre de l'Observatoire (Dés)information et géopolitique au temps du Covid-19, autour de Marie-Cécile Naves, directrice de recherche à l'IRIS, responsable de l'Observatoire Genre et géopolitique, Charlotte Recoquillon, chercheuse à l'Institut français de géopolitique, journaliste, et Najat Vallaud-Belkacem, directrice France de l'ONG One, ancienne ministre. Animée par Razak Ellafi, consultant sur le numérique en santé, ancien responsable du développement et de la communication de ComPaRe (Communauté de patients pour la recherche, APHP).



REVUE DE PRESSE

ARTICLES

- [Le coronavirus, « arme biologique » ? Le vrai du faux d'une vidéo virale](#) par William Audureau, Le Monde (06.03.20)
- [Coronavirus et "infodémie" : aux grands maux, les grands remèdes](#) par Marion Bellal, France Culture (14.03.20)
- [Coronavirus: aujourd'hui, les fake news tuent des gens](#) par Philippe Laloux, Le Devoir (18.03.20)
- [Coronavirus: «La Chine mène une guerre de l'information »](#) par Valérie Niquet, Le Figaro (19.03.20)
- [Le Covid-19 révèle une crise de l'institution scientifique](#) par François Rousselot, The Conversation (21.03.20)
- [Ces théories du complot qui connectent la 5G et le coronavirus](#) par Benoît Zagdoun, France Info (11.04.20)
- [COVID-19 : la construction laborieuse du "storytelling" chinois](#), Dosso Korobla, EGE entreprises (14.04.20)
- [5G et coronavirus : propagation d'une infodémie. Retour sur la naissance des théories du complot liant coronavirus et 5G](#) par Benjamin Terrason, Siècle Digital (17.04.20)
- [Le professeur Montagnier accrédié la thèse du coronavirus créé en laboratoire](#) par E. Verhaege, Le courrier des stratèges (17.04.20)
- [Après la pandémie, l'infodémie et son cortège de fake news](#) par Jean-Jacques Quisquater et Charles Cuveliez, L'écho be (22.04.20)
- [Théories du complot et "fake news" : combattre "l'infodémie" de Covid-19](#) par Shiloh Vidon, F24 (28.04.20)
- [Coronavirus et réseaux sociaux : premières réflexions stratégiques sur une "infodémie"](#) par Randal Zbienen, Fondation pour la recherche stratégique (06.05.20)
- [Un virus créé en laboratoire, vraiment ?](#) par La Rédaction, Inserm (26.05.20)
- [Coronavirus : le top 10 des fake news les plus partagées sur les réseaux sociaux](#) par Olivier Lafont, La Provence (01.06.20)
- [Ce que la désinformation sur Twitter le COVID-19 révèle sur nous](#) par Bouchara Ouatik, Radio Canada (20.06.20)
- [La désinformation russe sur les réseaux sociaux au temps du Covid-19](#) par Fabrice Rousselot, The Conversation (28.06.20)
- [Coronavirus : la désinformation russe et chinoise inonde l'Europe](#) par Les Échos (29.06.20)
- [Covid : les Fake News les plus répandues sur les médias sociaux en France](#) par Christophe Asselin, Digimind (20.07.20)
- [Coronavirus : cinq fake news qui circulent sur la Covid-19](#) par Sarah Rozenbaum, RFI (20.07.20)
- [Covid-19: de la pandémie à l'infodémie et la chasse aux fake news](#) par Angeliki Monnier, Recherches & éducations, Société Binet Simon (16.08.20)
- [Quinquas, bac + 2, à tendance complotiste : le profil des anti-masques en France dressé par un chercheur](#) par Robin Vernar, BfmTV (27.08.20)
- [Bas les masques : sociologie des militants anti-masque](#), Fondation Jean Jaurés (07.09.20)
- [Donald Trump serait le principal facteur de désinformation sur le Covid-19, selon une étude LCI](#), LCI (02.10.20)

Covid-19 : une uberisation des fake news par Fabrice Rousselot, The Conversation (20.10.20)

Covid-19 : 4 "fake news" majeures présentes dans le documentaire complotiste "Hold-Up" par Sciences et Avenir (11.11.20)

Les contre-vérités de « Hold-up », documentaire à succès qui prétend dévoiler la face cachée de l'épidémie par Adrien Sénécat et Asmma Maad, Le Monde (20.11.20)

Coronavirus : nos conseils pour lutter contre l'infodémie santé par La Rédaction, Doctissimo (23.11.20)

Que révèle le succès des thèses complotistes pendant l'épidémie de Covid-19 ? par Louis San-Benoît Zagdoun , France Télévisions (01.12.20)

Nos conseils pour identifier les discours complotistes et ne pas tomber dans leurs pièges par William Audureau et Assma Maad, Le Monde les Décodeurs (22.12.20)

En 2021, l'OMS souhaite guérir une «infodémie» mondiale par François Carabin, Métro (23.12.20)

Coronavirus : « Le volume sans précédent de fake news illustre la viralité de la désinformation en temps de crise » par Camille François, 20 minutes (28.12.20)

Covid-19 : le conspirationnisme a aussi été alimenté par la Russie par J.M. Manach, Nextimpact (04.01.21)

France : un contexte de défiance propice au "fake news", sur les médias sociaux notamment par Christophe Asselin, Digimind, (04.01.21)

Covid-19 et infodémie, l'autre pandémie à endiguer par Dr Sylvie C. BRIAND, Brigitte FANNY COHEN, Dr Gérald KIERZEK, Caroline FAILLET, Acteurs de Santé (04.01.21)

Renforcer l'immunité face à la désinformation, Union européenne Action extérieure (18.01.21)

Gros mensonges, petits mensonges et diffamation contre le vaccin, Site EU vs Disinfo du SEAE de l'Union européenne (21.01.21)

Covid 19 et infodémie, l'autre pandémie à endiguer par D. Sylvie C. Mecca et al., Acteurs de santé (27.01.21)

Quinze fake news devenues virales sur le front de l'épidémie de Covid-19 par Emilie Zaugg, La Montagne (30.01.21)

Le complotisme nous offre une explication simple par Pierre Bayard, Le Point (31.01.21)

Comment l'infodémie révèle la crise de nos systèmes de croyance par François-Bernard Huyghe, Marianne.net (02.02.21)

E-réputation en 2021 : le combat contre les fake news n'est pas encore gagné par Clémence Hutine, Visibrain, (03.02.21)

Fake news et manipulations de l'information : la technologie, alliée ou ennemie ? par l'Observatoire du monde cybernétique (03.02.21)

Pourquoi l'Afrique se méfie (encore) du vaccin anti-Covid-19 par Le Point Afrique, Le Point (04.02.21)

Covid-19: l'OMS juge la théorie d'une fuite d'un laboratoire à Wuhan peu crédible par AFP, Huffington Post (04.02.21)

Facebook durcit ses règles de modération contre les intox sur la vaccination par Damien Leloup, Le Monde (08.02.21)

Peut-on vraiment réguler les fake news ? par Fabien Benoît, Uzbek & Rika (08.02.21)

La crainte engendrée par le Covid-19 semble en relation inverse de sa létalité par Hervé Le Bras, Le Monde (09.02.21)

Covid-19 : Facebook durcit ses règles face aux "fake news" sur la vaccination par Estelle Nguyen, Boursier (10.02.21)

La trahison des images par Peter Zegers, Scepticus.NI (22.02.21)

Qui construit la doxa du Covid ? par Laurent Mucchielli, Mediapart (22.02.21)

Comprendre la désinformation pour mieux s'en protéger par Pierre Berthoux, Le Cube (23.02.21)

Désinformation à l'heure du Covid-19 : comment se protéger contre les intox ? par Chine Labbé, Institut Montaigne (23.02.21)

Prosélytisme, délire complotiste et crudivorisme : les dérives sectaires surfent sur la crise sanitaire par la Rédaction, Marianne (24.02.21)

Coronavirus : la Miviludes alerte sur les mouvements sectaires qui prospèrent avec la pandémie par Pierre Emparan, France Bleu (25.02.21)

La folle année du Covid-19 sur Wikipédia par Gregor Brandy, Le Monde (27.02.21)

Fake news : 40 ressources essentielles pour les cerner et lutter contre en 2021 par Christophe Asselin, Digimind (03.03.21)

Le pouvoir des foules numériques en trois grandes tendances, Opinion Act (04.03.21)

La France, cible d'opérations étatiques de manipulation ? par Alexandra Pavliuc, Institut Montaigne (04.03.21)

Ma chère moitié croit que Bill Gates équipera les humains de micropuces; Que faire ?, Site EU vs Disinfo du SEAE de l'Union européenne (05.03.21)

Comment l'Etat lutte en coulisses contre les infox par Emmanuelle Paquette, L'Express (07.03.21)

Les anti-masques sur les médias sociaux par l'IRIS, Digimind (07.03.21)

La Chine à l'école russe de la désinformation par Pierre Alonso, Libération (09.03.21)

Le renouveau des phénomènes sectaires à l'ombre de la pandémie par Samuel Laurent, Le Monde (10.03.21)

Facebook va labelliser les publications sur les vaccins contre le COVID-19 par Elizabeth Culliford, Boursorama (15.03.21)

Quinze fake news devenues virales sur le front de l'épidémie de Covid-19 par Émilie Zaugg, La Montagne (16.03.21)

La boîte à outils de la désinformation COVID-19: Home, Université d'Ottawa (20.03.21)

Anti-masque, complotiste et adepte des médecines tolteques... une généraliste du Bas-Rhin radiée de l'Ordre par Stéphane Long, Le quotidien du médecin (20.03.21)

Stéphane Foucart, Stéphane Horel et Sylvain Laurens, Les gardiens de la raison. Enquête sur la désinformation scientifique, La Découverte par Sophie Houdart, La vie des idées (22.03.21)

Non, un virus n'a pas besoin d'une "intervention humaine" pour muter par J. Tordjman, AFP, (24.03.21)

Comment la Chine tente de réécrire les origines du Covid-19 par Stéphane Foucart et al., Le Monde (29.03.21)

Nos conseils pour repérer les fausses informations en ligne, Blog officiel de Google France (31.03.21)

VIDÉOS

Covid-19 : l'Institut Pasteur devenu la cible d'une théorie du complot, France TV Info (05.02.21)

"Fake News" : Comment les détecter et lutter contre la désinformation sur les médias sociaux, Digimind (10.03.21)



GLOSSAIRE FRANÇAIS

A

Attaque informationnelle : action visant à espionner, à priver la cible de contrôle sur son système d'information, à se substituer à elle (par exemple obtenir des données confidentielles ou prendre les commandes d'un système), soit enfin à causer un dommage par des messages trompeurs.

Attribution : fait de pouvoir notamment désigner le responsable d'une attaque informatique.

Authenticité : qualité de ce qui émane réellement de l'auteur auquel on l'attribue.

B

Biais cognitif : propension du cerveau humain à reproduire des erreurs de jugement (y compris en mésinterprétant le sens des messages) aggravées par sa tendance à adopter des conduites en contradiction visible avec les données de l'expérience ou les connaissances facilement accessibles. Exemple : le biais de confirmation par lequel nous recherchons des informations qui nous prouveront que nos idées et préjugés sont confirmés par les faits.

Bouc émissaire : groupe, homme (ou animal des sacrifices, d'où l'origine de l'expression) auquel une communauté fait porter une culpabilité supposée (s'exonérant elle-même de toute faute).

C

Cohérence : le fait pour une information d'être compatible avec l'ensemble des connaissances préalables que l'on possède, mais pas forcément preuve de vérité.

Communauté virtuelle : groupe qui n'est pas réuni physiquement, mais qui, communiquant par des moyens électroniques par exemple, entretient des habitudes d'échange (ludique, savante, amicale, militante, experte, etc.) sur un thème qui en réunit les membres.

Communication de crise : procédures et méthodes mises en œuvre pour rassurer les médias et les parties prenantes lorsqu'une organisation est confrontée à de graves accusations pour son image, à une catastrophe ou à un dysfonctionnement entraînant des dommages inhabituels. Ou est indirectement mise en cause par un accident ou une crise extérieure.

Communication publique : délicat euphémisme pour lobbying.

Confiance : disposition à croire en la vérité d'affirmations ou dans le comportement favorable ou la sincérité de gens ou institutions. En informatique : techniques destinées à vérifier la sécurité ou l'authenticité des échanges.

Confidentialité : fait pour l'information d'être accessible uniquement à ceux qui y sont autorisés.

Conspirationnisme : théorie utilisée en propagande et attribuant des événements négatifs à des complots fomentés par des groupes secrets et presque tout-puissants.

Couches : Internet est composé de trois "couches" : sémantique (ce qui a du sens, les messages), physique (les appareils, terminaux et vecteurs qui permettent à Internet de fonctionner) et logistique (les codes et protocoles qui permettent à l'ensemble de fonctionner, aux appareils de communiquer entre eux, etc.).

Crise : la crise, d'après son étymologie, est le fait de séparer la décision, le jugement ; c'est aussi la phase décisive d'une maladie à partir de laquelle celle-ci peut s'orienter vers la guérison ou vers l'aggravation. Il y a une crise là où tout est possible. Elle traduit l'anomalie, voire l'anomie, soudain révélée par contraste avec un fonctionnement présupposé « ordinaire ».

Cyberattaque : action menée à travers Internet, souvent anonymement, éventuellement sous « faux drapeau » et malveillante : voler des informations, compromettre le fonctionnement d'un système informatique, ou à produire un effet psychologique (subversion, déstabilisation) ...

Cyberdissuasion : méthode destinée à décourager les cyberattaques, transposition plutôt problématique dans le monde numérique du principe de dissuasion de la Guerre froide. En effet, comment savoir qui menacer, qui frapper, qui accuser et comment mesurer riposte et rétorsion dans le cyberspace ?

Cyberspace : métaphore désignant le domaine des interactions entre données et réseaux et accessible par ordinateurs, puis, au sens large, le monde global de tous les ordinateurs et systèmes connectés par Internet.

Cygne noir : expression lancée par Nassim Nicholas Taleb pour décrire les événements à très forte probabilité (ou ceux que personne n'avait prévus) et qui bouleversent toutes les données du jeu.

D

Déception : dans la terminologie militaire, mesure de tromperie, trucage, falsification, mise en scène. Elle est destinée à amener l'adversaire à agir de façon préjudiciable à ses propres intérêts. Ce terme est repris dans le vocabulaire économique.

Déchiffrement : action consistant à retrouver l'information initiale contenue dans le message chiffré à l'aide de la clef secrète appropriée.

Décryptage : restitution en clair d'une information sans avoir accès à la clef secrète qui permet son déchiffrement normal.

Déni de service : attaque logique paralysant une ressource informatique, par exemple en saturant artificiellement les services d'un site sur Internet.

Désinformation : mot se prêtant à un usage abusif, surtout lorsqu'il finit par désigner toute opinion diffusée par les médias et que l'on croit fausse ou biaisée. La désinformation consiste à propager délibérément des informations fausses pour influencer une opinion et affaiblir un adversaire.

Déstabilisation : forme d'action contre une organisation visant à y aggraver les conflits internes et à lui faire perdre ses alliés ou son image positive.

Diabolisation : technique de base de la propagande consistant à présenter l'adversaire comme mauvais par essence et, à un degré incommensurable, à lui attribuer des crimes (propagande d'atrocité) et à le comparer aux pires ennemis du genre humain par amalgame.

Discrétion : au sens ordinaire, le fait de ne pas attirer l'attention, ou de ne pas chercher à savoir ce qui est inutile ou gênant. Soit, enfin, le fait pour un signal d'être « discret », c'est-à-dire de se compter en unités présentes ou pas, et de produire du sens par cette présence/absence, et non pas par le degré ou l'intensité comme c'est le cas pour un signal analogique.

Disponibilité : qualité de l'information accessible au moment voulu. Provoquer un déni d'accès (par exemple en bloquant l'accès à un site) revient à s'en prendre à la disponibilité de l'information.

Dissonance cognitive : processus par lequel un sujet a tendance à modifier ses opinions et ses attitudes afin de les mettre en harmonie, comme à moindre coût, avec ses autres opinions, notamment avec celles qu'il professe en accord avec son groupe social.

Dissuasion : fait de persuader un éventuel adversaire de ne pas vous attaquer en le persuadant que ses pertes - notamment du fait de votre riposte - seraient très supérieures à ses gains et surtout très probables.

Doxa : idées reçues, opinion dominante reposant davantage sur le conformisme que sur l'examen sur le fond ou la recherche de preuves.

E

Élément de langage : terminologie à la mode, surtout en politique, pour désigner les arguments et les thématiques auxquels doivent recourir les membres d'une organisation pour assurer la cohérence de sa communication

Éristique : art du débat ou de la controverse.

F

Fugacité : le fait de ne durer qu'un instant, caractéristique de nombre de cyberattaques.

Fuite d'information : perte ou vol de données, d'origine volontaire ou non.

G

Garde-barrière : notion traditionnelle de la sociologie des médias, les *gatekeepers*, ceux qui gardent l'accès aux mass medias (un directeur de programmation, par exemple) ou en sont les "passeurs". Aujourd'hui, chacun devient un peu garde-barrière, dans la mesure où tout internaute peut publier, commenter, signaler, être repris, cité, engendrer un débat, etc.

Geek : fanatique de culture informatique

Guerre de l'information : acquérir données et connaissances (et à en priver l'adversaire) dans un but stratégique, s'attaquer à ses systèmes (vecteurs et moyens de traitement de l'information), viser à une domination informationnelle. Plus couramment : toute opération recourant à la rumeur, à la propagande, à un virus informatique qui corrompt ou détourne le flux des informations ou des données d'un adversaire, un État, une armée, une entité politique ou économique.

I

Influence : stratégie indirecte visant à obtenir d'autrui un assentiment ou un comportement, par le prestige de son image, par une forme quelconque de persuasion ou de « formatage » des critères de jugement, soit, enfin, par la médiation d'alliés ou de réseaux. Art de faire vouloir à autrui ce que vous voulez.

Information : concept qui pose davantage de problèmes qu'il n'en résout. À la fois des données qui se stockent quelque part sur un support ou se transportent, des « nouvelles » (des récits ou des descriptions de la réalité nouveaux et surprenants à un degré ou à un autre pour le destinataire), des messages délivrés par moyen de communication à travers l'espace et de transmission à travers le temps, et enfin des informations devenues des connaissances dans le cerveau de quelqu'un, contextualisées, reliées à d'autres informations, faisant sens, donc un vrai savoir.

Ingénierie sociale : du jargon informatique anglais *social engineering*, toutes les méthodes et astuces pour conduire un sujet à faire de son plein gré ce que désire le manipulateur, comme lui révéler un code confidentiel. Forme de l'antique stratagème.

Intégrité : qualité de l'information qui n'a pas été altérée.

Intoxication : opération consistant à faire parvenir à un adversaire une information fabriquée qu'il croira avoir saisie à votre insu pour l'amener à prendre des décisions qui tourneront à son détriment.

L

Levier : expression fréquemment employée pour désigner les mécanismes psychologiques par lesquels la propagande tente d'agir sur le psychisme. On distingue ainsi le levier de conformisme ou d'unanimité, le levier d'adhésion associant un parti ou une personne à un symbole positif, le levier de rejet reposant sur la diabolisation de l'adversaire et la peur qu'il suscite, etc.

Lien : revêt le double sens de lien sémantique (comme l'hyperlien qui mène du texte A au site B en fonction de son sens) et de lien social, notion qui inclut à la fois l'intensité des échanges sociaux et leur dimension psychologique.

M

Manipulation : le fait de présenter des informations de façon à susciter une réaction prévisible et souhaitée chez le destinataire. Concept fourre-tout à employer avec précaution : on risque d'attribuer toute réaction que l'on désapprouve.

Mésinformation : toute situation où le sujet n'accède pas au degré de connaissance de la réalité auquel il pourrait prétendre au regard de ses sources d'information. Une altération physique de données peut nous mésinformer comme en cas de mauvaise réception ou de conservation défectueuse de signaux. Elle peut aussi résulter de rapports avec nos « sources d'information », médias ou réseaux humains dont nous proviennent des « nouvelles ». Ou de la façon dont nos cerveaux interprètent le réel pour le réduire au connu, au prévisible ou au souhaitable.

Métadonnées : littéralement données à propos de données. Tout système (informations techniques ou descriptives) permettant d'indexer des contenus comme le catalogue d'une bibliothèque, ou encore les tags.

N

Notoriété : simple fait d'être connu (ne pas confondre avec la réputation qui suppose un contenu ou les connotations qu'évoque cette notoriété dans l'esprit d'un public).

Novlangue : langue imposée par Big Brother dans le roman d'Orwell *1984* et destinée à paralyser la pensée critique. Par extension, synonyme de langue idéologique fixe que ses partisans parlent tous de manière figée et prévisible.

Numérique : le mot correspond à l'anglais digital et désigne la caractéristique des signaux codés sous forme de données binaires (0 ou 1). Ces signaux sont discrets au sens mathématique (le signal est là ou pas). Le terme a fini par prendre le sens beaucoup plus large de « lié à l'informatique ».

P

Paralogisme : raisonnement faux ayant les apparences de la rigueur et de la validité. À la différence du sophisme, le paralogisme traduit une erreur de raisonnement de bonne foi et non pas une volonté de tromper.

Pensée de groupe : tendance au sein d'un groupe à rechercher le consensus et la cohérence, souvent au détriment de l'efficacité de la décision ou de la cohérence des opinions avec la réalité.

Persuasion : processus délibéré visant à faire accepter une proposition pour vraie ou pour désirable par quelqu'un, voire à l'amener à se comporter de la façon souhaitée.

Propagande : moyens et techniques destinés à faire adhérer une communauté (nous recevons la propagande en tant qu'individus, mais elle nous vise en tant que membres d'un groupe) ou à faire adhérer à une communauté (tel parti, telle église, tel courant de pensée). Cette adhésion porte sur un contenu idéologique contesté dans le cadre d'un conflit avec une autre communauté porteuse d'autres croyances.

Propagation : troisième dimension de la vie de l'information. Avec la communication, qui doit lui faire franchir l'espace et susciter le partage, avec la transmission censée vaincre le temps et garantir sa conservation, la propagation a pour fonction de vaincre des résistances mentales (autres croyances, indifférence...) et de rendre l'information (en particulier la croyance) "contagieuse".

R

Référencement : le fait de mentionner quelque chose ou quelqu'un suivant un certain code ou un système (par exemple une note de livre). Le mot a pris un sens nouveau sur Internet : le fait d'être signalé notamment par les moteurs de recherche et la quête d'un bon référencement (discipline qui s'enseigne) est devenu l'alpha et l'oméga de l'influence sur le Web.

Réseaux sociaux : groupe d'internautes réunis sur la Toile par un centre d'intérêt commun, une cause, un thème, mais aussi l'ego de quelqu'un (son "capital" d'amis et de correspondants).

Résilience : capacité de revenir à son état initial sans trop de délai ou de dégâts, par exemple après une attaque informationnelle.

Rhétorique : technique de l'art oratoire ayant tantôt le sens de « bien parler » (au sens de faire des discours admirés et émouvants), tantôt le sens plus précis d'un art de persuader par les mots (discours ou écrits). Les sémiologues parlent même d'une rhétorique de l'image (à propos par exemple de la publicité) pour désigner sa capacité à nous convaincre.

Risque : éventualité d'un événement négatif, donc probabilité et possibilité d'un dommage.

Rumeur : souvent présentée comme « le plus vieux média du monde » puisque le bouche-à-oreille, le cancan, le potin, le commérage, le bruit, souvent la médisance seraient nés avec le langage. Au sens strict, elle doit porter sur l'énoncé d'un fait (« X a fait à Y », « en réalité Z a fait ceci pour tel motif caché », « il existe tel risque qu'on nous dissimule ») et non d'une simple opinion, même injurieuse.

S

Sabotage : initialement, le fait de travailler "comme un sabot" pour punir son patron. Le sabotage, au sens de mener des actions destinées à empêcher une organisation, une machine ou un dispositif de fonctionner, est une des fonctions les plus significatives des logiciels malicieux.

Sophisme : raisonnement fallacieux présentant les apparences d'un syllogisme irréfutable. Il existe des listes de sophisme (renversement de la charge de la preuve, argument d'autorité, argument *ad hominem* s'en prenant à la personne plus qu'à l'argument, fausses alternatives et des dizaines d'autres).

Source : origine d'une information en veille. Les sources formelles sont des documents (livre, base de données, article, émission, déclaration), les sources informelles résultant d'observations, de bouche-à-oreille, etc.

Stéréotype : images préconçues, clichés simplificateurs associés généralement par le public à un nom ou un thème, servant autant à la manipulation des masses qu'à une forme d'économie mentale, comme réducteurs de la complexité excessive du réel (sans compter qu'un stéréotype comporte souvent une part de vérité).

Stratégie d'influence : ensemble de moyens et d'actions délibérées, hors la force, l'autorité et les contreparties tangibles, coordonnés et destinés à produire un effet sur l'évaluation ou sur la décision d'un individu, d'un groupe ou d'une organisation.

Surinformation : situation que chacun peut éprouver quotidiennement, résultant de la surabondance de données disponibles, à tel point que leur utilisateur ne peut plus en retirer une connaissance pertinente. Selon la formule célèbre, "trop d'information tue l'information".

Surveillance : l'extension des systèmes de surveillance sous prétexte d'anticipation des dangers est une tendance lourde à l'ère numérique. Les possibilités de recueillir et de croiser des données pour prédire des comportements et identifier des responsabilités en est le prolongement.

T

Temps de cerveau humain : valeur économique. Notre faculté d'attention étant limitée, on peut « créer de la valeur » en dirigeant l'attention de consommateurs sur des publicités ou des formes de spectacle dont la consommation présente un intérêt pour un acteur économique. Le négoce du temps de cerveau humain est souvent la rançon d'une économie que l'on dit de la gratuité.

V

Veille : opération de surveillance, souvent par simple collecte et analyse de documentation, composante essentielle de l'intelligence économique. Elle se subdivise en veille technologique, concurrentielle, géopolitique, sociétale.



ANGLICISMES FRÉQUEMMENT EMPLOYÉS À PROPOS DE L'INFODÉMIE OU LA DÉSINFORMATION

A

A.P.T., Advanced Persistent Threats : piratage informatique durable et difficile à déceler, visant souvent une organisation et une entreprise dans une stratégie à long terme, par extension, nom des groupes de *hackers* d'élite (souvent désignés comme APT 21, APT 19, etc.) qui le pratiquent.

Astroturfing : faire croire artificiellement en l'existence d'un mouvement d'opinion, surtout en ligne avec des employés ou des algorithmes ; dit aussi « similitantisme ».

B

Big Data : énormes volumes de données dépassant les capacités de traitement des logiciels ordinaires.

Bot (robot) : algorithme imitant une identité et un comportement humain en ligne.

Botnet : réseau de robots, machines compromises dont un manipulateur (un réseau de mercenaires et de pirates, par exemple) a pris le contrôle à distance.

Brand, branding : vanter la marque, nation branding, "vendre" l'image de son pays.

Bullshit : baratin, discours qui n'a aucun sens ou ne se réfère à rien de réel.

Buzz : bruit qui se propage sur la Toile de clavier à écran.

C

Clickbait : piège à clics, sites dont l'unique fonction est d'attirer des visites d'internautes, revendues à des annonceurs, où l'annonce des contenus sensationnels, même invraisemblables, attire un maximum de secondes de cerveau humain.

Conspiracy theories : théories conspirationnistes attribuant des événements cruciaux à des complots fomentés par des groupes secrets.

Crowdsourcing : faire appel à des internautes pour résoudre un problème de façon coopérative.

Crowdfunding : faire appel à des financements en ligne, etc.

Cyber : préfixe pour les objets, lieux ou événements liés de près ou de loin à Internet. On parle de cyberspace, cyberculture, cyberpunk...

D

Deep fakes : hypertrucage, falsification de vidéos très sophistiquée, basée sur le deep learning, ce qui permet par exemple de changer le visage ou les propos d'une personne filmée.

Deep learning : apprentissage « profond », basé sur l'intelligence artificielle et les big data, et permettant à la machine travaillant comme des neurones de reconnaître des images ou la parole, éventuellement pour les anticiper ou les imiter.

Doxing (*kompromat en russe*) : mise en ligne de données sensibles (authentiques ou truquées) sur une personne afin de détruire sa réputation. Exemple le *revenge porn* : publier les ébats sexuels de quelqu'un pour pourrir sa vie.

F

Fact-checking : vérification des "faits" pratiqués nombre de médias *mainstream* (avec l'aide de compagnies du numérique) pour combattre les "*fakes*".

Fakes : fausses informations (de *fake* : objet contrefait, fabriqué) bobard en français ou infox.

Follower : "suiveur", nom donné à la personne qui s'abonne au compte Twitter d'une autre par exemple

G

Gate-keepers : infomédiaires, ceux qui gardent l'accès aux mass medias (un directeur de programmation, par exemple) ou en sont les "passeurs".

H

Hactivism : activité militante recourant aux techniques des hackers, le piratage informatique, et s'exprimant en ligne.

Hack & leak : méthode consistant à pirater des informations confidentielles (par exemple d'un parti politique), mais pour les mettre sur la place publique et compromettre l'adversaire.

Hate speech : discours de haine attaquant une personne sur la base de sa race, nationalité, religion, sexualité, etc. Concept utilisé par le juge ou les Gafa pour justifier des retraits de contenus ou de comptes.

Hoax : faux bruit sur Internet, canular ou légende.

Hybrid warfare : concept-valise cher aux think tanks, le mélange d'utilisation d'armées classiques, de groupes paramilitaires, de cyberattaques et de désinformation que mèneraient les Russes contre l'Occident.

I

Infodemics : infodémie, néologisme pour l'épidémie de nouvelles fausses ou douteuses qui accompagne la pandémie.

Information operations (ou influence operations) : délicat euphémisme pour propagande.

Infowar : infoguerre, lutte pour le contrôle de l'information, visant aussi à dégrader les informations et fonctions informationnelles adverses.

L

Leader d'opinion : membre d'un groupe sachant susciter ou traduire l'intérêt ou l'interprétation dominants. Exemple : les « e-influents » dont l'opinion compte beaucoup sur Internet.

Leak : la fuite de données confidentielles, de l'intérieur d'une organisation ou par un piratage/espionnage informatique (*hack*) ou par un lanceur d'alerte

Lobby : groupe d'intérêts (économiques, identitaires, éthiques, idéologiques...) cherchant à obtenir certaines décisions de la puissance publique

M

Mainstream : "courant dominant", désignation des produits des industries culturelles dont le succès est universel ou aux formes médiatiques de l'idéologie dominante.

Malware : logiciel « malicieux » destiné à nuire à un système informatique, tels un virus ou un cheval de Troie.

Marketing politique : application aux élections (ou à la gestion de l'opinion publique) des méthodes commerciales d'étude des attentes des populations, d'amélioration de l'image de marque du candidat et de communication persuasive.

Mass media : hybride d'anglais et de latin désignant les appareils de diffusion d'information construits sur le modèle « un-tous », apparus avec les rotatives : presse grand public, radio, télévision...). Volontiers opposés aux médias sociaux.

Media literacy : apprentissage critique du fonctionnement des mass médias, processus étendu aux réseaux sociaux.

Misinformation : mésinformation ou malinformation, état de confusion, pas forcément provoqué par la volonté de tromper (désinformation), mais résultant de la surabondance et du caractère douteux des informations disponibles.

N

Narrative et counter-narrative : "récit", l'argumentaire justificatif d'un camp contre un autre.

Variante, **storytelling** : narrer un cas exemplaire pour illustrer une idée.

P

Post-truth : post-vérité, phase de l'histoire humaine où la mauvaise information concurrencerait la bonne et où une large fraction de l'opinion serait indifférente à la vérification des informations dont elle se nourrit pourvu qu'elles flattent ses passions.

Privacy : tout ce qui touche à la protection de la vie privée.

Proxy : en informatique, élément placé entre deux hôtes pour faciliter ou surveiller leurs échanges. Par extension, intermédiaire comme dans l'expression « guerre par proxy », ou pour désigner des groupes de hackers utilisés comme quasi mercenaires.

Psyops (Psychological operations) : en terminologie militaire, ce sont les actions politiques, militaires, économiques et idéologiques destinées à créer sur une opinion neutre, amicale ou non hostile, des attitudes émotionnelles ou comportements favorables aux objectifs visés. Devenues MISO (Military Information Support Operations).

Public diplomacy : initialement l'action visant à « promouvoir l'intérêt national des États-Unis par la compréhension, l'information et l'influence des publics étrangers », influence idéologique hors frontières notamment *via* des médias internationaux.

R

Ransomware : ou rançongiciel qui chiffre les données d'un ordinateur contre le gré de son propriétaire et peut être enlevé moyennant une rançon en bitcoins.

Ranking : classement des pages dans les recherches d'un moteur de recherche et qui en détermine très largement la visibilité donc la popularité.

S

Sharp power : terme dépréciatif pour désigner l'influence chinoise ou russe assimilée non à un soft power mais à une manipulation de l'opinion étrangère en vertu du principe « je dis la vérité, vous faites de la propagande. ».

Smart power : combiner utilement hard et soft power, puissance et influence, force et séduction pouvoir militaire + économique + culturel.

Social learning : imposer ses concepts et ses idées en amont des marchés par une norme culturelle, la promotion d'un style de vie, le formatage intellectuel des décideurs d'un pays. Ne pas confondre avec *socialengineering* (élicitation).

Soft power : capacité d'influencer ou amener à penser comme vous par séduction, attraction ou formatage des esprits.

Spin doctor : spécialiste de la manipulation de l'opinion, conseiller en marketing politique guidant un candidat par exemple

T

Think Tanks : Centres de recherche de droit privé à but non lucratif produisant des idées et propositions dans le domaine politique, économique, stratégique, écologique, etc.

Trolling : pourrir le débat par une controverse qui s'enlisera sur les réseaux sociaux.

W

Watchdog : « chiens de garde », organisations ou groupes de citoyens dénonçant les scandales.

Weaponization (of information) : transformation de l'information en arme (ah, bon ce n'était pas le cas depuis toujours ?), façon de désigner l'influence et la « guerre à la réalité » (désinformation) russes.

Whistle Blower : « siffleur » (de pénalités), celui qui dénonce un abus qu'il a constaté dans son entreprise ou son organisation, les révèle par des *leaks*.

OBSERVATOIRE (DÉS)INFORMATION & GÉOPOLITIQUE AU TEMPS DU COVID-19

DOSSIER FINAL - Avril 2021

OBSERVATOIRE SOUS LA DIRECTION DE
FRANÇOIS-BERNARD HUYGHE, DIRECTEUR DE RECHERCHE À L'IRIS,
ET ANNE SÉNÉQUIER, MÉDECIN, CHERCHEUSE À L'IRIS

INSTITUT DE RELATIONS
INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES
2 bis, rue Mercœur
75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

@InstitutIRIS
iris-france.org

